LA PRESSE lapresseaffaires.com
AFFAIRE

UNE PREMIÈRE EN 10 ANS
LE RENDEMENT DE LA CAISSE DÉPASSE CELUI DE TEACHERS PAGE 5

PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

S&P/TSX
13 218,76
-84,12 (-0,63 %)

TSX CROISSANCE
3168,23
-6,80 (-0,21 %)

QUÉBEC 30
1315,98
-3,65 (-0,28 %)

DOW JONES
12 397,29
-71,78 (-0,58 %)

DOLLAR
86,43 ¢US
+0,35 ¢

Air Canada passe au 777
Le transporteur économisera en carburant grâce aux appareils de Boeing
PAGE 5

Des promoteurs crient à l'aide
Les personnes âgées n'auront bientôt plus les moyens de payer leur résidence
PAGE 9

MARCHÉS MONDIAUX
La Chine à l'ère écolo
Une ville alimentée par les énergies renouvelables sera érigée au large de Shanghai
PAGE 10

Nortel compte sur le sans-fil
Un autre client fait l'essai d'une nouvelle technologie sans fil haute vitesse, le WiMax
PAGE 11

CHIFFRE DU JOUR
1,6 %
Le produit intérieur brut réel a augmenté de 1,6 % en 2006, soit moins que les 2,2 % de 2005. Au Canada, la croissance s'est situé à 2,7 % comparativement à 2,9 % en 2005.
Source : Institut de la statistique du Québec

ENTREPRISE À FINANCER ?
COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
Acquizition.biz
3450616A 3459271

Bourse de Montréal
UN DÉPART CANON

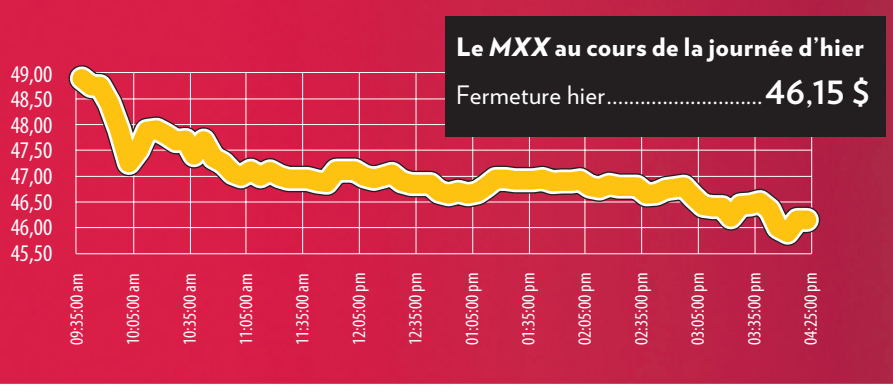
MAXIME BERGERON

Ce n'est pas tous les jours qu'un chef d'entreprise débouche le champagne en conférence de presse – et le sert aux journalistes. Mais Luc Bertrand, patron de la Bourse de Montréal, avait bien des raisons de se réjouir, hier. D'où cet accroc à la tradition.

Les actions de la Bourse de Montréal (MXX) ont connu un départ canon à leur premier jour d'échange à la Bourse de Toronto. Le titre a démarré à 45 $ et a gagné 2,6 % en cours d'exercice, pour clôturer à 46,15 $.

Il s'agit d'un de gain de plus de 50 % par rapport au prix payé par le New York Mercantile Exchange (NYMEX). Il a déboursé l'équivalent de 29,33 $ par action en février quand il a acheté 10 % du capital de la Bourse de Montréal.

« Les employés de Montréal de la Bourse de Montréal ont travaillé très fort depuis sept ans, et aujourd'hui, c'est en quelque sorte un couronnement », a indiqué Luc Bertrand, visiblement très ravi de la tournure des événements.



Luc Bertrand

Exit la fabrication au Canada
Gildan ferme des usines; le titre monte en Bourse

FRANCIS VAILLES

La nouvelle est dure à avaler pour les employés, mais réjouit les actionnaires.

Hier, Gildan a annoncé le licenciement de 1830 employés, dont 400 à Montréal. En moins de trois heures, la nouvelle a fait bondir le titre en Bourse de plus de 1,50 $ (2,2 %). L'action a finalement terminé la journée à 67,03 $, en hausse de 1,21 $ (1,8 %).

C'est que cette restructuration n'est pas liée au ralentissement de Gildan, mais à une amélioration de son efficacité. Les activités de tricot, de couture et de teinture seront déplacées en Amérique centrale et dans les Caraïbes, où l'entreprise a l'essentiel de ses 12 500 employés. La restructuration permet à Gildan de demeurer l'un des fabricants de t-shirts avec les plus faibles coûts dans le monde.

La décision met un terme aux activités de fabrication de Gildan au Canada (400 employés) et au Mexique (1365 employés). L'usine de Bombay, dans l'État de New York, sera également fermée (75 employés). Au Mexique, la fermeture est immédiate, tandis que pour les autres usines, la clé sera mise sous la porte à la mi-août. Les installations de Kentucky et de la Caroline, aux États-Unis, resteront ouvertes (1500 employés).

« Plusieurs sont des employés de longue date, avec beaucoup d'expérience, qui ont contribué au succès de l'entreprise. C'est l'aspect déplaisant de la nouvelle. Mais c'est ce qu'il faut faire compte tenu de la concurrence mondiale », a déclaré à *La Presse Affaires* Laurence G. Sellyn, chef de la direction financière.

Selon M. Sellyn, les économies viendront de deux volets : la réduction des délais de production et la diminution des salaires des employés.

Actuellement, la production des usines des rues Louvain et Côte-de-Liesse, à Montréal, est acheminée aux États-Unis, puis en Amérique centrale. En transférant tout au même endroit, cette séquence de production passera de 10 à 4 semaines.

Les employés outre-mer sont aussi beaucoup moins payés qu'ici, selon les chiffres que Gildan a consenti à nous fournir.

›Voir GILDAN en page 4

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©
La décision de Gildan a rendu Robert Joudernet, président et fondateur du syndicat, furieux. On le voit ici après l'annonce de la fermeture des deux usines.

La classe moyenne de Mario

CLAUDE PICHER
LA VIE ÉCONOMIQUE

Ce sont d'abord les électeurs à revenus moyens qui ont permis à Mario Dumont de réaliser sa spectaculaire percée de lundi.

Mais l'ampleur du vote adéquiste a profondément modifié le profil socio-économique de l'électorat québécois. Avant aujourd'hui, tout le monde savait que les libéraux pouvaient tenir pour acquis une demi-douzaine de circonscriptions riches de l'île de Montréal. Pour le reste, il était à peu près impossible de distinguer un électeur péquiste d'un électeur libéral en se basant sur leurs revenus. Le PQ, autant que le PLQ, était parfaitement en mesure d'attirer des professionnels, des cadres, des hauts salariés.

›Voir CLASSE en page 2

RÉACTIONS DU MILIEU DES AFFAIRES PAGES 2 ET 3

Montréal • Boucherville • St-Sauveur • Gatineau • Ottawa • Québec • Toronto

Steak frites
13,95$
Brochette de fruits de mer

LE BIFTHÈQUE
Des repas alléchants à prix alléchants!
Ajouter une salade jardinière pour seulement 1.95$
Disponible aux restaurants participants seulement.
Spéciaux en vigueur du 28 mars au 3 avril 2007.
3434848A
Montréal : 6705 Côte de Liesse (514) 739-6336 • Boucherville : 100 Mortagne (450) 449-3388 • St-Sauveur : 86 de la Gare (450) 227-2442 • www.lebiftheque.com

LENDEMAIN D'ÉLECTIONS

PLUS D'ALLIÉS, ESTIME

UN GOUVERNEMENT **MINORITAIRE** S'INSTALLE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE. LES GENS D'AFFAIRES Y VOIENT UNE **OCCASION** DE FAIRE AVANCER LEURS DOSSIERS. ET, POUR SATISFAIRE SES **ALLIÉS** DE CIRCONSTANCE, JEAN CHAREST DISPOSE D'UNE **MARGE DE MANOEUVRE** DONT IL NE S'EST PAS VANTÉ.

HÉLÈNE BARIL

Même s'ils ne raffolent pas des élections à répétition, les patrons sont plutôt contents et ils espèrent beaucoup du gouvernement minoritaire élu lundi. En plus de conserver leurs alliés traditionnels libéraux, ils en gagnent de nouveaux chez les adéquistes.

« On va avoir une écoute attentive des deux côtés. Ça peut faire avancer nos dossiers », reconnaît Diane Bellemare, économiste et vice-présidente du Conseil du patronat, qui a été elle-même candidate de l'ADQ en 2003.

L'ancien président du Conseil du patronat, Gilles Taillon, est aujourd'hui député de l'ADQ et numéro deux du parti, ce qui ne peut sûrement pas nuire à la cause patronale. Même les plus petites entreprises s'en réjouissent. « L'ADQ a une plate-forme très PME et très régions », dit Richard Fahey, porte-parole de la division québécoise de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI).

Les gouvernements minoritaires sont généralement une source d'inquiétude pour les PME, selon lui, mais ils peuvent aussi faire avancer les choses, comme le prouve le gouvernement Harper à Ottawa.

C'est aussi l'avis de la porte-parole du Conseil du patronat (CPQ). La plupart des observateurs s'attendent à ce que le gouvernement minoritaire de Jean Charest ne dure pas beaucoup plus qu'un an. Ce n'est pas assez long pour faire des réformes majeures, convient Diane Bellemare, mais c'est suffisant pour les enclencher.

Pour le CPQ, la poussée de l'ADQ est une victoire contre l'immobilisme et tout ce qui bloque les réformes au Québec. En même temps, la déconfiture du Parti québécois « est aussi la défaite des syndicats, qui l'appuyaient officiellement et qui s'opposent généralement aux changements », estime Diane Bellemare.

À l'Institut économique de Montréal, un *think-tank* de

Bellini derrière Dumont

DENIS ARCAND

L'entrepreneur biopharmaceutique Francesco Bellini, qui produit maintenant son propre vin en Italie, avait une bonne raison de déboucher une bouteille, lundi soir.

« Moi, je pense que le Québec, maintenant, est dans la bonne route », a dit M. Bellini en parlant du bond réalisé par Mario Dumont et son parti de centre droite, l'Action démocratique du Québec.

M. Bellini, cofondateur de BioChem Pharma, l'ancienne entreprise phare de la biotech québécoise, et plus récemment redresseur de Neurochem Pharma, est le partenaire de Power Corporation dans leur coentreprise biopharmaceutique, Picchio Pharma. Il est aussi connu pour ses critiques, durant les dernières années, de certains aspects du régime fiscal québécois.

« Finalement, je crois que les Québécois commencent à penser à créer une société plus moderne, tournée vers le futur, où on ne demande pas sans cesse ' j'ai besoin de ceci, j'ai besoin de cela ', qui croient en eux-mêmes et qui avancent. »

« Je pense que les Québécois ont bien fait (lundi), ils ont très bien voté. »

Quand on lui demande si la communauté des affaires va appuyer financièrement le parti de M. Dumont, il répond : « Je crois que c'est irréversible. »

M. Bellini a rappelé qu'il a maintenant 60 ans et qu'il a cédé des responsabilités à ses deux fils, Roberto et Carlo. Il croit que l'environnement d'affaires et fiscal dans lequel ses deux fils vont évoluer sera meilleur si l'ADQ parvient à faire sentir son influence : « D'après ce que j'ai vu, je pense que oui. »

Il dit qu'il n'est pas actif en politique, « mais durant la campagne, si quelqu'un me demandait ce que j'en pense, je le disais ».

PHOTO RÉMI LEMÉE, ARCHIVES LA PRESSE ©

Quand on demande à l'entrepreneur biopharmaceutique Francesco Bellini (notre photo) si la communauté des affaires va appuyer financièrement le parti de Mario Dumont, il répond : « Je crois que c'est irréversible. »

M. Bellini, qui a déménagé sa résidence principale à Calgary et ouvert des bureaux dans l'Ouest, dit qu'il n'a pas voté aux élections de lundi, n'étant plus résidant du Québec depuis octobre dernier. Mais il fait la navette entre Montréal et Calgary et il était au Québec le soir des élections.

S'il a déménagé sa résidence permanente en Alberta (une juridiction fiscale très compréhensive pour les gens fortunés), ce n'est pas pour éviter de payer des impôts.

« C'est vrai que j'ai souvent dit que dans cette province (le Québec), dans les dernières trois ou quatre années, la façon dont on traite les entrepreneurs, les hommes et les femmes de recherche, ce n'est plus ce que c'était. Le régime fiscal s'est détérioré beaucoup », a dit l'entrepreneur, qui a notamment critiqué le traitement fiscal des options et des intérêts payés sur un emprunt servant à acheter des actions de firmes biopharmaceutiques.

« Mais si j'avais voulu sauver dans mes taxes, je l'aurais fait il y a cinq ans », dit-il en évoquant la vente de Biochem Pharma à la pharmaceutique anglaise Shire. « C'est là que j'ai payé la majorité de mes taxes. Et là, j'ai payé peut-être des dizaines de millions de plus. Maintenant, je suis un salarié comme tout le monde. Alors ce n'est pas ça qui m'a amené en Alberta. »

« J'ai eu 60 ans, je voulais explorer l'Ouest. L'Alberta est très intéressante, dans une région jeune et forte qui regarde le futur, qui cherche à se fortifier. Et c'est très beau. »

M. Bellini et sa famille possèdent une partie de leurs actions dans une fiducie familiale albertaine.

La classe moyenne de Mario

CLASSE

suite de la page 1

De la même façon, les deux partis étaient fortement implantés chez les électeurs à revenus moyens.

Mario Dumont, en gonflant ses appuis dans la classe moyenne, a changé la donne. Un coup d'oeil sur la carte politique du Québec nous apprend plusieurs choses. L'ADQ réalise ses gains dans le coeur du Québec. À quelques exceptions près, tout ce qui est entre Montréal et Québec, incluant la couronne nord et la Rive-Sud, a viré adéquiste. Nous sommes ici en plein territoire de la classe moyenne québécoise.

Mis à part l'est de Montréal et une dizaine de rescapés éparpillés ici et là, les péquistes se sont littéralement faits tasser dans les régions périphériques : Abitibi, Gaspésie, Côte-Nord, Saguenay–Lac-Saint-Jean. Avec la perte de plusieurs riches circonscriptions de la banlieue montréalaise, le « territoire » péquiste est aujourd'hui sensiblement plus pauvre que la moyenne québécoise. Les libéraux, eux, restent solidement en place dans les circonscriptions les plus riches de Montréal, en plus de tout rafler à Laval et dans l'Outaouais, deux des régions les plus riches au Québec.

De là à conclure que le PQ est un parti de pauvres, le PLQ un parti de riches, et l'ADQ un parti de la classe moyenne, il n'y a qu'un pas.

Avec la perte de plusieurs riches circonscriptions de la banlieue montréalaise, le « territoire » péquiste est aujourd'hui sensiblement plus pauvre que la moyenne québécoise.

Le profil socio-économique des 125 circonscriptions, tel que dressé par le directeur général des élections sur la base du recensement de 2001, fournit des chiffres éloquents. Selon ces données, le revenu annuel moyen du citoyen québécois âgé de 15 ans et plus se situe à 27 125 $.

Or, dans les 41 circonscriptions adéquistes, le revenu moyen ressort à 26 449 $, un écart insignifiant. Dans les circonscriptions ayant élu un député libéral, le revenu moyen grimpe à 28 666 $; dans les circonscriptions péquistes, il dégringole à 25 202 $.

Certes, ces différences ne sont pas énormes, mais quand même suffisantes pour être mentionnées : en moyenne, le revenu du résident d'un comté péquiste correspond à 88 % du revenu observé dans une circonscription libérale, ce qui n'est pas rien.

Il existe cependant de nombreuses exceptions. Les libéraux ont aussi remporté un certain nombre de circonscriptions qui figurent parmi les plus pauvres au Québec, comme Laurier-Dorion, Bourassa-Sauvé, Bonaventure, Kamouraska-Témiscouata. L'ADQ, le parti de la classe moyenne, gagne trois des 10 circonscriptions les plus riches au Québec : Marguerite-D'Youville, Chambly et Blainville (les sept autres vont tous aux libéraux). La « récolte » d'André Bosclair est moins impressionnante : le plus riche des circonscriptions péquistes est Borduas, qui arrive au 25e rang au Québec pour l'importance du revenu moyen (parmi les 24 circonscriptions les plus riches, 18 vont aux libéraux et six à l'ADQ).

Dans ces conditions, il serait téméraire de conclure que le PQ est un parti de pauvres et le PLQ un parti de riches. Les écarts ne sont pas assez grands pour cela. En revanche, il existe maintenant, entre péquistes et libéraux, un écart de revenus jamais observé auparavant, et cela est essentiellement attribuable aux succès adéquistes auprès des ménages à revenus moyens.

Enfin, au delà de ces considérations chiffrées, j'aimerais vous raconter une anecdote qui en dit long. Hier, *La Presse* a publié quelques notes biographiques sur une trentaine de nouveaux députés de l'ADQ. Responsable d'un comptoir pharmaceutique. Fonctionnaire au ministère du Revenu. Conseiller en financement hypothécaire. Directeur des ventes. Informaticien. Retraité. Étudiant. Agriculteur. Directeur d'une maison de jeunes. Plusieurs propriétaires de PME. Et ça continue comme ça, député après député. Laissons le mot de la fin à ma conjointe qui, en lisant cela hier matin, s'est exclamée : « Enfin, du vrai monde ! »

Revenu moyen

48 CIRCONSCRIPTIONS LIBÉRALES	**28 666 $**
41 CIRCONSCRIPTIONS ADÉQUISTES	**26 449 $**
36 CIRCONSCRIPTIONS PÉQUISTES	**25 202 $**
MOYENNE QUÉBÉCOISE	**27 125 $**

LE MILIEU DES AFFAIRES

droite dont l'ancien président Michel Kelly-Gagnon est passé au Conseil du patronat, on estime également que l'ADQ, comme opposition officielle, amènera le gouvernement à s'intéresser à des réformes qu'il n'aurait pas osé faire autrement. Le secteur de la santé, que l'ADQ souhaite ouvrir grand au privé, les restrictions à l'aide sociale et l'élimination des commissions scolaires sont des exemples de réformes qui pourraient être amorcées par le gouvernement minoritaire, explique Paul-Daniel Muller, président de l'Institut économique de Montréal.

« On peut s'attendre à des progrès plus rapides, dit-il. La population a prouvé lundi qu'elle est prête pour ce genre de changements, plus prête que beaucoup de politiciens. »

La présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, n'est pas d'accord. Elle estime que les Québécois ont voté contre les libéraux plutôt que pour les idées défendues par Mario Dumont. « L'ADQ a caché son jeu pendant cette campagne, a-t-elle commenté. Mario Dumont n'a pas tenu le même discours offensif sur la santé qu'en 2003. Il a parlé davantage des familles et ça l'a servi. »

Henri Massé, président de la FTQ, est d'accord. « Mario Dumont a mené une campagne très très populiste, estime-t-il. Il n'a pas défendu un programme de droite ».

Rien ne bouge

Les marchés financiers n'ont pas bronché à la suite de l'élection de lundi, constate de son côté Clément Gignac, économiste et stratège de la Financière Banque Nationale. Hier, le dollar a fini la journée à 86,43 cents, en hausse de 35 centièmes.

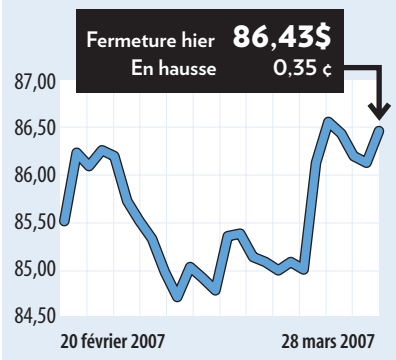
Selon lui, même si le gouvernement est minoritaire, il ne faut pas craindre pour la cote de crédit du Québec. M. Gignac s'attend à un nouveau budget en mai ou en juin. « Il y aura de fortes pressions de l'ADQ et du PQ pour un nouveau budget. On verra s'ils auront une forte influence sur son contenu. »

Ce budget est attendu de pied ferme par les organisations patronales, qui espèrent obtenir une réduction du fardeau fiscal des entreprises. Pour le CPQ, le gouvernement Charest devrait saisir l'occasion offerte dans le dernier budget fédéral et éliminer la taxe sur le capital. Ottawa a offert aux provinces de les aider à éliminer cette taxe considérée comme un irritant majeur par les entreprises.

L'élimination de la taxe sur le capital, c'est un premier pas à faire pour relancer l'investissement privé qui est en chute libre au Québec, estime l'économiste du CPQ.

Avec la collaboration de Laurier Cloutier

Le dollar canadien depuis le déclenchement des élections



Source : Bloomberg

PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS ©

Hier soir à Ottawa, le Bloc québécois a voté en faveur du budget conservateur présenté le 19 février par le ministre des Finances, Jim Flaherty (notre photo). Il prévoit une bonification de 698 millions de la péréquation pour le Québec qui s'ajoutent aux 6,46 milliards que Michel Audet, ministre des Finances du Québec, avait eu l'assurance de recevoir.

Charest dispose d'un demi-milliard de plus

RUDY LE COURS

Grâce au Bloc québécois, le gouvernement minoritaire de Jean Charest disposera de quelque 520 millions de dollars de plus pour boucler l'exercice financier qui commence la semaine prochaine.

Cet argent pourra lui permettre de négocier l'appui d'une partie de l'opposition majoritaire pour remplir sa promesse de redonner aux Québécois de la classe moyenne les fruits de la réforme fédérale de la péréquation.

Hier soir à Ottawa, le Bloc québécois a voté en faveur du budget conservateur présenté le 19 février par le ministre des Finances, Jim Flaherty. Il prévoit une bonification de 698 millions de la péréquation pour le Québec qui s'ajoutent aux 6,46 milliards que Michel Audet, ministre des Finances du Québec, avait eu l'assurance de recevoir.

Pressé en pleine campagne électorale d'indiquer ce qu'il entendait faire de cette manne, M. Charest a déclaré vouloir l'utiliser pour bonifier les baisses d'impôt aux familles de la classe moyenne annoncées par le ministre Audet.

L'allègement fiscal promis par M. Audet pouvait atteindre 254,40 $ pour un revenu imposable de 64 000 $ et plus. M. Charest a promis de le porter à 914,40 $ pour les contribuables dont le revenu imposable excède 75 000 $. Hier, M. Charest a réitéré cet engagement.

Or, ces baisses d'impôt entreraient en vigueur à partir du 1er janvier 2008 alors que la bonification de la péréquation commence dès lundi prochain, 2 avril.

Le gouvernement Charest toucherait donc les trois-quarts des 698 millions supplémentaires d'Ottawa, soit 523,5 millions, avant de commencer à réduire les impôts.

L'Action démocratique du Québec (ADQ) ou le Parti québécois devra donner son accord pour que le budget libéral soit adopté. Ils pourront le monnayer pour obliger le gouvernement à remplir une partie de leurs engagements. M. Charest pourra choisir qui contenter. Ainsi va la dynamique de la gestion minoritaire.

Tant l'ADQ que le PQ avaient dénoncé la promesse libérale durant la campagne. Le Canada anglais s'était en outre montré outré que les impôts payés par les contribuables canadiens à Ottawa servent à baisser ceux du gouvernement du Québec.

L'ADQ avait plutôt proposé d'utiliser l'argent additionnel pour remplir ses engagements et renflouer le Trésor public. Le PQ voulait régler l'impasse financière qui s'annonce pour l'exercice 2008-2009 et appliquer les recommandations du vérificateur général Renaud Lachance pour respecter et la lettre et surtout l'esprit de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

La veille du déclenchement des élections, le ministre Michel Audet avait présenté un budget équilibré doté d'une mise en garde. Québec fait face à un trou de 1 milliard l'an prochain, compte tenu de la croissance plus rapide des dépenses budgétaires que des revenus.

Utiliser la bonification de la péréquation à cette fin réglerait en bonne partie cette impasse puisque les millions supplémentaires sont récurrents. Ottawa versera même quelque 500 millions de plus encore au Québec en péréquation en 2008-2009, en vertu de la nouvelle formule de partage retenue par le gouvernement conservateur.

L'an prochain, Québec pourra compter en outre sur 200 millions supplémentaires, récurrents et indexés, en vertu de la bonification des transferts fédéraux pour l'enseignement postsecondaire.

Y a-t-il assez d'argent avec tout cela pour baisser les impôts de la classe moyenne?

« C'est pas le bon moment pour le faire, juge Luc Godbout, professeur à la chaire de fiscalité et de finances publiques de l'Université de Sherbrooke. Qu'est-ce que ça nous donne si dans deux ou trois ans, on doit augmenter les impôts parce qu'on ne peut atteindre l'équilibre budgétaire? »

« Il faut comprendre que quand on change la table d'imposition, on change aussi les comportements, nuance Robert Gagné, directeur de l'Institut d'économie appliquée, rattaché à HEC Montréal. Il faut aller du côté de l'impôt des particuliers. Du côté des sociétés, le Québec est assez compétitif. »

Ce qui pèse dans la décision d'investir au Québec ou ailleurs, ce n'est pas tant ce que l'entreprise paye que ce que ses cadres devront payer en impôt. « Si on concentre les baisses d'impôts sur ceux qui sont les moins fortunés, on rajoute encore à la progressivité », explique-t-il, tout en souscrivant sans ambages à l'engagement de M. Charest.

Si Québec entend abaisser les impôts, alors la façon proposée par les libéraux paraît préférable à l'introduction d'un autre programme social, reconnaît M. Godbout.

« Si on veut toucher tout le monde, il faut plutôt hausser le seuil à partir duquel on paye de l'impôt », précise Stéphane Leblanc, associé fiscaliste chez Ernst & Young. Pour 2006, ce seuil avait été fixé à 9555 $.

ADQ et PQ ont là matière à négocier.

Les promesses de baisses d'impôts des libéraux

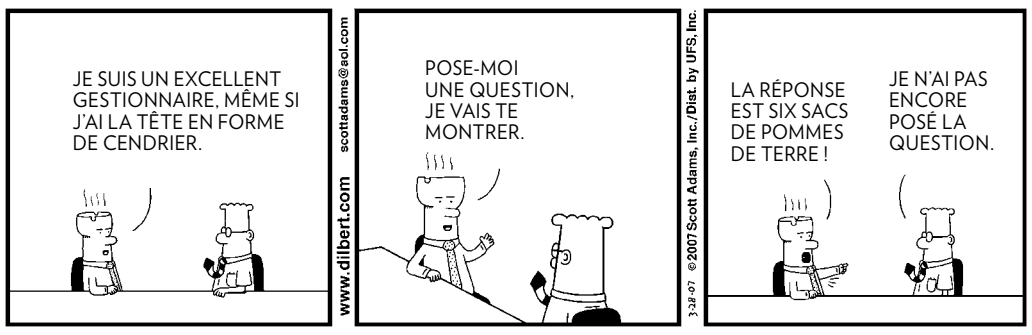
BUDGET DU 21 FÉVRIER		PROMESSE DU 20 MARS		
Tranche de revenu imposable	Économie d'impôt	Tranche de revenu imposable	Économie supplémentaire	TOTAL DES DEUX MESURES
0 $ à 32 000 $	**85 $**	0 à 37 500 $	**220 $**	**305,00 $**
32 000 $ à 64 000 $	**169,40 $**	37 500 $ à 75 000 $	**440 $**	**609,40 $**
Total pour les 64 000 $ et +	**254,40 $**	Total pour les 75 000 $ et +	**660 $**	**914,40 $**

Note L'économie potentielle avec la promesse du 20 mars 2007 s'ajoute à celle prévue dans le budget 2007-2008 déposé le 20 février dernier.

Source : Ernst & Young

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

« Je crois que l'Homme ne fera pas que durer; il régnera. »

— *William Faulkner, auteur*

POUR NOUS JOINDRE *La Presse Affaires*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

9			5		2		7	
						3		
		4	1			6		
	7		8			9	6	
3			2			8		
6					7	2	1	
	5		7		6		3	
	8					5		
		9		2				4

Niveau de difficulté : MOYEN 0602

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

1	3	7	4	5	6	8	2	9
9	5	8	7	1	2	4	6	3
6	2	4	8	9	3	1	5	7
5	9	2	3	7	4	6	1	8
3	7	6	1	2	8	5	9	4
8	4	1	9	6	5	7	3	2
4	6	5	2	3	7	9	8	1
2	8	9	5	4	1	3	7	6
7	1	3	6	8	9	2	4	5

Par Fabien Savary 0601

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site **www.les-mordus.com** ou écrivez-nous à **info@les-mordus.com**

PRÉCISION

Dans un texte publié hier concernant l'Autorité des marchés financiers du Québec et l'affaire Norbourg, nous avons erronément attribué à un juge des allégations qui sont en réalité la position d'une partie adversaire de l'AMF. Contrairement à ce que nous écrivions, le juge Robert Mongeon, de la Cour supérieure, n'a pas écrit que l'AMF se trouve en conflit d'intérêts dans sa poursuite en dommages et intérêts contre Vincent Lacroix et diverses personnes et firmes impliquées dans l'affaire Norbourg.

Il s'agit là de la position de certains défendeurs et d'investisseurs qui mènent un recours collectif contre l'AMF pour négligence.

Le juge Mongeon a suspendu la poursuite de l'AMF, mais pour éviter qu'elle n'entre en conflit avec le recours collectif.

Le juge Mongeon a plutôt écrit ceci : « Sans même vouloir suggérer qu'il puisse exister une situation de conflit d'intérêt pour l'AMF (ici, les allégations du recours collectif (...) ne sont pas tenues pour avérées), le tribunal ne peut ignorer le fait qu'il existe une possibilité qu'un tel conflit d'intérêt soit constaté (...) ».

Nos excuses.

Un départ canon

BOURSE
suite de la page 1

Selon les cours observés à la fermeture, la valeur de la Bourse de Montréal sur les marchés se situe à un peu plus de 1,4 milliard de dollars canadiens.

Les deux tiers des 220 employés et dirigeants de la Bourse de Montréal possèdent des actions MXX. En tout, ils détiennent un bloc de 15 %, qui vaut à lui seul 214 millions de dollars. Voilà qui explique sans doute les nombreux sourires observés hier à la Tour de la Bourse.

La récompense est bien méritée pour les employés qui ont commencé à accumuler des actions en 2000, dans le cadre d'un programme d'achat mis sur pied par l'entreprise, a dit Luc Bertrand.

« Vous pouvez vous imaginer, quand on a commencé ça en 2000, les employés qui ont acheté à ce moment-là, c'était un grand acte de foi, a-t-il dit à *La Presse Affaires*. On pouvait compter sur les doigts de la main ceux qui pensaient que la Bourse de Montréal allait survivre. »

La Bourse a bel et bien survécu, et elle affiche depuis 2002 une croissance ininterrompue et un bilan enviable.

« Je crois que c'est une Bourse fabuleuse. C'est le seul marché de produits dérivés au Canada, et il ne peut que grossir, car ce secteur est encore à l'état de l'enfance au Canada », a fait valoir Jennifer Radman, gestionnaire de portefeuilles chez Caldwell Investment Management Ltd. à Toronto, qui détient des actions MXX.

PHOTO RÉMI LEMÉE, LAPRESSE ©

Luc Bertrand ne s'inquiète pas trop de l'intention de Toronto de créer sa propre chambre de compensation.

Malgré l'enthousiasme, certains analystes estiment que le prix de départ de l'action – 45 $ – est très élevé.

« C'est certainement dans le haut de la fourchette; disons qu'ils obtiennent une évaluation très généreuse et que c'est très bon pour Montréal », a souligné Paul Hand, de RBC Marché des capitaux.

La Bourse de Montréal est la seule place à se spécialiser dans les produits dérivés au Canada. Mais le Groupe TSX a la ferme intention de se lancer dans ce créneau dès 2009, au terme d'une entente de non-concurrence.

Luc Bertrand ne semble pas trop troublé par cette compétition prochaine. « Nulle part ailleurs au monde, une nouvelle Bourse de contrats à terme n'a réussi à enlever le marché à la Bourse existante », a-t-il affirmé, citant des exemples de tentatives ratées.

Aussi, le dirigeant ne s'inquiète pas trop de l'intention de Toronto de créer sa propre chambre de compensation.

Pétrole

La Bourse de Montréal et NYMEX ont annoncé la semaine dernière la création de « CAREX », qui deviendra en quelque sorte la Bourse canadienne des produits énergétiques. Le siège social de l'entreprise sera dans la métropole, mais sa principale d'affaires aura pignon sur rue à Calgary, non loin des champs de pétrole du nord albertain.

Le lancement de CAREX sera graduel. Luc Bertrand espère qu'elle sera complètement opérationnelle au début de 2008.

« Le fondement de notre plan d'affaires, c'est que le Canada va devenir le troisième producteur au monde d'hydrocarbures d'ici une dizaine d'années, a-t-il expliqué. Conséquemment, autant nos collègues du NYMEX qu'ici à la Bourse de Montréal, on réalise qu'il va y avoir un énorme besoin pour une Bourse de produits énergétiques. »

En cours d'exercice, les 31 millions d'actions de MXX ont gagné jusqu'à 10 %, pour atteindre 49,50 $. Le titre a connu un très fort volume d'activité, avec 3,93 millions d'actions échangées.

Exit la fabrication au Canada

GILDAN
suite de la page 1

Au Canada, un opérateur de tricot gagne l'équivalent de 760 $US par semaine, comparativement à 150 $US dans une usine de Gildan au Honduras. Les employés affectés à la couture, traditionnellement moins payés, touchent 70 $ par semaine dans les usines du Nicaragua et de Haïti. En Chine, où Gildan n'a pas d'usine, les employés de couture sont payés entre 20 et 40 $ par semaine.

Gildan profitera de la restructuration pour déménager son siège social, actuellement au 725, Montée de Liesse. Pas question, toutefois, de quitter Montréal. « Nous n'avons assurément pas de plan pour déménager le siège social hors du Québec. Nous y prévoyons plutôt une éventuelle augmentation du nombre d'employés pour soutenir la croissance de nos activités », a dit M. Sellyn.

L'entreprise cherche des locaux près du centre-ville de Montréal, où elle déplacera ses 150 employés administratifs.

Pas de surprise

La restructuration de Gildan n'a pas surpris l'analyste Martin Goulet, de la Financière Banque Nationale. « La production avait déjà ralenti. La nouvelle était télégraphiée, entre autres depuis la fermeture des installations de Valleyfield (septembre 2006, 155 emplois) », a dit M. Goulet.

En 2007, cette restructuration coûtera 21,5 millions US (35 cents par action) à Gildan en indemnités de départ et autres dépenses, incluant les coûts du déménagement du siège social.

Elle permettra toutefois des économies annuelles de 45 millions US à partir de l'exercice 2008, qui débute en octobre prochain. Cette économie équivaut à environ 70 cents US par action. Martin Goulet s'attend à ce que la moitié de ce gain soit refilé aux actionnaires et l'autre moitié, aux consommateurs. Cette économie est considérable par rapport au bénéfice prévu par l'entreprise pour l'exercice 2007 (2,61 $US).

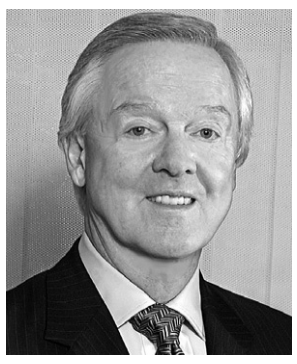
« Nous n'avons assurément pas de plan pour déménager le siège social hors du Québec. Nous y prévoyons plutôt une éventuelle augmentation du nombre d'employés pour soutenir la croissance de nos activités »

Cours cible en hausse

La nouvelle a incité Martin Goulet à rehausser son prix cible pour l'action à 68 $. L'analyste Jessy Hayem, de Valeurs mobilières Desjardins, est plus généreuse, à 82 $.

Quoi qu'il en soit, Gildan continue de collaborer avec les organismes non gouvernementaux pour les conditions de travail dans ses usines, a assuré Laurence Sellyn. Gildan voit notamment ses usines vérifiées par le Fair Labor Association et l'organisme non gouvernemental Maquila Solidarity Network.

Les Laboratoires Stiefel inc.



Richard J. MacKay

Les Laboratoires Stiefel inc., (É.-U.), plus importante compagnie pharmaceutique indépendante spécialisée en dermatologie au monde, sont heureux d'annoncer la nomination de Richard J. MacKay au poste de vice-président de son conseil d'administration. M. MacKay demeurera président de Stiefel Canada inc. où il continuera de jouer un rôle de conseiller stratégique et maintiendra d'étroites relations avec les dermatologues et les partenaires de l'industrie pharmaceutique canadienne.

Fort de ses 50 années d'expérience dans le domaine de l'industrie pharmaceutique au Canada, M. MacKay mettra à profit son immense expérience et son expertise pour faire progresser la compagnie.

M. MacKay est associé aux Laboratoires Stiefel et à leurs produits depuis plus de 40 ans. Sa capacité d'innovation et son talent d'administrateur ont contribué à faire des Laboratoires Stiefel la principale compagnie de dermatologie au Canada.

Au cours de sa carrière, M. MacKay a siégé au conseil de plusieurs organisations, notamment le conseil d'administration de la Fondation canadienne de dermatologie au sein de laquelle il est actif depuis plus de 20 ans. En 2003, l'Association canadienne de dermatologie reconnaissait l'apport de M. MacKay à l'amélioration des standards des soins de santé pour tous les Canadiens en lui décernant la plus haute distinction honorifique.

Fondés en 1847, les Laboratoires Stiefel inc. forment aujourd'hui un réseau mondial, détenu en propriété exclusive, de plus de 30 filiales dans plus de 100 pays. Le siège social canadien est situé à Montréal. La compagnie fabrique et commercialise une variété de produits de dermatologie, vendus avec et sans ordonnance. Parmi les plus connus au Canada, mentionnons le Gel PrCLINDOXYL®, le Shampooing PrStieprox®, la Crème PrNerisone®, la Crème IMPRÜV® et Uremol®.

STIEFEL®
Recherche en dermatologie℠
www.stiefel.ca

3472397A

« MERCI DE NOUS DONNER DES AILES »

Dans le cadre de sa campagne majeure de sollicitation quinquennale qui a pour objectif d'amasser 15 millions $, le Conseil d'administration de la Fondation des hôpitaux Enfant-Jésus – Saint-Sacrement tient à remercier ses généreux donateurs. Parmi ceux-ci, mentionnons Hydro-Québec qui a fait un don de 525 000 $. *Sur la photo, dans l'ordre habituel :* ***Émile Langlois****, directeur succursale de Québec, Tecknika HBA et vice-président de la Fondation,* ***Michael L. Turcotte****, président du conseil d'administration d'Hydro-Québec, et* ***Yvon Charest****, président et chef de la direction de L'Industrielle Alliance et président de la campagne de financement.*

FONDATION des hôpitaux Enfant-Jésus – Saint-Sacrement (418) **649-5959**

3467632A

BOMBARDIER SUR LPA

Ne manquez pas aujourd'hui à compter de 10 h, notre couverture des résultats annuels de Bombardier.
Sur **lapresseaffaires.com**:

AFFAIRES 700

715 FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

AI 1ère, 2e, aucun boni, contrats rapides. Notaire Laberge jour, soir, (514) 729-4332.

PRÊTEZ votre argent particulier à particulier **par PRETBEC crtr imm Agréé et Finances www.pretbec.com Intérêt 450-688-7212**

PRÊTS 1ère, 2e hyp., bal. de vente, rés., comm., équipements, cas spéciaux. Me Rémillard 514-767-5331

AVIS 800

801 AVIS LÉGAUX

AVIS DE TERMINAISON DU RÉGIME DE RETRAITE DES CADRES ET DU PERSONNEL NON-SYNDIQUÉ DE LA DIVISION ÉLECTRONIQUE DE FCI CANADA INC.

La présente est pour vous aviser de la terminaison totale du Régime de retraite des cadres et du personnel non-syndiqué de la division électronique de FCI Canada Inc., agréé au Québec sous le numéro 31645, le 31 décembre 2006. Les participants au régime qui n'ont pas reçu un relevé de terminaison et qui croient être admissibles au paiement de prestations dans le cadre du régime ou de la loi ont dix (10) jours pour communiquer avec la compagnie ou la Régie des rentes du Québec aux adresses suivantes :

FCI Canada Inc.
a/s Jayne P. Lee
FCI USA Inc.
825 Old Trail Road
Etters, PA 17319
1-800-222-2194 extension 7162

Régie des rentes du Québec
Direction des régimes de retraite
Case postale 5200
Québec (Québec) G1K 7S9
(418) 643-5185

801 AVIS LÉGAUX

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE LABELLE
No 560-06-000003-053

COUR SUPÉRIEURE

ANDRÉ BERGERON
Requérante
c.:
TÉLÉBEC
Intimée

AVIS AUX MEMBRES

1. PRENEZ AVIS que l'exercice d'un recours collectif a été autorisé le 6 mars 2007 par jugement de l'honorable juge Benoît Emery de la Cour supérieure, pour le compte des personnes faisant partie du groupe décrit ci-après:

   Toutes les personnes résidant au Québec abonnées à un service Internet offert par Télébec et qui, depuis le 25 avril 2002, se sont vu facturer par celle-ci des frais pour des communications interurbaines effectuées à leur insu ou sans leur consentement résultant du détournement de modem intégré ou relié à leur ordinateur.

2. Le recours collectif autorisé par ce jugement devra être exercé dans le district de Montréal;

3. L'adresse du requérant est comme ci-dessous:
   130, chemin Lauzon
   Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles (Québec) J0W 1J0

   L'adresse de l'intimée est comme ci-dessous:

   555, avenue Centrale
   Val d'Or (Québec) J9P 1P6

4. Le statut de représentant pour l'exercice du recours collectif a été attribué à Monsieur André Bergeron, travailleur social, domicilié et résidant au 130, chemin Lauzon, Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles (Québec) J0W 1J0, district de Labelle;

5. Les principales questions de faits et de droit qui seront traitées collectivement sont les suivantes:
   a) L'intimée a-t-elle fourni un service sécuritaire à ses abonnés afin de naviguer sur Internet ?
   b) L'intimée a-t-elle été négligente quant à son devoir de prévenir ses abonnés que des appels interurbains pouvaient être effectués à leur insu ou sans leur consentement par détournement de leur modem alors qu'elle connaissait vraisemblablement le problème depuis plusieurs années?
   c) L'intimée a-t-elle été négligente afin de contrer ces communications portées sur le compte de ses abonnés et dont elle avait vraisemblablement connaissance depuis plusieurs années ?
   d) Si l'intimée a failli à son obligation de fournir un service sécuritaire à ses abonnés, a-t-elle alors l'obligation de s'assurer que ses abonnés ne soient pas facturés pour ces appels interurbains?
   e) Le requérant et les membres du groupe sont-ils justifiés de réclamer de l'intimée le remboursement de ces frais interurbains ?
   f) Le requérant et les membres du groupe sont-ils justifiés de réclamer de l'intimée des dommages-intérêts pour troubles, ennuis, inconvénients et démarches effectuées ainsi que l'intérêt au taux légal à compter de la date de l'assignation majoré de l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 C.c.Q. ?

6. Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes:

   ACCUEILLIR l'action du requérant, André Bergeron;

   ACCUEILLIR le recours collectif pour tous les membres du groupe;

   CONDAMNER Télébec à rembourser à chacun des membres du groupe, y compris le requérant, tous les frais de communications interurbaines facturés à leur insu ou sans leur consentement depuis le 25 avril 2002 et qui résultent du détournement du modem intégré ou relié à leur ordinateur;

   CONDAMNER Télébec à payer à chacun des membres du groupe, y compris le requérant, des dommages-intérêts pour troubles, ennuis, inconvénients et diverses démarches effectuées, jusqu'à concurrence d'un montant équivalent à 10 % des frais de ces communications interurbaines;

   ORDONNER le recouvrement collectif des dommages des membres;

   LE TOUT, avec dépens y compris les frais d'avis d'experts;

7. Le recours collectif à être exercé par le représentant pour le compte des membres du groupe consistera en:

   Action en dommages-intérêts résultant de la facturation par Télébec de frais interurbains découlant d'un détournement de modem.

8. Tout membre faisant partie du groupe, qui ne s'en sera pas exclu de la façon indiquée ci-après, sera lié par tout jugement à intervenir sur le recours collectif.

9. La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure, sauf permission spéciale, a été fixée au trentième jour après la publication du présent avis.

10. Un membre, qui n'a pas déjà formé de demande personnelle, peut s'exclure du groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure, du district de Montréal, par courrier recommandé avant l'expiration du délai d'exclusion;

11. Tout membre du groupe qui a formé une demande dont disposerait le jugement final sur le recours collectif est réputé s'exclure du groupe, s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion;

12. Un membre du groupe autre qu'un représentant ou un intervenant ne peut être appelé à payer les dépens du recours collectif;

13. Un membre peut faire recevoir par le tribunal son intervention, si celle-ci est considérée utile au groupe;

14. En vue de protéger leurs intérêts et leurs droits, les membres du groupe sont invités à conserver en lieu sûr leurs factures de même que tout autre document se rapportant à la facturation faite par Télébec et sont invités, sans y être tenus, à transmettre leurs nom et adresse au procureur du représentant ainsi qu'une photocopie des documents pertinents. Les membres du groupe doivent conserver les originaux de ces documents.

15. Les membres du groupe sont en outre priés de communiquer avec le procureur du représentant à l'adresse suivante:

Me Dany Chamard, avocat
508, rue de la Madone
Mont-Laurier (Québec) J9L 1S5

Téléphone: (819) 623-5777
Télécopieur: (819) 623-5278

Procureur du requérant

AVIS 800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie **«9001-6890 QUÉBEC INC.»** demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre.
À Montréal, le 22 mars, 2007
John Colivas, Secrétaire

PRENEZ AVIS que **Josseline Octave** en sa qualité de mère, dont l'adresse du domicile est le 5175 Hubert Guertin, St-Hubert, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer les noms de **Emmanuella Octave** en celui de **Emmanuella Octave-Salomon** et celui de **Samantha Kara Octave** en celui **Samantha Kara Octave-Salomon.**
À Montréal le 28 mars 2007

AMNISTIE INTERNATIONALE
514-766-9766
1-800-565-9766

801 AVIS LÉGAUX

Teachers derrière la Caisse

MARTIN VALLIÈRES

TORONTO — Teachers, l'importante caisse de retraite des enseignants de l'Ontario, perd du galon dans la course au rendement.

Après plusieurs années avec les meilleurs résultats, entre autres devant la Caisse de dépôt et placement du Québec, Teachers vient de réaliser son pire rendement en quatre ans.

La caisse de retraite, dont l'actif est rendu à 105 milliards, s'est appréciée de 13,2 % en 2006, par rapport à 17 % l'année précédente.

Et pour la première fois depuis plusieurs années, Teachers cède ainsi le pas à la Caisse de dépôt et placement, dont l'actif est rendu à 143,5 milliards.

La Caisse a déclaré un rendement de 14,6 % pour l'année 2006, un chiffre pratiquement inchangé par rapport à 2005.

Cela dit, les deux institutions s'affichent encore avantageusement par rapport à la moyenne des grandes caisses de retraite au Canada.

Leur rendement moyen a atteint 12,9 % en 2006, selon un indice de référence calculé par RBC Dexia, une filiale de gestion de caisses de retraite et de fonds d'investissement de la Banque Royale, à Toronto.

N'empêche, selon des experts consultés par *La Presse Affaires*, la baisse de rendement chez Teachers témoigne davantage d'un changement de priorités de gestion, plutôt que d'une véritable contre-performance.

« La qualité de gestion de caisses de retraite comme Teachers ou la Caisse de dépôt ne se mesure plus surtout selon leur rendement d'une année à l'autre. Plutôt, il faut vérifier leurs priorités de placement en fonction de leurs besoins financiers futurs, pour payer les prestations des retraités », a indiqué Michel Méthot, actuaire-chef des caisses de retraite d'Alcan et directeur au Québec de l'Association canadienne des administrateurs de caisses de retraite.

« Une caisse comme Teachers qui fait face à des débours de prestations qui excèdent de plus en plus ses entrées de fonds a tout intérêt à minimiser la fluctuation de ses rendements, ce qui peut les réduire à court terme », a expliqué M. Méthot.

En d'autres termes, investir moins en placements plus volatils, comme les valeurs mobilières en Bourse, et investir davantage dans des actifs plus stables à long terme : marché obligataire, immobilier commercial, grandes infrastructures.

Chez Teachers, c'est justement le changement de priorités d'investissement implanté ces dernières années afin de contrer la croissance de son déficit actuariel.

Ce déficit est une évaluation du manque à gagner à long terme qui est prévu entre les prestations de retraite à payer et l'appréciation prévisible des actifs et des revenus d'une caisse de retraite.

Autrement dit, malgré ses rendements avantageux des dernières années, Teachers ne prévoit pas avoir les fonds suffisants à long terme pour payer les prestations de retraite de milliers d'enseignants, à leur niveau actuel.

Le déficit actuariel de Teachers est rendu à 17,4 milliards, contre une situation de surplus de 100 millions il y a deux ans à peine.

En 2006, Teachers a déboursé 3,8 milliards en prestations parmi 104 000 enseignants retraités, alors qu'il a perçu 1,6 milliard des 167 000 enseignants actifs.

Pour le président de Teachers, Claude Lamoureux, ce déficit actuariel crossant s'annonce comme l'un des principaux défis laissés à son successeur.

Le financier de 64 ans, d'origine québécoise, prendra sa retraite à la fin de 2007. Ses 16 ans à la présidence de Teachers lui ont valu une forte réputation dans le milieu financier canadien.

Mais lundi, lors de l'annonce des résultats 2006 de Teachers, Claude Lamoureux a tenu à les mettre en perspective.

« Avec la croissance des prestations de retraite à payer, qui dépassent de plus en plus les perceptions des enseignants encore au travail, ça serait imprudent de ne pas réduire notre risque de fluctuations des marchés. En fait, nous travaillons à réduire ce risque depuis 10 ans », a-t-il indiqué.

Un chiffre probant : la part de tout l'actif de Teachers constitué de valeurs mobilières négociées en Bourse a baissé de 60 % à 45 % depuis cinq ans. (En 2006, la Caisse détenait 37 % en actions dans son portefeuille).

Néanmoins, ce portefeuille d'actions chez Teachers a réalisé un rendement avantageux de 20,3 % en 2006.

C'était deux points de pourcentage de plus qu'en 2005, et au pair avec l'indice de référence. Le rendement du portefeuille d'actions de la Caisse était de 20,9 %.

En contrepartie, avec ses placements de titres à revenus et d'actifs à long terme, plus sensibles à l'inflation, Teachers a dû se contenter de rendements d'environ 6,5 % en 2006.

C'était moins de la moitié que l'année précédente, mais encore un peu mieux que la Caisse de dépôt.

LES TROIS GÉANTS

	CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT	OFFICE D'INVEST. DU RPC (Toronto/Ottawa)	TEACHERS (Toronto)
Actif net au 31 déc 2006	**143,5 milliards $**	**110,8 milliards$**	**105,7 milliards $**
Rendement déclaré 2006	14,6%	15,5% (1)	13,20%
Rendement déclaré 2005	14,7%	8,5% (1)	17,20%
Rendement annualisé	13,8% (sur 3 ans)	8,6% (sur 5 ans)	15,7% (sur 4 ans)

1) Exercice se terminant le 31 mars.

Sources: C.D.P.Q., Office d'invest. du Régime de pension du Canada, Teachers

Grâce à son nouveau Boeing 777

Air Canada pourra économiser encore plus

BLOOMBERG

Air Canada pourrait réaliser de plus grandes économies que prévu en ce qui concerne sa consommation de carburant parce qu'il a opté pour des bimoteurs Boeing 777 plutôt que pour des quadrimoteurs d'Airbus, a fait savoir hier le PDG d'Air Canada, Montie Brewer.

« Il y a deux ans, lorsque nous avons commandé ces appareils, nous avions dit que nous économiserions 300 millions de dollars par année en carburant et le carburant se vendait alors 45 $US le baril, a indiqué M. Brewer, qui s'adressait à des journalistes. Alors, à mesure que grimpe le prix du pétrole, cet appareil devient un meilleur achat. »

Ainsi, 19 appareils Boeing 777 vont remplacer les A340 d'Airbus qui ont commencé à être intégré au parc d'Air Canada en 1995. Les A340 d'Air Canada accueillent 286 passagers alors que les Boeing peuvent en transporter jusqu'à 349.

Les nouveaux aéronefs permettront au transporteur canadien d'ajouter des routes vers l'Europe, l'Asie et le Pacifique Sud au moment où il cherche à obtenir davantage de parts de ce marché lucratif. Les premières routes couvertes par les 777 comprendront notamment Toronto-Hong-Kong et Vancouver-Sydney alors qu'on prévoit un service vers New Delhi en 2009 ou 2010, selon M. Brewer.

Air Canada, qui appartient à 75 % à ACE Aviation Holdings, dépense davantage en carburant avion qu'en tout autre poste budgétaire, y compris la main-d'œuvre, selon des dépositions aux autorités réglementaires. L'an dernier, le carburant avion a coûté 2,54 milliards à Air Canada, une hausse de 16 % sur 2005.

PHOTO PAUL CHIASSON, PC

Le PDG d'Air Canada, Montie Brewer, a indiqué hier qu'en optant pour des bimoteurs Boeing 777, Air Canada pourrait réaliser de plus grandes économies que prévu en ce qui concerne sa consommation de carburant.

La hausse des prix du carburant a contribué aux pertes du transporteur au cours des deux dernières années. En 2006, la perte nette d'Air Canada a atteint 74 millions contre 20 millions un an plus tôt.

Hier, le titre d'Air Canada (catégorie B) grimpait de 4 cents à 17,09 $ à la Bourse de Toronto. Les actions de classe B de ACE s'appréciaient de 10 cents à 30,98 $.

La commande d'Air Canada portant sur 18 nouveaux 777 et 14 Boeing 787 avait été évaluée par Bloomberg à 6,1 milliards lorsque le contrat a été annoncé en novembre 2005. Air Canada a ajouté un autre 777 par le truchement d'un bail de 10 ans. Les 787 Dreamliner d'Air Canada vont commencer à remplacer les Boeing 767, qui prennent de l'âge, à partir de 2010.

Hier, le titre de Boeing, de Chicago, perdait 31 cents US à 90,52 $US à la Bourse de New York.

LA PRESSE AFFAIRES TECHNOLOGIES

LA CROISSANCE DU TÉLÉTRAVAIL

Bonne ou mauvaise nouvelle ?

LIETTE D'AMOURS
COMMERCE ÉLECTRONIQUE
COLLABORATION SPÉCIALE

BlackBerry, ordinateur portable, intranet, clé USB, cellulaire : plus besoin aujourd'hui d'une remorque U-Haul pour travailler à l'extérieur de son bureau. Les technologies de l'information –et le déploiement d'Internet haute vitesse sur presque l'ensemble du territoire québécois– permettent désormais d'accéder à son environnement de travail peu importe l'endroit où l'on se trouve : en voyage d'affaires, dans sa voiture, chez un client et même, en vacances au chalet.

Il suffit d'entrer son code d'accès pour s'avancer dans ses dossiers, noter un nouveau rendez-vous à son agenda, effectuer un changement dans une base de données ou encore répondre à un courriel. Et tout cela sans devoir, comme auparavant, se préoccuper de synchronisation.

Cette facilité d'accès se traduit d'ailleurs en chiffres : la proportion d'adultes québécois qui travaillent à la maison par Internet a fait un bond remarquable au cours des deux dernières années, passant de 19 % en 2004 à 31 % en 2006 (NETendances 2006). Ainsi, près de 1,9 million de Québécois utilisent aujourd'hui Internet pour accomplir des tâches professionnelles à domicile.

Rappelons qu'un sondage réalisé auprès de 10 590 Québécois en l'an 2000 avait alors évalué à 4 % le nombre de salariés ou de travailleurs autonomes qui utilisaient un ordinateur pour réaliser des travaux professionnels à la maison pendant au moins une journée par semaine ou l'équivalent. C'est dire à quel point la situation a grandement évolué depuis.

« Bien que les technologies permettent aujourd'hui plus de latitude, elles ont également engendré un autre phénomène : de plus longues heures de travail. »

Qui sont ces travailleurs ?

Examinons maintenant le profil de ces télétravailleurs. L'enquête nous apprend que les hommes (37 %) sont plus nombreux que les femmes (25 %) à travailler à distance. Viennent ensuite les Québécois qui habitent un ménage dont le revenu annuel est supérieur à 60 000 $ (48 %), les professionnels (56 %) et les diplômés universitaires (51 %).

Autre donnée intéressante : les Québécois les plus susceptibles de recourir au télétravail sont âgés entre 25-34 ans (44 %), moment de la vie où l'on fonde généralement une famille (34 % pour les 35-44 ans). En outre, l'enquête démontre que 36 % des adultes qui ont des enfants de 18 ans et moins effectuent du télétravail contre 28 % de ceux qui n'en ont pas.

À la lumière de ces résultats, nous sommes en droit de nous demander si le télétravail devient une nouvelle avenue pour tenter de concilier travail-famille ou encore le simple reflet d'une surcharge de travail qui empiète de plus en plus sur la vie privée.

Sentiment d'urgence

« La frontière entre la vie privée et la vie professionnelle est de plus en plus floue, confirme Diane-Gabrielle Tremblay, professeure titulaire et directrice de la recherche à la Télé-université. Et bien que les technologies permettent aujourd'hui plus de latitude, elles ont également engendré un autre phénomène : de plus longues heures de travail. »

« C'est bien pratique de pouvoir transporter tous ses dossiers sur une clé USB, mais l'ordinateur et la connexion Internet ont créé une sorte de sentiment d'urgence, poursuit la spécialiste qui a effectué plusieurs recherches sur le sujet. On s'attend aujourd'hui à ce que l'employé réponde sur-le-champ à ses courriels, peu importe l'endroit où il se trouve. Et cette pression ne cesse de croître. »

Ainsi, peu d'organisations proposent un programme formel de télétravail. Dans la plupart des cas, le télétravail fait office de compromis. Une façon pour les entreprises d'attirer ou de conserver du personnel.

« Comme l'employé ne peut pas obtenir un horaire de quatre jours par semaine, il opte pour une journée de télétravail, rapporte la chercheuse. Dans le secteur public, certaines personnes que nous avons interviewées nous ont même dit que bien qu'elles aient accès à la semaine de quatre jours, dans les faits, la cinquième journée était la plupart du temps travaillée à domicile. »

Dans quelques cas, on observe même des reculs. Certaines organisations ont mis fin à leur programme de télétravail et demandé à leurs employés de revenir au bureau. « Toutefois, dans une perspective de vieillissement de la main-d'oeuvre et de départ massif à la retraite, les organisations n'auront, selon moi, pas le choix de considérer cette option », croit Diane-Gabrielle Tremblay. »

Pour en savoir plus :

1-Télétravail : concilier performance et qualité de vie (CEFRIO) : http ://www.cefrio.qc.ca/projets/proj_06.cfm

2-Le télétravail : une façon de concilier emploi et famille ? Auteurs : Tremblay, Diane-Gabrielle ; Paquet, Renaud ; Najem, Elmustapha ; Télé-université. Chaire de recherche du Canada sur les enjeux socio-organisationnels de l'économie du savoir. http ://www.teluq.uquebec.ca/chaireecosavoir/pdf/NRC06-03.pdf

COURRIEL
Pour joindre notre collaboratrice : liette.damours@cefrio.qc.ca

Liette D'Amours est directrice des communications au CEFRIO, un centre de recherche-expérimentation et de transfert spécialisé en appropriation des technologies de l'information.

Microsoft a vendu 20 millions d'exemplaires de Vista

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Le groupe informatique américain Microsoft a vendu 20 millions d'exemplaires grand public de son nouveau système d'exploitation Vista durant le mois de février, premier mois de vente du logiciel lancé le 30 janvier pour les particuliers.

Cette performance est plus que doublée par rapport au démarrage du système d'exploitation précédent, Windows XP, qui s'était vendu à 17 millions d'exemplaires lors de ses deux premiers mois de vente à la fin de 2001, a souligné Microsoft.

« Nous sommes encouragés de voir une réponse si positive des consommateurs », s'est félicité Bill Veghte, vice-président de la division Windows Business Group de Microsoft.

À noter cependant que depuis le lancement de Windows XP les ventes annuelles de PC ont quasiment doublé, passant de quelque 50 millions en 2002 à près de 100 millions attendus pour 2007, soulignaient les analystes hier.

L'action de Microsoft a néanmoins chuté de 44 cents US (1,6 %), à 27,78 $US hier, à la Bourse électronique NASDAQ.

Microsoft n'a pas détaillé les ventes entre les nouveaux PC préequipés de Vista et les ventes de logiciels seuls, et souligné qu'une grande partie des consommateurs choisissent les versions haut de gamme de Vista (Premium), nettement plus chères, mais sans donner de pourcentage des ventes.

« Depuis le lancement de Vista, les clients de Dell ont largement choisi des versions premium », a indiqué Neil Hand, vice-président de la division grand public de Dell, cité par le communiqué.

Les systèmes d'exploitation de Microsoft font tourner plus de 95 % des PC mondiaux.

Samsung profite de la popularité des microprocesseurs

PHOTO MAURICE TSAI, BLOOMBERG NEWS ©

Les produits AMOLED, de Samsung Electronics Co., étaient en démonstration hier au Samsung Mobile Solution Forum à Taipei, Taiwan. Samsung Electronics Co., deuxième fabricant de microprocesseurs au monde, prévoit que les bénéfices du secteur des microprocesseurs au deuxième trimestre seront en hausse en raison d'une forte demande des fabricants de lecteurs de musique portatifs et d'appareils photo.

Accroissement fulgurant des abonnements, sans sueur excessive...

L'EFFICIENCE d'Énergie Cardio.

L'Association marketing de Montréal - Publicité Club de Montréal organise le Concours Stratégies destiné à récompenser les meilleurs décideurs et créateurs du milieu des communications et du marketing au Québec.

Visitez **www.concoursstrategies.com** pour plus de détails.

Les mises en candidature se terminent le 30 mars 2007.

ASSOCIATION MARKETING DE MONTRÉAL PCM

RADIO-CANADA RADIO | TÉLÉVISION | INTERNET

LA PRESSE cyberpresse.ca

3471636A

BlackBerry et Treo offerts maintenant en couleurs

BLOOMBERG

Le BlackBerry, de la compagnie canadienne Research In Motion, et le Treo, de Palm Inc., dispositifs que l'on appelle « téléphones intelligents » et qui se vendent le mieux aux États-Unis, optent pour de nouvelles couleurs pour séduire les clients.

Naguère destinés aux gens d'affaires et offerts en noir et gris, le BlackBerry et le Treo lancent un défi aux fabricants d'appareils téléphoniques traditionnels tels que Motorola tandis que la demande de dispositifs portables de courriel atteint un niveau record. Les derniers modèles de ces dispositifs sont offerts en cramoisi, cuivre et blanc, et ils font aussi office de lecteurs de musique et d'enregistreurs vidéo.

« Nous avons observé une forte augmentation des ventes » aux consommateurs, indique Michael Woodward, directeur de la division des appareils téléphoniques perfectionnés d'AT&T, à San Antonio, qui a commencé à vendre des Treo de couleur cramoisi et des BlackBerry rubis ce mois-ci.

Les ventes d'appareils téléphoniques comportant des fonctions de courriel et autres bondiront de 43 % cette année, à près de 6 milliards US, aux États-Unis, selon Strategy Analytics, une entreprise de recherches de Boston.

Motorola et Nokia Oyj, les deux plus importants fabricants de téléphones cellulaires, n'ont pas réussi à imposer leur domination dans le secteur des dispositifs de courriel doublés de téléphone. Cela a permis à Research In Motion, de Waterloo, en Ontario, et à Palm d'offrir leurs produits aux consommateurs à titre de solutions de rechange. Samsung Electronics a également fait une percée grâce à son appareil BlackJack.

La présente semaine fournit un autre exemple de l'évolution du marché tandis que Michael Lazaridis, le co-PDG de Research In Motion, fera le discours principal au salon CTIA Wireless, à Orlando, en Floride. Il remplace Ed Zander, le PDG de Motorola, qui s'est désisté, invoquant « un conflit d'horaire imprévu ». La semaine dernière, Motorola a dit prévoir une perte au cours du présent trimestre à cause de la baisse des prix.

Le salon, qui a commencé hier, est le plus important de l'industrie du sans-fil.

Palm, de Sunnyvale, en Californie, compte lancer davantage de produits destinés au « consommateur moyen », a indiqué pour sa part Edward Colligan, PDG de l'entreprise. « De plus en plus de gens se sentiront poussés à songer aux téléphones intelligents et nous avons dû faire quelque chose pour rendre ces appareils plus simples, plus faciles d'utilisation et plus accessibles », a-t-il ajouté au cours d'une entrevue.

Au quatrième trimestre, Research In Motion occupait 45 % du marché des téléphones-dispositifs de courriel aux États-Unis alors que Palm en possédait 18 %, d'après IDC, de Framingham, au Massachusetts. Motorola, de Schaumburg, en Illinois, était en troisième position avec 12 %. Nokia, d'Espoo, en Finlande, ne figurait pas parmi les cinq premiers.

Il se peut que les expéditions d'appareils téléphoniques doublent à 18,4 millions d'appareils cette année comparativement à 8 millions, selon Strategy Analytics. Si la ventilation entreprises/consommateurs grand public de ces données n'est pas disponible pour l'instant, il reste que ce sont les consommateurs qui alimentent la croissance, selon des analystes et des patrons de compagnies.

IBM, le logo IBM et WebSphere sont des marques déposées ou des marques de commerce d'International Business Machines Corporation aux États-Unis et (ou) dans d'autres pays, utilisées sous licence par IBM Canada Ltée. © IBM Corp., 2007. © IBM Canada Ltée, 2007. SAP est une marque déposée de SAP AG en Allemagne et dans plusieurs autres pays. Oracle est une marque déposée de Oracle Corporation et (ou) de ses affiliées. Tous droits réservés

LA PRESSE AFFAIRES

Musée des beaux-arts du Canada National Gallery of Canada

En tant que principal musée d'art canadien, le Musée des beaux-arts du Canada et son affilié, le Musée canadien de la photographie contemporaine, constituent une source d'inspiration, de plaisir, de recherche et d'apprentissage pour tous les Canadiens. Le Musée déploie ses efforts en vue de servir de modèle d'excellence internationale, de faire progresser les connaissances dans le domaine des arts visuels et de rendre l'art accessible, significatif et essentiel pour tous les publics. Joignez-vous à l'équipe du Musée des beaux-arts du Canada, un musée d'arts visuels de renommée internationale à valeur architecturale sans pareille situé au cœur d'Ottawa.

Nous cherchons actuellement à combler les cinq postes clés suivants :

CONSERVATEUR DE L'ART CONTEMPORAIN : assure l'entretien physique et intellectuel de la collection d'art contemporain de 1980 à aujourd'hui.

CONSERVATEUR DE L'ART AUTOCHTONE : assure l'entretien physique et intellectuel de la collection d'art autochtone, notamment l'art des Premières nations, des Métis et des Inuits.

Les conservateurs du Musée des beaux-arts du Canada doivent établir les priorités relatives aux acquisitions et aux expositions d'œuvres d'art. En outre, au moyen de consultations, ils doivent déterminer les méthodes de consolidation, de restauration et de nettoyage pour certaines œuvres d'art particulières dans leurs collections respectives. Ils doivent également prodiguer des conseils sur l'élaboration de politiques. Le conservateur de l'art autochtone doit favoriser l'établissement de relations avec divers intervenants pertinents à l'art autochtone.

CHEF, SERVICES DE DESIGN : assure le leadership en matière de direction artistique et de gestion du design. Cette responsabilité se rapporte aux éléments graphiques, aux expositions, aux installations et au design architectural. Il doit également offrir son soutien pour le design des produits commerciaux et promotionnels, et assurer la coordination des initiatives de design en collaboration avec les ressources professionnelles du Musée et divers fournisseurs du secteur privé.

CHEF, MARKETING ET COMMUNICATIONS : doit diriger et appuyer les programmes stratégiques de marketing et de communications pour le Musée des beaux-arts et le Musée canadien de la photographie contemporaine. Cette responsabilité se rapporte aux médias, aux relations communautaires, à la publicité, aux promotions et aux activités de marketing touristique à l'intention des publics locaux, nationaux et internationaux.

La Fondation du Musée des beaux-arts du Canada s'est engagée à recueillir des fonds privés à l'appui du Musée et de la réalisation de son mandat en tant que principale institution d'art visuel à l'échelle nationale et internationale.

CHEF, COMMUNICATIONS ET FIDÉLISATION : doit planifier, gérer et exécuter tous les aspects du programme de communications et de relations externes de la Fondation du Musée des beaux-arts du Canada. Il doit également gérer les activités et les événements de reconnaissance de la Fondation.

Le Musée souscrit aux principes de l'équité en matière d'emploi. Nous invitons toutes les personnes qualifiées, y compris les Autochtones, les personnes ayant un handicap, les membres des minorités visibles et les femmes, à présenter leur candidature.

Des renseignements détaillés concernant les exigences relatives à la scolarité, à l'expérience et aux compétences linguistiques figurent à **www.beaux-arts.ca** sous la rubrique des possibilités d'emploi de la section Musée et services. Veuillez faire parvenir votre candidature et un curriculum vitae à jour avant le 9 avril 2007 à **Competition@beaux-arts.ca** ou en écrivant au service des Ressources humaines du Musée des beaux-arts du Canada à l'adresse suivante : C.P. 427, Station A, 380, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1N 9N4.

3471490

CET ÉTÉ AU MUSÉE DES BEAUX-ARTS

Renoir

Paysages 8 juin – 9 septembre 2007

Présentée par Financière Sun Life

cyberpresse.ca LA PRESSE

est actuellement à la recherche d'un

REPRÉSENTANT PUBLICITAIRE

Reconnu pour sa qualité et la pertinence de son contenu, le quotidien *La Presse* offre une couverture et une analyse de l'actualité internationale, nationale et régionale. Avec plus de 800 employés, *La Presse* propose un cadre de travail stimulant et dynamique. *La Presse* est la propriété de *Gesca*, éditeur de journaux et filiale de Power Corporation du Canada. Le groupe *Gesca* est propriétaire de sept quotidiens: *La Presse*, *Le Soleil*, *Le Nouvelliste*, *Le Droit*, *La Tribune*, *Le Quotidien* et *La Voix de l'Est*.

LE POSTE

Vous êtes responsable de solliciter, conseiller et développer une nouvelle clientèle, principalement pour la section *Petites annonces*. À cet effet, vous vous déplacez afin de rencontrer les entreprises notamment dans les secteurs immobilier et automobile.

LES EXIGENCES

Vous possédez deux (2) années d'expérience en vente avec objectifs. Vous possédez un vaste réseau de contacts, vous êtes persuasif et déterminé. Également, vous êtes créatif et démontrez une excellente capacité à communiquer. De plus, vous êtes bilingue et êtes à l'aise avec les logiciels de la suite MS Office. De l'expérience en vente publicitaire est un atout.

LA RÉMUNÉRATION

Nous offrons **un salaire de base + commissions** ainsi qu'une **gamme complète d'avantages sociaux**.

Si vous êtes intéressé, faites-nous parvenir votre curriculum vitae **le plus rapidement possible** à :

La Presse Itée
7, rue Saint-Jacques
Montréal (QC) H2Y 1K9
rhumaines@lapresse.ca

3467782

L'emploi du masculin vise essentiellement à alléger le texte. Nous remercions tous les candidats de leur intérêt, mais seules les personnes sélectionnées feront l'objet d'un suivi.

3471688

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Recherché(e)s...

- **Professeur régulier en art-thérapie** (concours 894)
- **2 professeurs réguliers en formation pratique en psychoéducation** (concours 895)
- **Professeur régulier en travail social** (concours 896)
- **Professeur invité en travail social** (concours 897)

Tous les concours se terminent à
16 h 30 le 13 avril 2007.

L'UQAT souscrit à un programme d'équité en emploi

La description complète des postes se retrouve à :
www.uqat.ca sous la rubrique « Offres d'emploi ».

3471691A

CROWN
Brand-Building Packaging™

Représentant des ventes

Chef de file oeuvrant dans le domaine de la fabrication d'emballages métalliques, CROWN Metal Packaging Canada LP est à la recherche d'un représentant des ventes pour la région de l'Est (province de Québec et provinces de l'Atlantique).

Relevant directement du directeur régional des ventes à Montréal, cette personne fera partie d'une équipe de 3 personnes qui dessert des clients de l'industrie alimentaire et de l'industrie des boissons, de la peinture, des aérosols et des produits industriels partout au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Bien que basé à Montréal, ce poste exige des déplacements dans toute la région de l'Est. Une voiture de fonction est fournie.

Voici un excellent tremplin pour une personne intéressée à faire carrière dans les ventes. La personne idéale aura un diplôme universitaire en affaires commerciales et comptera de 2 à 3 années d'expérience dans la vente. Toutefois, les candidats sans expérience seront également considérés.

La personne retenue aura une bonne connaissance des logiciels MS Office, Excel, Word et PowerPoint et sera bilingue. Des connaissances techniques du domaine des emballages serait un atout.

Nous offrons un salaire et des avantages sociaux concurrentiels, y compris un régime de retraite entièrement payé par l'employeur.

Nous souscrivons au principe d'équité en matière d'emploi.

Prière d'envoyer votre curriculum vitae par courriel à:
Att: HR.Manager258@crowncork.com
(s.v.p. pas d'appels téléphoniques)

www.crowncork.com

3472374A

Raffineries Napierville

RAFFINERIES NAPIERVILLE REFINERIES

Installés à Napierville depuis le début des années 1960, nous exploitons des installations de production et de raffinage de naphtalène qui transforment une matière première provenant du goudron de houille ou de pétrole en des cristaux hautement raffinés par un processus exclusif de cristallisation et de distillation. Nous sommes présentement à la recherche d'un (e):

INGÉNIEUR D'USINE

Les raffineries sont situées à Napierville, et les responsabilités principales sont:

-Évaluer la performance d'équipements et des procédés, faire des recommandations pour les améliorer.

-En tant que membre de l'équipe de production, établir des objectifs de performance

-Participer à des projets pour la réduction de la consommation d'énergie ou pour rencontrer les normes environnementales.

Compétences: Diplôme universitaire d'ingénieur chimiste capable de communiquer en français oral et écrit et anglais fonctionnel. Une expérience pertinente serait un atout.
Veuillez soumettre votre CV au Département des ressources humaines à emploi@perconsult.com. Nous vous remercions de votre intérêt. Seuls les candidat(e)s retenus pour une entrevue seront contactés. 3471747

Urgent : Firme de communication recherche **agent de recouvrement** pour faire des appels quotidiennement pour factures en retard, en identifier les causes et en informer son équipe quant à l'évolution quotidienne des dossiers. Poste temporaire (2-3 mois) salaire de 12$/15$ selon exp. - 35 h. / sem. Lieu de travail : MTL. Date d'entrée en fonction: immédiatement **annie.heider@cossette.com**

3471779

WWW.GFI.CA

Notre force réside en la qualité de nos gens.

GFI est l'une des entreprises les plus avancées au plan technologique dans la transformation de métal en feuille au Canada. Nous sommes fiers d'avoir été l'un des premiers manufacturiers certifié ISO au pays dans notre domaine, et de compter parmi notre main-d'œuvre certains des experts les plus chevronnés de l'industrie.

Représentant technico-commercial/ Estimateur

Si vous êtes très autonome et performez aussi bien au sein d'une équipe, joignez-vous à notre bureau de **Pointe-Claire** où vous pourrez mettre à profit vos acquis tels que :

- 2 ans d'expérience dans un environnement de fabrication à partir du métal en feuille;
- aptitudes en préparation de soumissions OU en lecture de dessins techniques;
- maîtrise du français et de l'anglais;
- professionnalisme et fortes habiletés pour les communications;
- aisance avec l'informatique.

Bien qu'un DEC en génie mécanique ou industriel soit souhaitable, cela n'est pas essentiel si vous possédez l'expérience requise.

Veuillez transmettre votre curriculum vitæ, avant le **11 avril 2007,** en faisant référence au **numéro de dossier RTE-0321-GFI,** à l'attention du **Service des ressources humaines** par télécopieur au **514 630-6727** ou par courriel à **marie.lamarche-basar@tnb.com**

Veuillez noter que nous communiquerons seulement avec les personnes considérées pour une entrevue. Nous offrons des chances d'emploi égales à tous. L'utilisation du masculin ne sert qu'à alléger le texte.

GFI
Division de Thomas&Betts

3471832A

CANADA

Hausse des ventes au détail

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Les consommateurs canadiens ont dépensé davantage à la pompe et dans les magasins d'articles d'ameublement en 2005, ce qui a propulsé les ventes au détail annuelles à leur taux de croissance le plus élevé depuis 2002.

Statistique Canada indique que les détaillants du pays ont déclaré des recettes d'exploitation de 403,6 milliards de dollars en 2005, en hausse de 5,4 % par rapport à l'année précédente. Cet accroissement était bien supérieur au taux de croissance annuel moyen de 4,7 % enregistré entre 2000 et 2005.

Les magasins traditionnels, soit ceux qui vendent aux clients qui se présentent dans les établissements, ont affiché une croissance des recettes de 5,3 %. Quant aux détaillants hors magasin, comme ceux qui vendent exclusivement au moyen du commerce électronique, par correspondance ou par catalogues, ont connu une croissance de 7,5 %.

Les magasins traditionnels ont été à l'origine de la vaste majorité des recettes d'exploitation en 2005, soit environ 97 %. Les commerces de détail hors magasin ne représentaient que 3 % du total des activités de vente au détail.

Les magasins indépendants ont continué de détenir la part la plus importante de l'industrie du commerce de détail, mais ils ont graduellement perdu du terrain par rapport aux magasins à succursales.

En 1999, les magasins indépendants constituaient 61 % du total des activités du commerce de détail. En 2005, cette proportion avait diminué pour s'établir à 56 %.

À l'inverse, les magasins à succursales ne représentaient que 39 % en 1999. Six ans plus tard, leur part avait grimpé pour se situer à 44 %.

En 2005, les ouragans successifs qui ont martelé la côte américaine du golfe du Mexique, de la Louisiane à la Floride, ont causé des pressions énormes sur les prix mondiaux du pétrole et du gaz.

Mais ce sont les magasins de meubles qui ont déclaré la croissance la plus élevée au chapitre des marges (13,3 %), suivis des magasins d'articles d'ameublement (10,4 %) et des stations-service (10,4 %). Les marges ont également augmenté dans le cas des marchands de combustibles (7,5 %) et des entreprises de télémagasinage et de vente par correspondance (3,3 %).

Toutefois, les magasins d'ordinateurs et de logiciels ont continué d'éprouver des difficultés, leurs marges ayant diminué de 5,2 % en 2005.

GROULX ROBERTSON LTÉE
Entreprise de fabrication et distribution de Pointe-Claire cherche

RESPONSABLE DES COMPTES-CLIENTS ET DES INVENTAIRES,
relevant du contrôleur.

Principales tâches : Suivi de l'encaissement des comptes-clients et communication avec clients. Suivi des inventaires, contrôle de l'approvisionnement et communication avec fournisseurs.

Exigences : 3 à 5 ans d'expérience pertinente en comptabilité, bilinguisme.

Qualités essentielles : Autonomie, polyvalence et facilité à communiquer. Connaissance du logiciel Microsoft Dynamics GP un atout.

Faire parvenir C.V. à Monsieur Pierre Blais,

G. BLAIS & ASSOCIÉS
155, Brunelle, Beloeil (Québec) J3G 2M9
Télécopieur : 450-467-8351
COURRIEL : gba@gblais.ca

3472636

ACAF
Association canadienne des ataxies familiales
Fondation Claude St-Jean
3800, rue Radisson, suite 110
Montréal (Qc) HIM 1X6
www.lacaf.org
ataxie@lacaf.org
(514) 321-8684

RÉSIDENCES POUR PERSONNES ÂGÉES

Des promoteurs immobiliers demandent l'aide de l'État

LAURIER CLOUTIER

Au rythme où les coûts augmentent, les personnes âgées n'auront bientôt plus les moyens de se payer une chambre dans une résidence.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

Avec l'arrivée des baby-boomers à l'âge de la retraite, la demande deviendra forte pour les résidences conçues à leur intention, mais tous n'auront pas les moyens de s'y payer une chambre. Sur la photo, une résidence en construction à Longueuil.

Le gouvernement devra intervenir et fournir de l'aide à long terme à ces aînés, ont déclaré hier plusieurs promoteurs de résidences pour retraités au cours du Sommet immobilier de Montréal organisé par l'Institut de développement urbain du Québec.

Avec l'arrivée des baby-boomers à l'âge de la retraite, la demande deviendra forte pour les résidences conçues à leur intention, mais tous n'auront pas les moyens de s'y payer une chambre, selon eux.

« La moitié des personnes âgées du Québec ne disposeront pas de caisse de retraite, ni de maison à vendre », souligne Luc Maurice, président de Gestion immobilière Luc Maurice.

« Leurs revenus annuels se limiteront à 15 000 $, soit 1300 $ par mois. Il leur restera 800 $ par mois pour se loger », soit la moitié d'un loyer de 1500 $ dans une résidence, explique Luc Maurice. « L'industrie des résidences pour aînés va donc rencontrer un obstacle de taille d'ici cinq ans, car ses coûts augmentent beaucoup plus vite que l'inflation. »

Et ce coût de 1500 $ par mois ne s'applique qu'aux retraités n'ayant pas besoin de soins de santé coûteux, qui triplent la facture mensuelle, précise Annie Lemieux, vice-présidente du développement immobilier au Groupe LSR.

La cohorte des retraités nés au cours de la Grande Dépression de 1929 est plus modeste que celle des baby-boomers d'après 1945. Ils ont donc pu trouver des bons emplois et disposent de revenus pour se loger dans une résidence pour aînés, déclare Jean Bourcier, président de Gestion immobilière Maestria et Résidences Allegro.

Villages protégés

L'industrie des résidences pour aînés a commencé à discuter avec le gouvernement, mais ça prend du temps, selon Jean Bourcier. « Il faudrait une entente blindée à long terme, pas pour un mandat électoral de quatre ans », selon Luc Maurice. « Ni pour un an », renchérit Jean Bourcier.

La ville pourrait donner le terrain pour la construction d'une résidence pour personnes âgées moins fortunées ou « le gouvernement pourrait payer les soins pour les aînés, comme en Europe depuis plus de 30 ans », évoque Annie Lemieux. « Le retraité ne paierait que pour le loyer. On n'aura pas d'autre choix que d'aller dans cette direction », selon elle.

Les spécialistes des résidences pour retraités doutent fort par ailleurs du potentiel de marché, au Québec, pour les villages protégés (*gated communities*).

Aux États-Unis, ces quartiers clôturés misent sur la sécurité en raison de la forte criminalité, selon Annie Lemieux. « Ce concept ne correspond pas aux besoins du Québec », enchaîne Jean Bourcier. « Ça existe ailleurs au Canada, à Niagara Falls, en Ontario, de même qu'à Kelowna et Victoria, en Colombie-Britannique, soit des villes qui sont des destinations, croit Luc Maurice. Aux États-Unis, ces quartiers protégés offrent une destination à une population plus mobile, plus à droite et qui aspire à la sécurité d'un milieu homogène parce qu'elle se retrouve loin de sa famille. Mais ce concept n'a pas d'avenir au Québec. »

Bowater se montre plus pessimiste

ASSOCIATED PRESS
ET PRESSE CANADIENNE

GREENVILLE, Caroline du Sud — La société papetière Bowater, qui a l'intention de fusionner ses activités à celles d'Abitibi-Consolidated afin de créer le troisième producteur de papier en Amérique du Nord, a prévenu hier que son bénéfice d'exploitation sera moins élevé que prévu, au premier trimestre, à cause de ses coûts d'exploitation et d'une faible demande.

L'entreprise de la Caroline du Sud a indiqué qu'elle prévoyait, au terme de cette première période de trois mois, déclarer un bénéfice d'exploitation se situant entre 15 millions US et 20 millions US, en excluant les gains provenant de la vente d'actifs et d'autres éléments non récurrents.

Au quatrième trimestre, Bowater avait déclaré un bénéfice d'exploitation de 113,3 millions US.

Bowater a affirmé que la faiblesse de ces résultats s'expliquait par « la pression exercée par les coûts de la fibre recyclée ». L'entreprise a souligné que le coût du papier journal recyclé a augmenté de 35 % depuis décembre et qu'un manque de vigueur des marchés a fait diminuer la demande de papier journal de 12 % d'une année sur l'autre.

Bowater a indiqué que cette situation l'avait obligée à réduire sa production, au quatrième trimestre, dans son installation québécoise de Gatineau, spécialisée dans la production de papier journal et de papier fin, dont la fabrication dépend de la fibre recyclée.

Par ailleurs, la demande pour le bois reste faible et les prix demeurent peu élevés, a indiqué Bowater.

Les analystes consultés par Thomson Financial ont prévu une perte nette par action de 24 centsUS, au premier trimestre.

En janvier, Abitibi-Consolidated et Bowater ont annoncé la fusion de leurs activités dans le cadre d'un échange d'actions. La nouvelle entreprise, AbitibiBowater, aura un revenu annuel de 9,3 milliards.

Hier, l'action de Bowater a grimpé de 16 cents US (0,7 %), à 23,60 $US, à la Bourse de New York.

CARRIÈRES
ET EMPLOIS

CYBERPRESSE.WORKOPOLIS.COM

LA PRESSE

LA PRESSE

Reconnu pour sa qualité et la pertinence de son contenu, le quotidien *La Presse* offre une couverture et une analyse de l'actualité internationale, nationale et régionale. *La Presse* fait partie de *Gesca*, une entreprise en plein développement dont les différentes filiales publient des quotidiens, notamment *La Presse* et *Le Soleil* ; des sites web d'information, avec *Cyberpresse* et ses divisions ; de nombreux magazines spécialisés, avec *Les Éditions Gesca* ; ainsi que des livres, avec *Les Éditions La Presse* et *Septembre éditeur* ; en plus de produire différentes émissions de télévision, avec *La Presse Télé*.

La Presse est actuellement à la recherche de candidats afin de combler les postes suivants :

ANALYSTE FINANCIER PRINCIPAL
PROJETS STRATÉGIQUES

LE POSTE

Vous êtes responsable de coordonner et réaliser l'analyse de projets stratégiques (analyse d'états financiers, de plans d'affaires, de la concurrence) pour *Gesca* afin d'évaluer leur caractère raisonnable, leurs impacts et ainsi faire des présentations et des recommandations à la direction. De plus, vous développez et maintenez à jour les modèles financiers de l'entreprise. Enfin, vous gérez des mandats spéciaux à la demande de la direction.

LES EXIGENCES

Vous êtes détenteur d'un titre de comptable agréé. Un titre reconnu en finances (CFA, CBV) est un atout. Vous possédez cinq (5) années d'expérience en analyse de projets opérationnels et en modélisation financière. Vous êtes reconnu pour votre esprit d'analyse, votre habilité à communiquer et vos qualités relationnelles. Vous connaissez les principes généraux en termes de comptabilité, de finance, de prix de revient, de fiscalité canadienne et de droit des affaires. Enfin, vous êtes bilingue et maîtrisez les fonctions avancées du logiciel Excel.

ANALYSTE, RISQUES
D'AFFAIRES ET CONTRÔLES

LE POSTE

Vous veillez à ce que les processus visant à contrôler les risques d'affaires importants (incluant les risques reliés aux processus informatiques) aient été mis en place et fonctionnent adéquatement, et ce pour l'ensemble de *Gesca*. Vous participez au développement et à l'analyse de points de repère («benchmark») relativement aux processus d'affaires de l'entreprise ainsi qu'aux travaux effectués pour les vérificateurs externes. Enfin, vous participez aux activités de revue des processus informatiques ainsi qu'aux revues des modifications majeures apportées aux progiciels, aux droits d'accès et aux serveurs.

LES EXIGENCES

Vous possédez un Baccalauréat en sciences comptables et au moins une (1) année d'expérience en vérification. De plus, vous êtes détenteur d'un titre comptable (ou êtes en voie de l'obtenir). Vous possédez une bonne connaissance des principes comptables généralement reconnus (normes, CPN, etc.). Vous êtes reconnu pour votre esprit d'analyse, votre habilité à communiquer et vos qualités relationnelles. Enfin, vous maîtrisez les logiciels de MS Office (Word, Excel, Access, Outlook).

Nous offrons une **rémunération des plus concurrentielles**, ainsi qu'une **gamme complète d'avantages sociaux**.
Si vous êtes intéressé, faites-nous parvenir votre curriculum vitae **le plus rapidement possible** à :

La Presse ltée, Service des ressources humaines
7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
rhumaines@lapresse.ca

3471569

L'emploi du masculin vise essentiellement à alléger le texte. Nous remercions tous les candidats de leur intérêt, mais seules les personnes sélectionnées feront l'objet d'un suivi.

LA PRESSE AFFAIRES MARCHÉS MONDIAUX

La Chine se dotera d'une ville 100 % écologique

AGENCE FRANCE-PRESSE

DONGTAN — Ce qui n'est encore qu'un bout de terre recouvert de champs de choux au large de Shanghai devrait devenir d'ici trois ans la première cité 100 % écologique en Chine.

Si tout se déroule conformément aux plans prévus, cette « éco-cité » commencera à émerger en 2009 dans le district de Dongtan, dans l'île de Chongming, à l'embouchure du Yangtze.

« La Shanghai Industrial Investment Co. (SIIC) est venue nous voir pour que nous dessinions avec eux la ville de Dongtan », raconte Dong Shanfeng, responsable du projet pour le cabinet d'urbanisme britannique Arup, partenaire du gouvernement de Shanghai.

Le budget initial prévoit un investissement de 1,3 milliard US, qui pourrait drastiquement augmenter au cours des travaux.

D'ici 25 ans, un demi-million de personnes devraient élire domicile sur l'île, paradis des oiseaux migrateurs et actuellement reliée par ferry au continent.

Elle sera la première cité verte d'une Chine qui apparaît comme un cauchemar écologique avec 20 des 30 villes les plus polluées au monde.

Loin de la frénésie shanghaïenne, l'« éco-cité » devrait garder sa quiétude de bord de mer, malgré le tunnel et le pont qui la mettront dès 2009 à 45 minutes du centre de la capitale économique et financière chinoise, en attendant le métro.

Le principe est simple : tout reposera sur les énergies renouvelables. Trois éoliennes fendent déjà l'air de Dongtan. Le recyclage sera optimisé : eau de pluie pour irriguer les cultures, ordures ménagères pour servir de combustible.

Le principe est simple : tout reposera sur les énergies renouvelables.

Les habitants mangeront des produits issus de l'agriculture biologique des fermiers locaux. Les toits en pelouse des maisons de huit étages maximum assureront une isolation efficace et les bâtiments consommeront 70 % d'énergie de moins que les tours du centre ville.

Seulement 40 % de l'espace aménagé sera construit, le reste étant consacré aux cultures et à la réserve naturelle d'oiseaux.

« Il y aura des corridors pour animaux sauvages », précise M. Dong, qui souhaite « encourager les déplacements à pied, en vélo et décourager au maximum l'utilisation de la voiture ».

Les véhicules n'utiliseront ni diesel ni essence. Une marina, digne de la côte d'Azur, viendra remplacer l'actuel petit port de pêche où accostent aujourd'hui quelques bateaux rouillés, ramenant des filets gorgés de poissons.

Une utopie verte que certaines voix discordantes viennent nuancer.

« Je suis contre ce projet comme la plupart de mes collègues ici », explique le professeur Zhao Min, directeur de l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Tongji, à Shanghai.

« Chongming a toujours été une île écologique, de façon naturelle. Elle n'a pas besoin d'intervention humaine et de développement. Pourquoi avons-nous besoin de développer cette île quand il reste des terres dans les districts de Pudong ou de Nanhui (à l'est de la ville) à développer ? », s'interroge le professeur.

La question est aussi de savoir qui élira domicile sur cette partie de l'île. Les prix des logements n'ont pas encore été fixés, mais le fond du projet viseraient plutôt les yuppies shanghaiens en mal d'espaces verts.

« Notre programme prévoit 20 % de logements à loyers modérés », assure Dong Shanfeng. L'État veut par ailleurs encourager l'installation d'entreprises vertes pour garantir la création de 50 000 emplois à l'horizon 2020.

Place aux meilleurs entrepreneurs d'ici

LE GRAND PRIX DE L'ENTREPRENEUR D'ERNST & YOUNG

Le Grand Prix de l'Entrepreneur^MD d'Ernst & Young rend hommage aux entrepreneurs dont la performance et la réussite sont remarquables. Si vous connaissez un entrepreneur déterminé dont l'entreprise est florissante, voici venue votre chance de souligner ses réalisations. **Vous avez du 1er mars au 30 avril 2007 pour poser sa candidature.** Pour en savoir davantage, composez le 1-888-946-3694 ou visitez notre site au www.eoy.ca.

COMMANDITAIRES NATIONAUX

Global · NATIONAL POST · LA PRESSE · RDI · Roynat CAPITAL · SAP

PARTENAIRE MÉDIA RÉGIONAL

PME

EN COLLABORATION AVEC

Desjardins

Vérification • Fiscalité • Services consultatifs transactionnels

ERNST & YOUNG

© 2007 Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.

La qualité dans tout ce que nous faisons

3468203A

PHOTO QILAI SHEN, BLOOMBERG

Les nouvelles MG ont un double objectif : conquérir les marchés chinois et international.

La MG ressuscite

AGENCE FRANCE-PRESSE

SHANGHAI — Le plus ancien constructeur automobile chinois, Nanjing Auto, a redonné vie hier à MG en sortant ses premiers modèles deux ans après le rachat de la prestigieuse marque britannique.

Le constructeur, fondé en 1947, a commencé à produire des voitures MG dans son usine flambant neuve de Nankin (est), couvrant 300 000 m².

« Nous avons démarré la production des séries MG7 et des voitures de sport MGTF », a déclaré Huang Ting, un responsable du marketing de Nanjing Automobile Group.

La cérémonie de lancement du MGTF, un roadster décapotable, et de la MG7, une berline, a coïncidé avec le 60e anniversaire de l'entreprise.

« Après un an de durs combats, nous possédons finalement notre propre marque internationale avec les nouvelles séries MG qui sortent maintenant des chaînes de production », s'est félicité le directeur de Nanjing Auto, Wang Haoliang.

Si Nanjing Auto a déjà investi 2,82 milliards de yuans (420 millions CAN)), dans les cinq prochaines années, il prévoit encore 550 millions CAN, avec l'objectif d'une production annuelle de 200 000 véhicules, 250 000 moteurs et 100 000 boîtes de vitesses.

En 2005, Nanjing avait racheté les actifs de MG avec pour ambition de capitaliser sur une marque britannique prestigieuse, comme l'ont fait avant lui Ford avec Aston Martin, Volkswagen avec Bentley et BMW avec Mini.

Les MG chinoises entreront en concurrence avec les Roewe du géant automobile Shanghai Automobile Industry Corp's (SAIC), qui viennent du même groupe d'origine, MG Rover.

SAIC avait en effet racheté les droits de production de deux modèles Rover – 75 et 25 – sans jamais pouvoir acquérir le nom et a fondé en octobre dernier sa marque Roewe (« gloire et autorité » en chinois).

Nanjing Automobile Group, qui a créé l'été dernier une filiale américaine, MG Motors North America, prévoit également de démarrer la production aux États-Unis au troisième trimestre 2008.

Nanjing Auto veut également relancer la production dans l'usine britannique de Longbridge, qui était le siège de MG Rover, bien que la majeure partie des machines et équipements aient été envoyés en Chine. Elle compte y fabriquer 15 000 voitures par an pour le marché européen.

« Nankin et Longbridge seront les deux bases de MG », a affirmé Yu Jianwei, président de Nanjing Auto.

« La recherche sera faite surtout en Grande-Bretagne, soutenue par la production de produits à haute-valeur ajoutée, alors que la Chine sera le centre mondial de production, pour à la fois les marchés chinois et international », a-t-il ajouté.

MG, initialement appelée Morris Garage, a vu le jour dans les années 20 et est passé sous la houlette de Rover avant de changer de mains à plusieurs reprises à partir des années 1980 (Honda, BMW). En avril 2005, la firme, basée dans la ville anglaise de Longbridge, déposait le bilan, laissant derrière elle 2,57 milliards US de dettes et 6000 employés licenciés.

Comptables agréés du Québec

2006 : une année record pour le Québec!

506 candidats québécois ont réussi l'EFU avec un taux de réussite global de 83,1 %, le plus haut taux de tous les temps pour les candidats du Québec!

L'Ordre des comptables agréés du Québec félicite ces jeunes pour leur réussite et est fier de les accueillir au sein de son équipe de 17 300 CA dotés d'une expertise financière et d'une capacité de réflexion stratégique supérieures, d'une compréhension des affaires et d'un leadership évidents.

Merci à nos partenaires universitaires pour leur collaboration à cette réussite exceptionnelle.

De gauche à droite :

Jeffrey Cochrane — École de gestion John Molson, Université Concordia, KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L., Montréal

Catherine Giroux — HEC MONTRÉAL, PricewaterhouseCoopers s.r.l./S.E.N.C.R.L., Montréal

David Nayer, CA — Médaille d'or au Québec ex equo, École de gestion John Molson, Université Concordia, Fuller Landau LLP/SENCRL, Montréal

Amélie Dubois — HEC MONTRÉAL, Samson Bélair/Deloitte & Touche, S.E.N.C.R.L., Montréal

Julie Girard — HEC MONTRÉAL, Samson Bélair/Deloitte & Touche, S.E.N.C.R.L., Montréal

Pierre-Luc Cardinal — HEC MONTRÉAL, PricewaterhouseCoopers s.r.l./S.E.N.C.R.L., Montréal

Régine Joyal-Villiard — HEC MONTRÉAL, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L./LLP, Montréal

Jolyann Gill Richard — Université du Québec à Montréal, Samson Bélair/Deloitte & Touche, S.E.N.C.R.L., Montréal

Merci à nos partenaires

Acquisition.biz — Pour acheter ou vendre une entreprise.

Banque Nationale — La première banque au Québec

jobWings — finance comptabilité gestion

Osler — Osler, Hoskin & Harcourt s.e.n.c.r.l./s.r.l.

TD Meloche Monnex — Assurance pour professionnels et diplômés

3464307A

Investissement chinois massif au Tibet

AGENCE FRANCE-PRESSE

PÉKIN — La Chine va investir 13 milliards US d'ici 2010 au Tibet, notamment dans un nouvel aéroport qui sera le plus haut du monde, pour permettre à la région de combler son retard économique et social, a indiqué mardi la presse chinoise.

Au total, 180 projets, concernant les infrastructures, avec notamment un quatrième aéroport civil, l'éducation, la sécurité sociale et la protection de l'environnement, ont été approuvés par le gouvernement central, a expliqué Champa Phuntsok, le président de la Région autonome du Tibet et plus haut responsable politique d'ethnie tibétaine, cité par la presse.

Il a souligné que malgré cinq années consécutives avec une croissance à deux chiffres, supérieure à 12 %, le Tibet reste l'une des régions chinoises les moins développées.

Parmi les objectifs, le gouvernement souhaite relier 80 % des villages tibétains par la route, fournir de l'eau potable à tous les habitants et assurer l'éducation gratuite pour tous les enfants jusqu'au lycée, a précisé Hao Peng, le vice-président de la Région autonome.

Après avoir lancé en juillet au Tibet la ligne de chemin de fer la plus élevée du monde, la Chine prévoit également de construire le quatrième aéroport civil au Tibet, dans le nord à Ngari, qui détrônera celui de Qamdo, également au Tibet, comme le plus élevé du monde, selon le *Quotidien du Peuple*.

Nortel compte sur le sans-fil

BLOOMBERG

Nortel Networks a ajouté Mobile Satellite Ventures à sa liste de clients qui font l'essai d'une nouvelle technologie sans fil haute vitesse, le WiMax, dans une tentative d'augmenter sa clientèle après que d'autres divisions de la compagnie eurent perdu des ventes aux mains de concurrents.

La compagnie est en train d'effectuer des essais en Amérique du Nord, en Europe et Asie, a précisé hier Peter MacKinnon, le directeur général de la division WiMax de Nortel. Nortel a doublé ses investissements dans la technologie WiMax l'an dernier et l'entreprise compte maintenant trois clients commerciaux pour son nouveau produit qui permet aux compagnies de téléphonie sans fil d'offrir des téléchargements de vidéos plus rapides.

Nortel a perdu de l'argent au cours de sept des huit derniers trimestres au moment où des rivaux tels que Cisco Systems augmentaient leur clientèle pour de l'équipement téléphonique pour entreprise et aussi dans le domaine des réseaux. L'an dernier, Nortel a vendu une division de sans fil à Alcatel-Lucent pour aider au financement des dépenses consacrées au WiMax, l'entreprise faisant le pari que la croissance de ses ventes profitera de l'adoption de son nouveau système par les compagnies de téléphonie.

« C'est un grand sursaut d'espoir », lance Jeremy Duke, PDG de Synergy Research Group, à Reno, au Nevada. « Si ce pari rapporte, il rapportera gros parce que c'est un marché totalement vierge », ajoute-t-il.

Hier, le titre de Nortel gagnait 57 cents à 28,61 $ à la Bourse de Toronto. Avant la journée d'hier, il avait chuté de 18 % au cours de la dernière année.

« Nous aurons les résultats de nombreux essais au deuxième trimestre », a indiqué M. MacKinnon avant l'annonce hier, à la CTIA Wireless Conference, à Orlando, en Floride.

Nortel a investi dans WiMax au moment où ses parts de ventes d'équipement téléphonique aux entreprises ont reculé à l'échelle mondiale. Ainsi, Nortel a réalisé 13,3 % des ventes de l'industrie en 2006 comparativement à 13,7 % en 2004, alors que les parts de marché de Cisco ont presque doublé au cours de cette période, selon Synergy.

Les revenus mondiaux des vendeurs d'équipement WiMax ont atteint entre 200 millions US et 230 millions US l'an dernier, d'après Daryl Schoolar, un analyste de In-Stat, de Scottsdale, en Arizona. Les plus importantes compagnies de téléphonie pourraient prendre jusqu'à 10 ans pour adopter la nouvelle technologie, ce qui affecterait la croissance immédiate de Nortel, ajoute-t-il.

La technologie WiMax permet de couvrir des villes entières comparativement à des zones plus petites pour les équipements sans fil traditionnels.

Delta entrevoit un ciel dégagé

PHOTO PAUL J. RICHARDS, AFP

La compagnie aérienne américaine Delta Air Lines a annoncé hier qu'elle prévoyait de réaliser en 2007 un profit avant impôt et charges de restructuration de 816 millions US, comparé à une perte 452 millions en 2006 et indiqué qu'elle sortirait de la faillite le 30 avril. Delta anticipe désormais une reprise de sa cotation au début du mois de mai, selon un document transmis hier aux autorités boursières américaines (SEC). Le troisième transporteur aérien des États-Unis avait jusqu'alors indiqué qu'il prévoyait de sortir du régime de protection contre les faillites (chapitre 11) « début mai ».

ALLEMAGNE

Surprise, le milieu d'affaires reprend confiance

AGENCE FRANCE-PRESSE

FRANCFORT — Le moral des chefs d'entreprise allemands est contre toute attente remonté en mars, appuyant l'hypothèse d'une forte croissance de la première économie de la zone euro au premier trimestre malgré le choc de la TVA à 19 %.

Le baromètre de l'institut de conjoncture allemand Ifo, l'un des principaux indices de confiance avec celui des milieux financiers ZEW, a rebondi en mars à 107,7 points, après 107,0 points en février, a annoncé l'institut hier.

Les analystes interrogés par l'agence de presse financière AFX News misaient sur une baisse, à 106,6 points, après déjà deux replis consécutifs en janvier et février.

« Le léger recul de l'indice au cours des deux premiers mois de l'année, probablement attribuable à l'augmentation de la TVA, ne s'est pas poursuivi », constate le président de l'institut Hans-Werner Sinn, cité dans un communiqué.

La Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a grimpé à 19 % début janvier, contre 16 % auparavant, ce qui a pesé en particulier sur le commerce de détail dans un pays déjà peu enclin à consommer.

« La relance économique est forte et robuste », a estimé M. Sinn.

En mars, l'indice mesurant les attentes sur six mois des entrepreneurs s'est amélioré à 103,2 points (contre 102,6 points un mois plus tôt). Les affaires courantes étaient aussi évaluées de façon plus favorable comme en témoigne un indice en hausse à 112,4 points (contre 111,6 pts). Les économistes avaient misé sur une baisse de ces deux composantes.

Les patrons de l'industrie manufacturière sont sans conteste les plus confiants, souligne Ifo. Dans le bâtiment, il croit déceler en revanche les prémices d'un refroidissement, les entrepreneurs du secteur ayant fait preuve de moins d'optimisme qu'en février pour leurs attentes sur six mois.

Les commerçants de gros sont moins contents de leurs affaires courantes, mais se sont déclarés plus confiants pour l'avenir. Enfin les commerçants de détail était toujours plutôt mécontents de leurs activités présentes, mais nettement moins qu'en février, et ils restent prudemment optimistes dans leurs attentes.

« Le printemps économique de l'Allemagne reste en bonne forme avec une confiance industrielle qui continue à s'épanouir », a commenté David Brown, analyste chez Bear Stearns.

Les exportations, moteur traditionnel de la croissance du pays, demeurent fortes, de même que les investissements industriels, et la demande en main d'oeuvre augmente, énumère-t-il.

Au total, l'Allemagne est bien partie pouer voir sa croissance dépasser 2 % (2,2 % selon M. Brown), comme l'ont déjà prédit récemment deux grands instituts allemands. Le RWI d'Essen (ouest) avait relevé son pronostic à 2,3 %, son homologue IfW de Kiel (Nord) à 2,8 %.

En 2006, la première économie de la zone euro a réalisé sa meilleure performance depuis 2000, avec un taux de 2,7 %.

Le gouvernement mise sur une croissance de 1,7 % mais le ministre des Finances, Peer Steinbrück, a fait savoir récemment qu'une révision à la hausse était hautement probable.

Moscou poursuit son rachat des restes de Ioukos

ASSOCIATED PRESS

MOSCOU — Le gouvernement russe a accru hier son contrôle sur le secteur énergétique avec le rachat par une filiale du groupe d'État Rosneft de l'un des derniers restes du géant pétrolier Ioukos pour un montant en dessous du prix du marché.

Dans le cadre de la vente aux enchères des vestiges du groupe fondé par l'oligarque Mikhaïl Khodorkovski, RN-Razvitiye, filiale du numéro 2 de l'or noir russe, a déboursé 197,8 milliards de roubles (8,8 milliards CAN) pour racheter près de 10 % de ses propres actions détenues par OAO Ioukos. Un montant de près de 10 % inférieur au cours de clôture de lundi.

RN-Razvitiye a raflé la mise lors d'enchères organisées au siège désert de Ioukos, dans le centre de Moscou, en présence de seulement deux acheteurs potentiels. Une filiale du groupe russo-britannique TNK-BP était également sur les rangs. Rosneft, qui a emprunté 22 milliards US auprès de banques étrangères pour cette transaction et d'autres mises en vente des restes de Ioukos, était le grand favori de ces premières enchères destinées à éponger les dettes et arriérés d'impôts de Ioukos.

La prochaine vente devrait permettre à Gazprom de racheter la part de 20 % que détenait Ioukos dans Sibneft, aujourd'hui Gazprom Neft.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

Appel de **qualification**

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Fourniture et l'installation des structures d'acier de l'Atrium

Projet

Nouveau Campus de Longueuil,
Université de Sherbrooke - Projet n° N00061A

Adjoint au propriétaire

CIMA+
2147, de la Province
Longueuil (Québec) J4G 1Y6

Propriétaire

Université de Sherbrooke
2500, boulevard de l'Université
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

Le projet consiste à réaliser le Nouveau Campus de Longueuil, Université de Sherbrooke.

Ce complexe comprend une tour universitaire de seize (16) étages incluant deux (2) basilaires, un oasis et un campus vertical. Il comprend aussi un atrium et un stationnement souterrain de trois (3) étages. Le tout correspond à une superficie de 60 000 mètres carrés bruts. Les structures portantes de la tour universitaire et de l'atrium sont en béton; les structures du toit de la tour universitaire et de l'atrium sont en acier.

Le nouveau bâtiment sera situé à côté de l'édifice du métro de Longueuil à l'angle des rues Saint-Charles et Place Charles-LeMoyne.

Cet appel de qualification vise la fourniture et l'installation des **structures d'acier de l'Atrium** pour le projet du Nouveau Campus de Longueuil, Université de Sherbrooke.

L'entrepreneur sera choisi à la suite d'un processus de sélection comportant deux étapes, soit :

- le présent appel de qualification (sans prix) au terme duquel de trois (3) à sept (7) candidats seront retenus et mis sur une liste;
- cette liste sera jointe aux documents d'appel d'offres (avec prix) du lot n° 2 « Marché principal » et une clause spécifiera que les soumissionnaires devront obligatoirement choisir leur sous-traitant en structure d'acier parmi ceux énumérés sur cette liste.

Les documents d'appel de qualification sont disponibles au bureau de CIMA+, au 2147, de la Province à Longueuil, à partir du 27 mars 2007, de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00, du lundi au vendredi contre un dépôt de cent dollars (100,00 $), comptant ou par chèque certifié, non remboursable. Si ce dépôt est sous forme de chèque, il devra être libellé au nom de l'Université de Sherbrooke.

Toute question relative aux documents d'appel de qualification doit être soumise au plus tard le 13 avril 2007 à 17 h 00, une réponse sera fournie au plus tard le 18 avril à 11 h 00. Veuillez communiquer par écrit avec M. Richard Régimbald, ing., soit par courriel ou télécopieur :

Par courriel : richard.regimbald@cima.ca
Par télécopieur : (450) 646-0805

Les candidatures devront être déposées au bureau de CIMA+ à l'adresse suivante :

CIMA+
2147, de la Province
Longueuil (Québec) J4G 1Y6
À l'attention de :
M. Richard Régimbald, ing., MBA, chargé de projet

La date de réception des candidatures est fixée au **25 avril 2007 à 11 h 00**, heure de Montréal.

Seules seront considérées les candidatures présentées par des entreprises « uniques » (c'est-à-dire que les co-entreprises et les consortiums seront rejetés) ayant leur principale place d'affaires au Québec ou lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord et détenant la licence requise en vertu de la loi sur le bâtiment

D'autre part, le choix des candidats qualifiés pour l'appel d'offres sera fait par le propriétaire selon des critères de sélection préétablis.

Enfin, le propriétaire ne s'engage à accepter aucune des candidatures reçues.

Richard Régimbald, ing., MBA
Chargé de projet
CIMA+

3472668A

www.USherbrooke.ca

Appel de **qualification**

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Marché principal (lot n° 2) du Nouveau Campus de Longueuil

Projet

Nouveau Campus de Longueuil,
Université de Sherbrooke - Projet n° N00061A

Adjoint au propriétaire

CIMA+
2147, de la Province
Longueuil (Québec) J4G 1Y6

Propriétaire

Université de Sherbrooke
2500, boulevard de l'Université
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

Le projet consiste à réaliser le Nouveau Campus de Longueuil, Université de Sherbrooke.

Ce complexe comprend une tour universitaire de seize (16) étages incluant deux (2) basilaires, un oasis et un campus vertical. Il comprend aussi un atrium et un stationnement souterrain de trois (3) étages. Le tout correspond à une superficie de 60 000 mètres carrés bruts. Les structures portantes de la tour universitaire sont en béton; les structures du toit de la tour universitaire et de l'atrium sont en acier.

Le nouveau bâtiment sera situé à côté de l'édifice du métro de Longueuil à l'angle des rues Saint-Charles et Place Charles-Le Moyne.

Les travaux du lot n° 1 qui comprennent les excavations, le remblayage et la construction en béton des trois (3) étages de stationnement seront terminés lors du début des travaux du lot n° 2.

Cet appel de qualification vise la réalisation des travaux du lot n° 2 du projet du Nouveau Campus de Longueuil de l'Université de Sherbrooke; le lot n° 2 comprend, sans s'y limiter, tous les travaux nécessaires pour compléter la construction de la tour universitaire incluant les deux basilaires, l'atrium et la finition des stationnements.

L'entrepreneur sera choisi à la suite d'un processus de sélection comportant deux étapes, soit :

- le présent appel de qualification (sans prix) au terme duquel de trois (3) à sept (7) candidats seront retenus et invités à participer à l'appel d'offres;
- l'appel d'offres (avec prix) auprès des candidats qualifiés exclusivement, lors du présent appel de qualification, au terme duquel l'entrepreneur sera retenu pour réaliser les travaux précités.

Les documents d'appel de qualification sont disponibles au bureau de CIMA+, au 2147, de la Province à Longueuil, à partir du 27 mars 2007, de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00, du lundi au vendredi contre un dépôt de deux cent dollars (200,00 $), comptant ou par chèque certifié, non remboursable. Si ce dépôt est sous forme de chèque, il devra être libellé au nom de l'Université de Sherbrooke.

Toute question relative aux documents d'appel de qualification doit être soumise au plus tard le 20 avril 2007 à 11 h 00, une réponse sera fournie au plus tard le 25 avril 2007 à 11 h 00. Veuillez communiquer par écrit avec M. Richard Régimbald, ing., soit par courriel ou télécopieur :

Par courriel : richard.regimbald@cima.ca
Par télécopieur : (450) 646-0805

Les candidatures devront être déposées au bureau de CIMA+ à l'adresse suivante :

CIMA+
2147, de la Province
Longueuil (Québec) J4G 1Y6
À l'attention de :
Richard Régimbald, ing., MBA, chargé de projet

La date de réception des candidatures est fixée au **2 mai 2007 à 11 h 00,** heure de Montréal.

Seules seront considérées les candidatures présentées par des entreprises « uniques » (c'est-à-dire que les co-entreprises et les consortiums seront rejetés) ayant leur principale place d'affaires au Québec ou lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord et détenant les licences requises en vertu de la loi sur le bâtiment

D'autre part, le choix des candidats qualifiés en vue de l'appel d'offres (avec prix) sera fait par le propriétaire selon des critères de sélection préétablis.

Enfin, le propriétaire ne s'engage à accepter aucune des candidatures reçues.

Richard Régimbald, ing., MBA
Chargé de projet
CIMA+

3472667A

www.USherbrooke.ca

LA PRESSE AFFAIRES

Selon les avocats de Conrad Bblack

Les paiements de non-concurrence étaient légaux

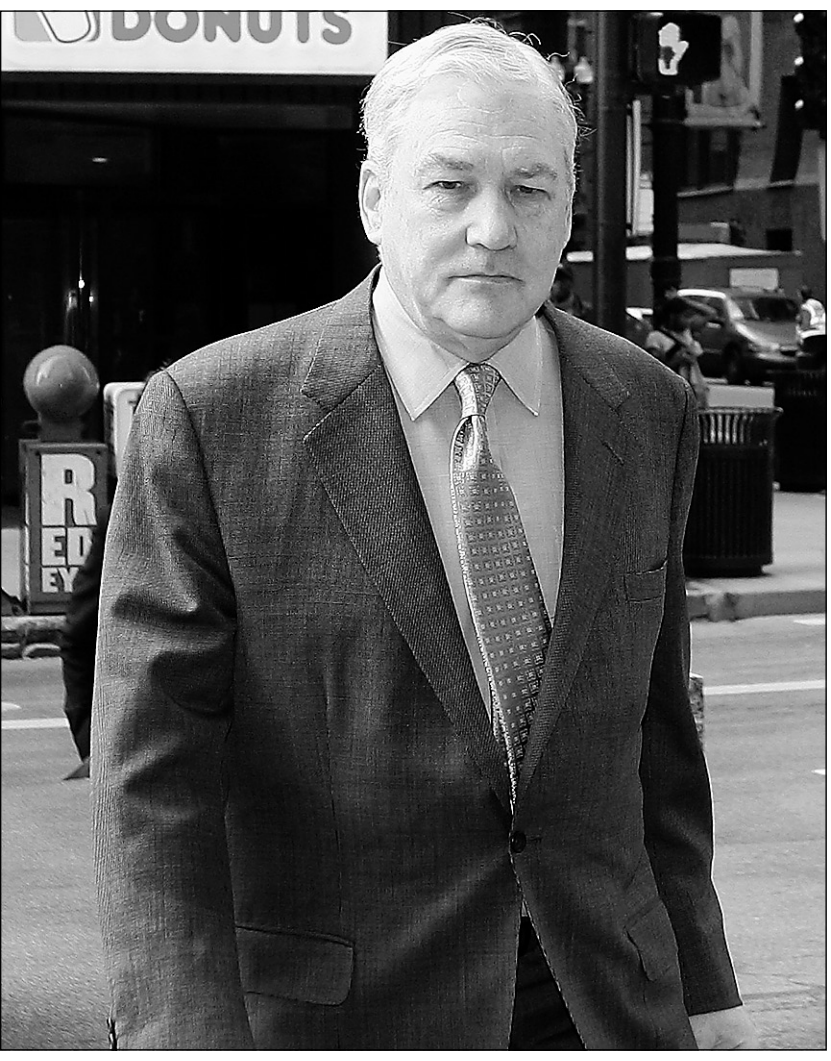


PHOTO TIM BOYLE, BLOOMBERG

Conrad Black et ses coaccusés sont accusés d'avoir empoché illégalement 60 millions versés en paiement de non-concurrence.

PRESSE CANADIENNE

CHICAGO — Tous les paiements de non-concurrence au coeur des accusations de fraude qui pèsent sur Conrad Black étaient légaux et avaient été approuvés par des avocats et des vérificateurs externes, a déclaré, hier, l'avocat d'un des coaccusés de l'ancien baron de la presse.

Lors de son contre-interrogatoire de Thomas Henson, un avocat américain qui a aidé une entreprise médiatique américaine à acquérir des journaux de l'ancien empire Hollinger International, Me Michael Schwartz a affirmé que son client, Mark Kipnis, a consigné de façon correcte les transactions avant de les soumettre pour approbation.

Kipnis est un ancien haut dirigeant de Hollinger International.

L'arrangement de non-concurrence final démontre clairement que Hollinger International et Hollinger Inc. – une entreprise torontoise qui contrôlait Hollinger International et dans laquelle Black détenait une participation de 35 % – étaient toutes les deux d'accord avec les conditions de l'entente, a dit Me Schwartz.

L'entente stipulait de plus que Hollinger International déciderait de la répartition des fonds. Dans la première de deux ententes, 38 millions devaient être versés à Hollinger International et 12 millions à Hollinger Inc.

Me Henson, qui a signé l'entente au nom de Community Newspaper Holdings de l'Alabama, a précisé que l'entente finale aurait été examinée par des vérificateurs.

« Les transactions doivent être inscrites aux livres, et les vérificateurs doivent être d'accord avec la manière dont elles le sont », a-t-il précisé.

Black et ses coaccusés – Kipnis, Jack Boultbee et Peter Atkinson – sont accusés d'avoir empoché illégalement les 60 millions versés en paiement de non-concurrence. Si on ajoute à cette somme les dépenses personnelles qui auraient été refilées par Black à la compagnie, le montant total de la fraude présumée gonfle à 80 millions.

L'avocat de Black, Ed Genson, a rappelé aux jurés que c'est David Radler, le lieutenant de Black, qui a négocié ces contrats, et non Black lui-même. Me Henson a dit avoir rencontré Radler une seule fois, avant de révéler n'avoir jamais parlé à Black.

Radler a déjà reconnu sa culpabilité en échange d'une peine de prison réduite, d'une amende de 250 000 $US et de son témoignage contre son ancien patron.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS - ENCANS

Hydro Québec

3439101A

APPELS DE SOUMISSIONS

Les entrepreneurs et les fournisseurs peuvent obtenir de l'information sur les appels de soumissions ouverts et le résultat d'ouverture des plis d'Hydro-Québec en visitant le site Internet de l'entreprise :
www.hydro-quebec.com/soumissionnez
ou en composant un des numéros de téléphone suivants :
Montréal et environs : (514) 840-4903
Extérieur : 1 800 324-1759

3468032

Quand l'école de Jasmina participe au Carême de partage,

3 000 enfants travailleurs du Pérou s'organisent et revendiquent de meilleures conditions de vie.

Développement et Paix
1-888-234-8533
www.devp.org

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

ASSOCIATION DES MBA DU QUÉBEC
ENTRE GENS DE DÉCISION

Les déjeuners-rencontres
FASKEN MARTINEAU
de l'Association des MBA du Québec

M. Louis Vachon
Chef de l'exploitation
Banque Nationale du Canada

La gestion du risque de marché: levier du développement des affaires

Le mercredi 18 avril 2007 à 11h45
Hôtel Omni Mont-Royal, Salon Les Saisons

Membre régulier: 45 $
Membre étudiant: 35 $
Membre retraité: 35 $
Non-membre: 75 $
Table de 8 personnes: 495 $
(taxes non comprises)

VISA, MasterCard, American Express et chèque acceptés.
Seules les annulations reçues au moins 48 heures à l'avance seront acceptées.

Pour réservation: (514) 282-3810 poste 2003 - Internet: ambaq.com

3470101A

Nos commanditaires Bell, Banque Nationale, La Presse, Raymond Chabot Grant Thornton

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
APPEL D'OFFRES

L'Université du Québec à Montréal, maître d'ouvrage, demande des soumissions à prix forfaitaire pour:
Projet : Relocalisation de l'École supérieure de mode de Montréal au pavillon SU.
Architecte : Tétreault Parent Languedoc/ Saia et Barbarese architectes.
Ingénieur en mécanique électricité : Bouthillette Parizeau et associés.
Les plans et autres documents contractuels pourront être obtenus contre un dépôt non remboursable de soixante-quinze dollars (**75 $**) en argent ou en chèque émis à l'ordre de l'Université du Québec à Montréal, sur réservation téléphonique au 514-866-2085, à compter de 14 h, le mercredi 28 mars 2007, aux bureaux de TPL/SBA, 339, rue St-Paul Est, 3e étage, Montréal.
Les soumissions seront reçues à l'Université du Québec à Montréal au 400, Ste-Catherine Est, local A-R720, à Montréal, jusqu'au 20 avril 2007 à 14 h pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure. L'Université du Québec à Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni quelqu'autre des soumissions reçues.

3472589

CASILOC inc.

APPELS D'OFFRES

LOT 3.01 – TOITURE DE PVC
LOT 3.02 – SYSTÈME INTÉRIEUR POUR MURS EXTÉRIEURS
LOT 3.05 – MAÇONNERIE DE BLOCS
LOT 3.07 – MÉTAUX OUVRÉS EXTÉRIEURS
LOT 3.12 – TOITURE ÉLASTOMÈRE
LOT 4.02 – VENTILATION/ CLIMATISATION
LOT 4.03 – GICLEURS
LOT 5.03 – PORTES/CADRES/ QUINCAILLERIE

Projet de construction
SALON DE JEUX DE QUÉBEC

Les entrepreneurs peuvent obtenir de l'information sur les appels d'offres en visitant le site Internet de l'entreprise :
www.casiloc.com

3471961A 3471962

AÉROPORTS DE MONTRÉAL

APPEL D'OFFRES

3D-5321-7-419

Gestion, exploitation et entretien des parcs de stationnement à l'Aéroport international Pierre-Eliott-Trudeau de Montréal

Les soumissionnaires peuvent obtenir plus d'informations sur cet appel d'offres en visitant le site Internet d'ADM :

L'obtention des documents d'appel d'offres est conditionnelle à la signature d'une entente de confidentialité par un représentant dûment autorisé à signer telle entente avant l'obtention des documents.

3472591A ***www.admtl.com***

HÔPITAL LOUIS-H. LAFONTAINE

APPEL D'OFFRES

PROJET RÉSIDENCE L'HORIZON – LOCATION D'IMMEUBLE #2007-CS-895-I

L'Hôpital Louis-H. Lafontaine désire louer un immeuble ou une partie d'immeuble aux fins de placements de 18 usagers en plus des locaux pour nos employés. Cette ressource sera occupée par des personnes ayant des problèmes de santé mentale. L'espace respectera les critères suivants :

La superficie principale est d'environ 701 mètres carrés (7542 pi²) avec disponibilité d'espace supplémentaire. De plus, nous exigeons deux cuisines dont une équipée de tous les appareils électroménagers commerciaux et l'autre de tous les appareils électroménagers résidentiels dont nous avons besoin pour rendre les cuisines opérationnelles pour 18 usagers et les employés. Vous trouverez la liste dans le document d'appel d'offres.

Le bâtiment doit être situé dans l'un des périmètres suivants :
- À l'Est d'Iberville et de St-Laurent
- Au Sud de Notre-Dame et au Nord-Est de Gouin (P.A.T.)

et devra être à proximité des services courants, tels que transports en commun, église, institutions bancaires, magasins, dépanneurs et emplacements communautaires tels que parcs, etc.

- La durée du bail sera de dix (10) ans avec une option de cinq (5) ans.
- Le local ainsi que les aménagements demandés devront être livrés au plus tard le **9 octobre 2007**.
- Le bâtiment devra être conforme aux normes de la ville de Montréal et les systèmes de sécurité et d'urgence en conformité avec les lois et règlements en vigueur notamment l'article 3.1.2.5 du CNB dernière édition.
- Le propriétaire devra faire les démarches pour que la clientèle soit acceptée dans le milieu.
- Le local doit être accessible aux personnes handicapées.
- Le site devra être accessible et sécuritaire pour les usagers et les intervenants.
- Prévoir un espace de stationnement de cinq (5) places appropriées pour nos employés.

Le document d'appel d'offres pourra être obtenu, à partir du 28 mars 2007, durant les heures normales d'ouverture (de 8h00 à 16h00), au service de l'approvisionnement de l'Hôpital Louis-H. Lafontaine, situé au 2e étage du pavillon Bourget, porte B.2312 au 7401, rue Hochelaga à Montréal (Québec), (514) 251-4000, poste : 4011, contre un dépôt non remboursable de cinquante dollars (50.00 $), sous forme de chèque à l'ordre de l'Hôpital Louis-H. Lafontaine ou en argent comptant.

Les soumissions (**l'original et deux copies**) seront reçues au service de l'approvisionnement de l'Hôpital, **au plus tard le 26 avril 2007 à 10h00** (heure locale en vigueur) pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Une séance d'information se tiendra le 4 avril 2007 à 14h00 (heure locale). Veuillez vous présenter au service de l'approvisionnement au 2e étage du pavillon Bourget, porte : B.2312.

Les propositions doivent être valides pour 90 jours à compter de la date d'ouverture des propositions. La proposition présentée devra être conforme aux règlements de zonage en vigueur le jour de l'ouverture des propositions. De plus, le bâtiment devra répondre aux normes du code de bâtiment.

Les soumissions devront être accompagnées soit d'un cautionnement de soumission établi à 10 % de la soumission valide pour une période de 90 jours de la date d'ouverture des soumissions, soit d'un chèque certifié de 5 % du montant de la soumission fait à l'ordre de l'Hôpital, soit d'obligations conventionnelles au porteur émises ou garanties par les gouvernements du Québec ou du Canada dont la valeur minimale est de 5 % du montant de la soumission.

Il est entendu que les plans soumis devront être approuvés et signés par nos architectes et ingénieurs.

L'Hôpital Louis-H. Lafontaine ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune autre des propositions présentées.

Louise Chartrand
Chef du Service de l'approvisionnement

3472560A

CASILOC inc.

APPEL D'OFFRES

LOT 10 - BÉTONNAGE ET FINITION DE DALLE SUR SOL/DALLES SUR PONTAGE

Projet de construction
SALON DE JEUX TROIS-RIVIÈRES

Les entrepreneurs peuvent obtenir de l'information sur l'appel d'offres en visitant le site Internet de l'entreprise :
www.casiloc.com

3472554A

CÉGEP RÉGIONAL de LANAUDIÈRE

APPEL D'OFFRES

PROJET : **Service d'entretien sanitaire au Cégep régional de Lanaudière - (2007-10) - 0607146066**

DONNEUR D'OUVRAGE :
CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE
781, rue Notre-Dame
Repentigny (Québec) J5Y 1B4
Chargé de projet : M. André Perreault
Coordonnateur R.M.I.
Téléphone : (450) 470-0911, poste 7206
Télécopieur : (450) 581-2217

3472430A

LE CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE, Donneur d'ouvrage, demande des soumissions pour le projet ci-haut mentionné. Les plans, devis, documents contractuels et autres renseignements pourront être consultés au bureau du **COORDONNATEUR DES RESSOURCES MATÉRIELLES ET IMMOBILIÈRES DU CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE**, situé au 781, rue Notre-Dame, à Repentigny, au local 280B, à compter du **30 mars 2007**, à **9 h 00**, ou obtenus contre un montant non remboursable de cent dollars (100,00 $) en argent ou chèque visé fait au nom du Donneur d'ouvrage.

Les soumissions (l'original), dans des enveloppes cachetées et adressées au soussigné, seront reçues au bureau du **COORDONNATEUR DES RESSOURCES MATÉRIELLES ET IMMOBILIÈRES DU CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE**, situé au 781, rue Notre-Dame, à Repentigny (Québec) jusqu'à **quatorze heures (14 h)**, heure en vigueur localement, le **lundi vingt-troisième jour du mois d'avril 2007 (23 avril 2007)**, pour être ouvertes publiquement le même jour à 14h05 à la salle du CA (254)

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque visé égal à 10 % de la valeur de la soumission, à l'ordre du Donneur d'ouvrage, **LE CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE**, ou d'un cautionnement de soumission donné par une institution financière légalement habilitée à se porter caution, établi au même montant, valide pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours de la date d'ouverture des soumissions.

Une visite obligatoire des lieux et une séance d'information sont organisées le jeudi 12 avril 2007 à 8h30. Le lieu de rencontre pour effectuer la visite sera au 781, rue Notre Dame à Repentigny. Par la suite les lieux visités seront Terrebonne, L'Assomption et Joliette. Prévoir la journée complète pour la visite, celle-ci se terminant après 18h00.

Seules seront considérées aux fins d'octroi du contrat les soumissions présentées par des entrepreneurs ayant un établissement au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord.

Le Donneur d'ouvrage ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues.

Le Donneur d'ouvrage se réserve le droit d'adjuger l'appel d'offres en tout ou en partie.

REMARQUE :
Aucune copie des plans, devis et documents contractuels ne sera expédiée ni par la poste ni par aucun autre moyen que ce soit.

Repentigny, le 26 mars 2007

René Parent
Directeur du service des ressources matérielles et immobilières

CNRC·NRC
*De la **découverte** à l'**innovation**...*

Entente de parité salariale

Nous sommes heureux d'annoncer que le Conseil national de recherches Canada (CNRC) et l'Association des employés du Conseil de recherches (AECR) sont parvenus à un règlement sur la question de la parité salariale touchant les employés des groupes Commis aux écritures et aux règlements (CR), Secrétariat, sténographie et dactylographie (ST) ou soutien administratif (AD). Les employés actuels du CNRC qui sont admissibles au paiement le recevront automatiquement. Les anciens employés devront contacter le CNRC pour s'assurer de le recevoir.

Un employé admissible est défini comme étant un employé du CNRC classifié comme un AD, CR ou ST au cours de la période allant du **1er avril 1989 au 31 mars 1999** (période de rétroactivité) et qui recevait un salaire, une allocation (allocation de maternité, allocation parentale), des prestations d'invalidité ou des indemnités d'accident du travail.

Dans le cas des anciens employés du CNRC (ceux qui ont démissionné ou pris leur retraite), le CNRC leur fera parvenir un avis de règlement et un accusé de réception à la dernière adresse connue, au plus tard le **1er décembre 2006**. Ces employés doivent retourner cet accusé de réception (qui indiquera au CNRC que l'adresse et l'information pour communiquer avec eux sont exactes) au plus tard le **31 octobre 2007**.

Les employés admissibles qui ne travaillent pas actuellement pour le CNRC doivent fournir par écrit leur adresse postale actuelle au plus tard le 31 octobre 2007. **La date limite du cachet de la poste pour l'envoi des renseignements écrits est le 31 octobre 2007. Ces renseignements doivent être acheminés comme suit:**

Gestionnaire, Rémunération et avantages sociaux
CNRC
1200, chemin Montréal, Immeuble M-58
Pièce W-125
Ottawa (Ontario)
K1A 0R6

ou par télécopieur :
a/s Gestionnaire, Rémunération et avantages sociaux
613-954-1471

ou par courriel :
compensation@nrc-cnrc.gc.ca

Pour de plus amples informations veuillez consulter le site web suivant :
http://hr-rh.nrc-cnrc.gc.ca/careers/career_main.nsf/pagef/emprel.html

3472858A Conseil national de recherches Canada / National Research Council Canada — Canada

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

	IQ 30	FERMETURE ($)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M $)	52 SEMAINES HAUT	BAS	DIV. ANN.
Abitibi-Consolidated (*A*)		3,23	-0,03	-0,92	23 244	8,03	1 422	5,13	2,53	0,00
ACE Aviation (*ACE.B*)	✔	30,98	0,10	0,32	1 124	20,14	3 194	32,46	17,80	0,00
Addenda Capital (*ADV*)		25,01	-0,24	-0,95	234	6,84	295	29,50	22,16	1,32
▲ Aeterna (*AEZ*)		4,39	0,05	1,15	3 392	-6,99	233	6,00	2,98	0,00
Air Canada (*AC.B*)		17,09	0,04	0,24	772	-3,01	1 709	21,05	15,63	0,00
▼ Alcan (*AL*)	✔	61,34	-0,71	-1,14	10 001	8,03	22 498	64,99	41,78	0,80
Alimentation Couche-Tard (*ATD.B*)	✔	24,00	0,15	0,63	10 081	-5,33	4 879	28,42	22,25	0,12
Astral Media (*ACM.A*)		40,67	-0,23	-0,56	2 898	1,85	2 149	47,72	33,12	0,40
Axcan Pharma (*AXP*)		19,10	-0,13	-0,68	790	15,20	875	19,58	13,01	0,00
Banque de Montréal (*BMO*)	✔	71,86	-0,27	-0,37	7 248	4,15	35 990	72,54	58,58	2,72
Banque Laurentienne (*LB*)	✔	**33,95**	**-0,04**	**-0,12**	**853**	**12,23**	**802**	**34,09**	**28,01**	**1,16**
Banque Nationale (*NA*)	✔	63,57	-0,06	-0,09	5 488	-3,45	10 334	66,80	55,89	2,16
Banque Royale (*RY*)	✔	58,47	-0,17	-0,29	18 090	5,35	74 648	58,96	43,52	1,84
BCE (*BCE*)	✔	30,07	-0,02	-0,07	16 264	-4,24	24 286	34,25	25,32	1,46
Bombardier (*BBD.B*)		4,61	0,03	0,66	64 040	16,71	8 082	4,87	2,68	0,00
CAE (*CAE*)	✔	13,15	-0,05	-0,38	11 339	22,33	3 305	13,26	8,09	0,04
Cascades (*CAS*)	✔	11,93	0,05	0,42	932	-9,83	1 187	15,80	10,51	0,16
▼ CN (*CNR*)	✔	52,32	-0,93	-1,75	7 565	4,49	26 794	55,55	44,43	0,84
▲ Cogeco (*CGO*)		38,00	0,75	2,01	56	29,87	629	41,00	19,30	0,28
Corporation Financière Power (*PWF*)	✔	39,49	0,00	0,00	2 833	4,78	27 833	41,03	30,20	1,07
▼ Domtar (*UFS*)	✔	10,65	-0,20	-1,84	5 704	8,12	4 686	11,55	6,24	0,00
Emergis (*EME*)		6,05	-0,05	-0,82	1 433	14,58	542	6,23	3,70	0,00
▼ Garda (*GW*)		19,51	-0,58	-2,89	1 592	-10,67	600	27,50	17,63	0,00
Groupe CGI (*GIB.A*)	✔	10,14	0,09	0,90	8 438	24,72	3 341	10,40	6,50	0,00
Groupe Canam (*CAM*)		10,31	0,04	0,39	401	11,34	506	11,66	8,15	0,16

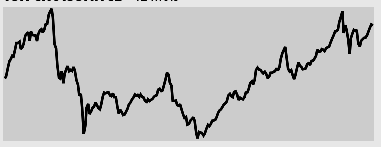
	IQ 30	FERMETURE ($)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M $)	52 SEMAINES HAUT	BAS	DIV. ANN.
Groupe Pages Jaunes (*YLO.UN*)		13,73	0,03	0,22	19 534	6,68	7 072	16,51	11,55	1,09
▼ Groupe SNC-Lavalin (*SNC*)	✔	33,28	-0,54	-1,60	7 208	5,75	5 025	37,78	26,00	0,36
Groupe TVA (*TVA.B*)		14,50	0,00	0,00	5	-2,69	392	17,50	13,96	0,20
Labopharm (*DDS*)		6,75	-0,06	-0,88	597	-1,03	383	10,95	5,40	0,00
Le Groupe Jean Coutu (*PJC.A*)	✔	14,60	0,05	0,34	2 442	6,18	3 821	16,20	9,91	0,12
Les Industries Dorel (*DII.B*)		**37,40**	**0,70**	**1,91**	**1 503**	**18,58**	**1 230**	**37,84**	**22,64**	**0,50**
Les Vêtements de sport Gildan (*GIL*)	✔	**67,03**	**1,21**	**1,84**	**1 698**	**23,01**	**4 031**	**67,61**	**42,26**	**0,00**
L'Industrielle-Alliance (*IAG*)	✔	35,42	-0,25	-0,70	1 399	-1,99	2 831	37,44	29,52	0,72
Mega Brands (*MB*)	✔	26,31	-0,24	-0,90	1 029	0,61	859	27,70	20,25	0,00
Metro (*MRU.A*)	✔	37,00	0,29	0,79	2 290	-2,48	4 269	40,83	29,15	0,46
Molson Coors (*TAP.B*)	✔	107,50	-0,60	-0,56	2	20,77	9 549	108,89	71,00	1,28
▲ Neurochem (*NRM*)	✔	17,80	0,53	3,07	3 364	-28,83	690	29,99	10,40	0,00
▲ Nortel (*NT*)		28,61	0,57	2,03	19 310	-8,54	12 408	37,35	21,40	0,00
Novelis (*NVL*)		50,90	-0,35	-0,68	545	56,18	3 801	51,81	20,60	0,00
Power Corporation (*POW*)	✔	37,28	-0,22	-0,59	2 681	5,64	16 830	39,48	28,25	0,79
Quebecor (*QBR.B*)	✔	39,92	-0,08	-0,20	870	11,29	2 624	41,49	23,76	0,20
▼ Quebecor World (*IQW*)	✔	14,41	-0,18	-1,23	1 785	6,74	1 898	17,25	10,67	0,00
▼ Reitmans (*RET.A*)		21,16	-0,49	-2,26	818	-4,64	1 514	24,02	17,00	0,64
▼ Rona (*RON*)	✔	23,32	-0,42	-1,77	4 674	11,05	2 680	24,73	19,90	0,00
▲ Saputo (*SAP*)	✔	45,28	0,73	1,64	3 591	22,51	4 673	46,19	32,05	0,80
▼ Tembec (*TBC*)		1,72	-0,04	-2,27	6 146	0,00	147	3,15	1,09	0,00
▼ Transat AT (*TRZ.B*)		35,44	-0,56	-1,56	420	11,48	1 212	37,19	21,55	0,36
▼ Transcontinental (*TCL.A*)	✔	21,20	-0,29	-1,35	956	1,78	1 803	22,90	17,75	0,28
Uni-Select (*UNS*)		31,25	0,15	0,48	104	7,83	616	35,00	28,08	0,43
Van Houtte (*VH*)		**24,88**	**-0,25**	**-1,00**	**190**	**42,82**	**531**	**25,17**	**16,00**	**0,32**

▲▼ › Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / **Caractères gras** › Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / **IQ 30** › Le crochet (✔) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de *La Presse Affaires*. / **M$** › Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

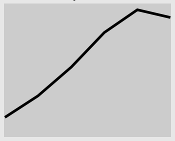
TSX CROISSANCE

Les entreprises québécoises au TSX Croissance

TSX CROISSANCE › 12 mois



› 5 derniers jours



FERMETURE 3 168,23 | VAR. 1 AN 14,35 % | VAR. 1 JOUR -0,21 %
52 SEMAINES HAUT 3 309,90 BAS 2 291,43

	FERMETURE ($)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME	VAR. CETTE ANNÉE (%)
AAER (*AAE*)	0,38	0,02	4,11	27 500	11,77
Abcourt Mines-B (*ABI*)	0,66	-0,03	-4,35	27 000	-4,35
Abitex Resources (*ABE*)	0,29	-0,01	-3,33	10 000	-6,45
Advitech (*AVI*)	0,11	-0,01	-8,70	34 000	-12,50
Affinor Resources (*AFI*)	0,19	-0,02	-7,50	1 233	-28,85
Afri-Can Marine Minerals (*AFA*)	0,19	0,01	2,70	480 500	58,33
Aldeavision Solutions (*AVS*)	0,16	0,00	0,00	0	-36,00
Alert B&C (*ACB*)	0,27	-0,03	-10,00	57 500	68,75
Appalaches Resources (*APP*)	0,23	0,02	9,52	1 944 802	100,00
Aptilon (*APZ*)	0,40	0,00	0,00	132 500	60,00
Augyva (*AUV*)	0,63	0,09	16,67	47 000	21,15
Azimut Exploration (*AZM*)	4,80	0,02	0,42	29 500	-2,24
Bell Canada International (*BI/H*)	0,98	0,00	0,00	3 588	55,56
Biophage Pharma (*BUG*)	0,12	0,00	0,00	20 000	-23,33
Bioxel Pharma (*BIP*)	0,32	0,05	18,52	45 500	-5,88
Blue Note Mining (*BN*)	0,48	-0,01	-1,03	388 903	-1,03
Branchez-Vous (*BZV*)	0,63	0,03	5,00	17 000	200,00
C2C (*CCN*)	0,78	0,00	0,00	0	59,18
C02 Solution (*CST*)	0,60	0,00	0,00	54 500	81,82
Cadiscor Resources (*CAO*)	0,87	-0,03	-3,33	55 061	12,99
Canadian Royalties (*CZZ*)	3,46	0,17	5,17	239 600	37,85
Clemex Tech- A (*CXG/A*)	0,21	0,01	2,44	65 000	13,51
Conporec (*CNP*)	0,27	0,04	17,39	67 000	17,39
CPL Technologies (*CCY*)	0,11	0,00	0,00	1 000	-21,43
D'Arianne Resources (*DAR*)	0,17	0,01	6,45	140 000	-8,33
D-Box Technologies (*DBO/A*)	0,65	0,05	8,33	88 925	30,00
Deq Systems (*DEQ*)	0,65	0,03	4,84	53 000	3,18
Dia Bras Exploration (*DIB*)	1,12	0,04	3,70	900 400	-5,88
Diagnos (*ADK*)	0,28	-0,01	-3,45	60 500	19,15
Dianor Resources (*DOR*)	0,83	0,03	3,75	1 091 377	16,90
Dios Exploration (*DOS*)	0,78	0,01	1,30	359 768	73,33
Ditem Explorations (*DIT*)	2,21	0,06	2,79	246 556	220,29
Dynasty Gaming (*DNY*)	0,78	-0,02	-2,50	90 000	-15,22
Ecu Silver Mining (*ECU*)	2,57	-0,02	-0,77	244 730	-25,72
Exeltech Aerospace (*XLT*)	0,35	0,01	1,45	60 000	84,21
Exploration Orbite Vspa (*ORT/A*)	0,19	0,01	5,71	420 500	85,00
Fieldex Exploration (*FLX*)	0,60	0,04	7,14	96 880	66,67
Forest Gate Resources (*FGT*)	0,15	0,01	7,14	202 700	-18,92
Fortsum Business Solutions (*FRT*)	0,59	-0,05	-7,81	6 500	-9,23
Freewest Resources Canada (*FWR*)	0,17	0,00	0,00	378 850	-8,11
Frv Media-Cl A (*FRV*)	0,13	-0,02	-10,71	2 000	-19,36
Gastem (*GMR*)	0,80	-0,03	-3,61	116 024	128,57
Gold Hawk Resources (*CGK*)	0,60	0,05	9,09	161 141	9,09
Golden Goose Resources (*GGR*)	0,68	-0,07	-9,33	39 125	41,67
Golden Tag Resources (*GOG*)	0,55	0,05	10,00	274 500	-8,33
Golden Valley Mines (*GZZ*)	0,50	-0,02	-2,94	216 000	-1,00
H20 Innovation 2000 (*HEO*)	1,59	-0,01	-0,63	17 400	32,50
HLT Énergies (*HES*)	0,17	0,00	0,00	0	-8,33
Hinterland Metals (*HMI*)	0,22	-0,01	-2,27	175 000	72,00
Imaflex (*IFX/A*)	0,52	0,01	1,96	11 500	-46,94
Isacsoft-A (*ISF*)	0,39	0,02	5,41	2 635	-4,88
Junex (*JNX*)	1,12	0,12	12,00	5 634	9,80
Kolombo Technologies (*KOL*)	0,68	-0,02	-2,86	16 000	36,00
Lounor Exploration (*LO*)	0,20	0,02	8,11	100 500	0,00
Louvem Mines (*LOV*)	0,33	0,00	0,00	0	50,00
Lyrtech Cl A (*LYT*)	0,10	0,00	0,00	46 050	-24,00
Matamec Explorations (*MAT*)	0,24	0,00	0,00	193 500	42,42
Medicago (*MDG*)	0,60	0,00	0,00	0	-40,00
Medical Intelligence Technol (*MIZ*)	0,71	0,01	1,43	81 500	-18,39
Melkior Resources (*MKR*)	0,48	0,00	0,00	386 400	220,00
Metanor Resources (*MTO*)	0,99	-0,03	-2,94	259 095	50,00
Metco Resources (*MKO*)	0,12	-0,01	-4,00	87 334	0,00
Mistral Pharma (*MIP*)	0,07	0,00	0,00	330 500	75,00
Mty Food Group (*MTY*)	8,00	-0,08	-0,99	7 890	25,00
Murgor Resources (*MUG*)	0,38	0,01	2,70	487 585	46,15
Namex Exploration (*NME*)	0,38	-0,03	-7,32	5 000	-15,56
Neptune Tech&Bioressources (*NTB*)	6,35	0,00	0,00	572 565	44,65
Normabec Mining Res (*NMB*)	0,55	-0,07	-11,29	456 500	66,67
Noveko International (*EKO*)	1,23	0,01	0,82	44 800	5,13
Nstein Technologies (*EIN*)	0,83	0,03	3,75	19 950	25,76
Nti Newmerical (*CFD*)	0,08	0,00	0,00	25 000	-11,77
Odesia Group (*ODS*)	0,44	0,00	0,00	0	4,76
Omnitech Consultant Group (*GCO*)	0,06	0,01	22,22	30 000	-15,39
Orex Exploration (*OX*)	0,15	0,00	0,00	21 500	-23,08
Orthosoft (*OSH*)	0,70	0,02	2,94	7 900	-6,67
Osisko Exploration (*OSK*)	9,74	-0,26	-2,60	999 655	-12,01
Palmarejo Silver And Gold (*PJO*)	9,15	0,15	1,67	4 050	5,29
Perlite Canada (*PCI*)	0,31	0,00	0,00	0	-3,13
Pershimco Resources (*PRO*)	0,72	-0,03	-4,00	50 000	22,03
Petrolia (*PEA*)	0,47	-0,02	-3,13	6 000	-12,26
Plexmar Resources (*PLE*)	0,45	0,01	1,14	964 232	-21,93
Power Tech (*PWB*)	0,62	0,04	6,90	5 000	6,90
Pro-Or Mining Resources (*POI*)	0,79	0,05	6,76	24 100	11,27
Puma Exploration (*PUM*)	0,48	-0,02	-4,00	33 500	95,92
Radisson Mining Resources (*RDS*)	0,22	0,01	2,38	19 250	19,44
Ranaz (*RNZ*)	1,89	0,04	2,16	5 000	170,00
Raymor Industries (*RAR*)	1,19	-0,01	-0,83	126 875	-4,03
Redex (*RDX*)	0,40	0,00	0,00	0	0,00
Ressources Majescor (*MAJ*)	0,31	0,02	5,17	821 000	110,35
Robex Ressources (*RBX*)	0,25	0,00	0,00	118 000	28,21
Rocmec Mining (*RMI*)	0,26	0,01	4,08	80 147	15,91
Roctest (*RTT*)	1,55	-0,01	-0,64	400	0,00
RPM Tech (*RP*)	0,89	0,00	0,00	0	-6,32
Searchgold Resources (*RSG*)	0,29	-0,02	-6,45	920 300	123,08
Section Rouge Media (*SRO*)	0,19	-0,01	-5,00	9 750	-5,00
Sensio Technologies (*SIO*)	0,37	-0,02	-5,13	15 000	-28,85
Sirios Resources (*SOI*)	0,40	0,02	5,26	230 000	-9,09
Sonomax Hearing Healthcare (*SHH*)	0,38	-0,02	-3,85	744 107	87,50
Sonomed (*SNM/H*)	0,11	0,00	0,00	0	4,76
South-Malartic Exploration (*MSU*)	0,22	0,00	0,00	90 500	0,00
Sportscene Group (*SPS/A*)	15,64	0,00	0,00	0	-2,25
Strateco Resources (*RSC*)	3,15	0,02	0,64	415 283	23,53
Syscan International (*SYA*)	0,18	-0,03	-12,50	18 050	-33,96
Tom Exploration (*TUM*)	0,09	-0,01	-5,56	186 000	-43,33
Typhoon Exploration (*TOO*)	0,24	-0,01	-2,04	74 180	-35,14
Vantex Resources (*VTX*)	0,18	-0,01	-5,26	126 000	33,33
Vigil Locating Systems (*VIG*)	0,03	0,00	0,00	0	0,00
Vior Exploration (*VIO*)	0,23	0,01	2,27	92 350	12,50
Wanted Technologies (*WAN*)	0,52	0,00	0,00	0	73,33

Les Cubs changent de mains

PHOTO ROY DABNER, AP ©

Alfonso Soriano, des Cubs de Chicago, attend le lancer de Barry Zito, des Giants de San Francisco, lors d'un match de baseball préparatoire samedi dernier à Scottsdale, en Arizona. Tribune Co., l'entreprise propriétaire du *Los Angeles Times* et des Cubs de Chicago, acceptera probablement l'offre de prise de contrôle du milliardaire Sam Zell chiffrée à 8 milliards US, selon des sources proches du dossier. Zell offre 33 $US l'action, ce qui représente une prime de 6,8 % par rapport au cours de lundi.

LPA CANADA

Une sélection d'entreprises canadiennes majeures inscrites à la Bourse de Toronto

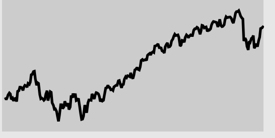
	FERMETURE ($)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	52 SEMAINES HAUT	BAS	DIV. ANN.
ARC Energy (*AET-U*)	22,32	0,11	0,50	4 893	0,09	31,20	19,05	2,40
Banque CIBC (*CM*)	101,43	-0,64	-0,63	5 078	3,18	104,63	73,25	3,08
Banque Scotia (*BNS*)	54,00	-0,10	-0,19	18 423	3,65	54,50	41,55	1,68
Banque TD (*TD*)	70,04	-0,13	-0,19	10 201	0,46	71,61	55,62	2,12
Barrick Gold (*ABX*)	33,52	-0,23	-0,68	11 406	-6,50	39,69	29,68	0,22
▼ Brookfield Asset (*BAM/A*)	61,01	-1,19	-1,91	2 855	8,25	68,41	41,57	0,72
▼ Cameco (*CCO*)	45,91	-0,87	-1,86	10 181	-2,73	49,95	35,35	0,20
Canadian Natural Res. (*CNQ*)	62,85	-0,27	-0,43	9 483	1,13	72,70	45,49	0,34
▲ Canadian Oil Sands (*COS-U*)	28,84	0,39	1,37	15 484	-11,56	38,75	24,32	1,20
▼ Canadian Tire (*CTC/A*)	73,84	-0,91	-1,22	1 127	4,18	75,22	61,25	0,74
Canadien Pacifique (*CP*)	65,12	-0,18	-0,28	6 544	6,06	66,33	51,05	0,90
▼ Enbridge (*ENB*)	37,90	-0,75	-1,94	5 825	-5,89	41,48	31,75	1,23
EnCana (*ECA*)	58,86	-0,10	-0,17	17 264	9,69	62,52	48,28	0,81
Enerplus Resources (*ERF-U*)	49,55	-0,02	-0,04	1 373	-2,23	66,00	43,86	5,04
▼ Goldcorp (*G*)	28,74	-0,52	-1,78	22 010	-13,20	45,99	22,97	0,18
Great-West (*GWO*)	34,93	-0,07	-0,20	5 231	3,34	37,70	26,90	1,02
Husky Energy (*HSE*)	78,90	0,00	0,00	3 222	1,10	83,00	58,00	2,00
IGM Financial (*IGM*)	49,14	-0,30	-0,61	2 275	0,08	54,10	42,21	1,71
Imperial Oil (*IMO*)	43,07	-0,21	-0,49	7 324	0,33	45,20	34,31	0,32
ING Canada (*IIC*)	51,61	0,10	0,19	1 663	-1,55	60,67	50,01	1,08
Loblaw (*L*)	46,01	-0,15	-0,33	1 546	-5,70	57,83	44,92	0,84
▼ Magna International (*MG/A*)	87,00	-0,90	-1,02	1 943	-7,32	96,00	76,69	0,77
Manuvie (*MFC*)	40,04	-0,30	-0,74	19 897	1,75	41,49	33,83	0,80
Nexen (*NXY*)	70,05	-0,62	-0,88	9 073	9,11	75,20	50,82	0,20
▼ Penn West Energy (*PWT-U*)	35,46	-0,49	-1,36	8 443	-0,31	47,77	31,60	4,08
Petro-Canada (*PCA*)	44,55	-0,07	-0,16	21 971	-6,70	58,63	40,25	0,52
▼ Potash Corp of Sask. (*POT*)	180,95	-3,78	-2,05	2 543	8,35	195,99	86,79	0,60
▼ Research In Motion (*RIM*)	159,30	-2,03	-1,26	3 410	6,91	171,00	67,95	0,00
▼ Rogers Comm. (*RCI/B*)	37,47	-0,79	-2,07	14 224	7,98	40,65	20,85	0,16
Shaw Comm. (*SJR/B*)	43,30	-0,31	-0,71	3 244	17,31	44,35	27,17	1,00
Shell Canada (*SHC*)	44,96	0,02	0,05	1 694	3,33	45,99	28,90	0,44
Shoppers Drug Mart (*SC*)	50,46	-0,44	-0,86	4 034	0,74	53,49	40,22	0,64
Sun Life (*SLF*)	52,72	-0,26	-0,49	5 191	6,89	53,30	41,79	1,28
Suncor Energy (*SU*)	85,84	0,65	0,76	11 062	-6,48	102,18	71,18	0,32
▼ Talisman Energy (*TLM*)	20,16	-0,24	-1,18	41 747	1,82	23,10	16,12	0,15
Teck Cominco (*TCK/B*)	82,45	-0,78	-0,94	7 289	-6,20	95,16	57,55	2,00
Telus (*T*)	57,65	-0,53	-0,91	7 527	7,72	65,60	43,52	1,50
Thomson Corp. (*TOC*)	48,84	-0,29	-0,59	3 153	0,95	51,95	42,40	0,99
TransCanada (*TRP*)	39,07	0,04	0,10	11 063	-3,79	41,35	30,77	1,36
Weston - George (*WN*)	70,76	-0,39	-0,55	1 058	-6,40	88,25	69,05	1,44

▲▼ › Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente.
Caractères gras › Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance.
M$ › Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

ÉTATS-UNIS 50 GÉANTS

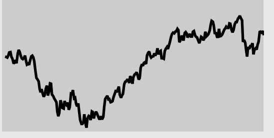
Les plus grandes entreprises américaines inscrites à New York

DOW JONES › INDUSTRIEL › 12 mois



FERMETURE 12 397,29
VAR. 1 AN 10,20 % | 1 J -0,58 %
52 SEMAINES HAUT 12 795,85 BAS 10 683,32

NASDAQ › 12 mois



FERMETURE 2 437,43
VAR. 1 AN 5,26 % | 1 J -0,74 %
52 SEMAINES HAUT 2 531,42 BAS 2 012,78

	FERMETURE ($ US)	CHANGEMENT NET	%	52 SEMAINES HAUT	BAS	VALEUR BOUR. (MM $US)
3M (*MMM*)	77,17	-0,21	-0,27	88,35	67,05	56,6
Abbott Laboratories (*ABT*)	56,60	-0,64	-1,12	57,26	40,55	87,3
Altria (*MO*)	85,08	0,13	0,15	90,50	68,36	178,7
American Express (*AXP*)	56,43	-0,77	-1,35	62,50	49,73	67,0
Apple (*AAPL*)	95,46	-0,39	-0,41	97,80	50,16	82,3
AT&T (*T*)	39,44	0,13	0,33	39,86	24,72	246,3
Bank Of America (*BAC*)	51,84	0,28	0,54	55,08	45,26	231,8
Berkshire Hath.-Cl B (*BRK/B*)	3 605,00	1,50	0,04	3 825,00	2 839,00	167,0
Boeing (*BA*)	90,52	-0,31	-0,34	92,24	72,13	71,4
Chevron (*CVX*)	74,17	-0,23	-0,31	76,20	55,41	160,0
Cisco Systems (*CSCO*)	25,93	-0,41	-1,56	28,99	17,10	156,6
Citigroup (*C*)	51,06	-0,48	-0,93	57,00	46,22	250,3
Coca-Cola (*KO*)	48,02	-0,13	-0,27	49,35	40,86	111,2
Comcast -Cl A (*CMCSA*)	26,08	-0,22	-0,84	30,18	17,38	81,0
Conocophillips (*COP*)	69,48	-0,08	-0,12	74,89	54,90	114,2
Eli Lilly & Co (*LLY*)	53,27	-0,44	-0,82	58,97	50,19	60,4
Exxon Mobil (*XOM*)	75,71	0,24	0,32	79,00	56,64	431,0
General Electric (*GE*)	35,79	-0,21	-0,58	38,49	32,06	368,0
Goldman Sachs (*GS*)	209,87	-1,86	-0,88	222,75	136,79	94,2
Hewlett-Packard (*HPQ*)	40,23	-0,21	-0,52	43,72	29,00	107,7
Home Depot (*HD*)	37,34	-0,57	-1,50	43,55	32,85	76,2
Intel (*INTC*)	19,06	-0,23	-1,19	22,50	16,75	109,9
Intl Business Machines (*IBM*)	94,73	-0,27	-0,28	100,90	72,73	142,6
Johnson & Johnson (*JNJ*)	60,03	-0,22	-0,37	69,41	57,32	173,7
Jpmorgan Chase & Co (*JPM*)	48,57	-0,13	-0,27	51,95	39,33	168,7
Medtronic (*MDT*)	48,68	-1,15	-2,31	54,86	42,37	56,1
Merck & Co (*MRK*)	43,65	-0,42	-0,95	46,55	32,75	94,7
Merrill Lynch & Co (*MER*)	83,94	-1,71	-2,00	98,68	64,58	74,2
Microsoft (*MSFT*)	27,72	-0,50	-1,77	31,48	21,46	271,4
Morgan Stanley (*MS*)	79,47	-0,90	-1,12	84,66	54,52	84,6
Motorola (*MOT*)	17,77	-0,14	-0,78	26,30	17,45	42,5
News -Class B (*NWS*)	24,10	-0,36	-1,47	25,78	17,37	73,5
Oracle (*ORCL*)	18,49	0,10	0,54	19,75	13,07	95,8
Pepsico (*PEP*)	62,95	-0,94	-1,47	65,99	56,51	103,1
Pfizer (*PFE*)	25,49	-0,18	-0,70	28,60	22,16	180,6
Procter & Gamble (*PG*)	63,27	-0,63	-0,99	66,30	52,75	199,6
Schlumberger (*SLB*)	69,86	0,28	0,40	74,75	54,00	82,3
Time Warner (*TWX*)	20,11	-0,07	-0,35	23,15	15,70	77,1
Tyco International (*TYC*)	31,29	-0,63	-1,97	33,29	24,97	61,9
United Parcel Serv.-Cl B (*UPS*)	70,90	-0,41	-0,58	83,99	65,50	75,6
United Technologies (*UTX*)	66,11	-0,30	-0,45	69,49	56,58	65,8
Unitedhealth (*UNH*)	55,85	-1,03	-1,81	57,10	41,44	75,6
Verizon Comm. (*VZ*)	37,69	0,02	0,05	38,77	29,00	109,7
Wachovia (*WB*)	55,76	-0,83	-1,47	60,04	51,27	106,3
Walgreen (*WAG*)	46,94	-0,36	-0,76	51,60	39,55	47,0
Wal-Mart Stores (*WMT*)	47,49	-0,35	-0,73	52,15	42,31	197,9
Walt Disney (*DIS*)	34,66	-0,56	-1,59	36,09	26,75	71,0
Wellpoint (*WLP*)	81,44	-0,45	-0,55	84,15	65,50	49,9
Wells Fargo (*WFC*)	34,40	-0,28	-0,81	36,99	31,85	116,2
Wyeth (*WYE*)	49,77	-0,94	-1,85	54,13	41,91	67,0

MONDE 50 LEADERS

Une sélection de titres étrangers inscrits à New York

	FERMETURE ($ US)	CHANGEMENT NET	%	52 SEMAINES HAUT	BAS
ABB – Suisse (*ABB*)	17,26	-0,22	-1,26	19,25	10,11
ABN Amro – Pays Bas (*ABN*)	43,26	-0,70	-1,59	44,06	25,43
Allianz – Allemagne (*AZ*)	20,64	-0,05	-0,24	22,40	13,79
America Movil – Mexique (*AMX*)	46,34	-0,67	-1,43	48,67	26,88
AstraZeneca – Grande-Bretagne (*AZN*)	54,04	-0,69	-1,26	66,49	49,50
Axa – France (*AXA*)	42,64	0,10	0,24	45,39	29,81
Barclays – Grande-Bretagne (*BCS*)	57,39	-1,45	-2,46	62,68	42,90
BASF – Allemagne (*BF*)	108,95	1,73	1,61	109,16	73,31
Bayer – Allemagne (*BAY*)	61,53	-0,01	-0,02	61,82	38,05
BHP Billiton – Australie (*BHP*)	48,37	-0,36	-0,74	50,74	34,74
BP – Grande-Bretagne (*BP*)	64,25	-0,14	-0,22	76,85	58,62
Canon – Japon (*CAJ*)	54,80	-0,43	-0,78	57,32	42,16
China Mobile – Chine (*CHL*)	44,84	-1,21	-2,63	51,78	24,41
Crédit Suisse – Suisse (*CS*)	73,21	-0,82	-1,11	76,02	49,65
DaimlerChrysler – Allemagne (*DCX*)	82,67	1,47	1,81	83,21	45,98
Deutsche Bank – Allemagne (*DB*)	132,76	-0,13	-0,10	142,71	102,00
Deutsche Telekom – Allemagne (*DT*)	16,64	-0,18	-1,07	19,21	13,58
Diageo – Grande-Bretagne (*DEO*)	79,56	0,15	0,19	83,17	61,95
Endesa – Espagne (*ELE*)	53,60	0,20	0,38	53,74	30,00
France Telecom – France (*FTE*)	26,26	-0,43	-1,61	29,07	20,76
GlaxoSmithKline – Grande-Bretagne (*GSK*)	54,63	-0,53	-0,96	58,74	51,18
Groupe Danone – France (*DA*)	34,99	0,07	0,20	35,72	23,51
Honda Motor – Japon (*HMC*)	35,79	-0,35	-0,97	40,82	29,13
HSBC Holdings – Grande-Bretagne (*HBC*)	87,35	-0,80	-0,91	98,56	83,11
ING Groep – Pays Bas (*ING*)	41,94	-0,44	-1,04	45,88	34,73
Philips Electronics – Pays Bas (*PHG*)	38,41	-0,29	-0,75	39,38	27,36
Lloyds TSB Group – Grande-Bretagne (*LYG*)	44,65	-0,27	-0,60	48,59	36,78
Matsushita Elec. Ind. – Japon (*MC*)	20,74	-0,22	-1,05	25,14	17,70
Mitsubishi UFJ Finan. – Japon (*MTU*)	11,37	-0,22	-1,90	16,75	11,00
National Grid – Grande-Bretagne (*NGG*)	77,02	0,13	0,17	78,32	48,39
Nokia – Finlande (*NOK*)	22,73	-0,14	-0,61	23,47	18,23
Nomura Holdings – Japon (*NMR*)	21,50	0,00	0,00	24,30	15,63
Novartis – Suisse (*NVS*)	56,63	-0,74	-1,29	61,60	51,72
NTT DoCoMo – Japon (*DCM*)	18,37	-0,12	-0,65	18,85	13,83
Prudential – Grande-Bretagne (*PUK*)	28,78	-0,18	-0,62	29,49	19,75
Repsol YPF – Espagne (*REP*)	33,04	-0,50	-1,49	37,00	25,29
Rio Tinto – Grande-Bretagne (*RTP*)	227,00	-1,10	-0,48	253,33	176,09
Royal D. Shell – G.-B. et Pays Bas (*RDS/A*)	66,61	0,06	0,09	72,38	61,19
Sanofi-Aventis – France (*SNY*)	43,12	-0,20	-0,46	50,05	41,37
SAP – Allemagne (*SAP*)	45,24	-0,43	-0,94	57,71	43,30
Siemens – Allemagne (*SI*)	108,61	-0,89	-0,81	112,39	76,51
Sony – Japon (*SNE*)	52,35	-0,14	-0,27	53,34	37,24
SUEZ – France (*SZE*)	52,92	0,38	0,72	53,37	36,45
Taiwan Semic. Manuf. – Taiwan (*TSM*)	11,12	-0,31	-2,71	11,64	7,97
Telefonica – Espagne (*TEF*)	65,51	-0,19	-0,29	68,10	45,40
Total SA – France (*TOT*)	68,80	-0,08	-0,12	73,46	58,06
Toyota Motor – Japon (*TM*)	131,26	-1,44	-1,09	138,00	94,52
UBS – Suisse (*UBS*)	59,42	-0,63	-1,05	64,31	48,34
Unilever – G.-B. et Pays Bas (*UN*)	28,75	0,22	0,77	29,09	20,65
Vodafone – Grande-Bretagne (*VOD*)	27,83	-0,08	-0,29	29,85	20,07

Le tableau des 50 géants est réalisé à partir d'une liste des plus grandes entreprises américaines inscrites à la Bourse de New York et au NASDAQ. / Le tableau des leaders mondiaux est réalisé à partir de l'indice NYSE World Leaders, qui regroupe — pour une part — les plus grandes entreprises non américaines inscrites au New York Stock Exchange.

LA PRESSE AFFAIRES

GÉANT DE L'ALUMINIUM

ALCOA ET ALCAN SONT DÉCLASSÉS › Le premier producteur russe d'aluminium, Rusal, son concurrent Sual et le courtier suisse en matières premières Glencore International ont confirmé, hier, qu'ils regroupent leurs actifs pour créer le plus important producteur mondial d'aluminium, devant Alcoa et Alcan. L'entité fusionnée, baptisée United Company Rusal, aura un chiffre d'affaires annuel de quelque 12 milliards US et produira près de quatre millions de tonnes d'aluminium, ce qui représente 12 % de toute la production dans le monde. À la mi-janvier, les autorités réglementaires de la Russie avait donné son accord de principe au regroupement. Les principaux actifs de UC Rusal sont quatre gisements de bauxite, 10 raffineries d'alumine, 14 fonderies d'aluminium et trois usines de laminage. Ces implantations et les plus de 100 000 employés du géant sont répartis dans 17 pays, sur cinq continents.

ASSOCIATED PRESS

GREAT LAKES CARBON

À DES MAINS AMÉRICAINES › La société Great Lakes Carbon, spécialisée dans la cokéfaction, a indiqué que Rain Commodities, de l'Inde, ne s'était pas prévalue de son droit de faire une offre égalant celle de 528 millions d'Oxbow Carbon & Minerals, de la Floride. La décision annoncée hier met fin à une course pour acquérir la torontoise Great Lakes Carbon, qui est constituée en fonds de revenu. La direction de Great Lakes avait déjà jugé meilleure l'offre bonifiée du 21 mars de la filiale du groupe Oxbow, établie à West Palm Beach. Rain Commodities, qui agissait par l'entremise d'une filiale américaine, a maintenant droit à une indemnité d'annulation de 17 millions que doit verser Great Lakes pour finaliser la transaction avec Oxbow.

PRESSE CANADIENNE

Napster Bertelsmann règle son conflit avec EMI

PHOTO ARMAND TROTTIER, ARCHIVES LA PRESSE ©

Bertelsmann et l'éditeur de musique britannique EMI ont réglé à l'amiable le long conflit qui les opposaient sur le site d'échange de musique en ligne Napster, a indiqué un porte-parole du géant des médias allemand hier. Le groupe britannique EMI, conjointement avec la major américaine Universal, avait porté plainte en 2003 aux États-Unis contre le groupe allemand. Bertelsmann avait injecté 80 millions d'euros (123,4 millions CAN) en 2000 et 2001 dans le site Napster, qui permettait à l'époque de télécharger gratuitement de la musique au grand dam des compagnies de disques. Sur la photo, un jeune télécharge des fichiers musicaux.

CONJUCHEM

LES INVESTISSEURS N'Y CROIENT PAS › Les investisseurs semblaient peu convaincus par les résultats positifs d'une étude sur le traitement du diabète publiée par Biotechnologies ConjuChem, faisant chuter de 20 % l'action de la société en matinée hier à la Bourse de Toronto. Le titre a perdu 21 cents pour atteindre 74 cents, alors que plus de 23 millions d'actions étaient échangées. ConjuChem a publié la veille les résultats préliminaires qualifiés de positifs d'une étude clinique pour le traitement du diabète de type 2 utilisant son composé breveté PC-DACMC : Exendin-4. Les résultats de cette étude démontrent que le produit a généralement été bien toléré et qu'une réduction de la glycémie a été constatée lorsqu'il était administré une fois par semaine pour chacun des niveaux de dosage testés.

PRESSE CANADIENNE

DAIMLERCHRYSLER

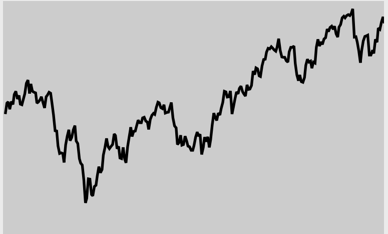
PUBLICATION DES RÉSULTATS REPORTÉE › Le groupe automobile germano-américain DaimlerChrysler a annoncé hier qu'il repoussait la publication de ses résultats pour le premier trimestre, initialement prévue le 26 avril, au 15 mai, à cause du passage de ses comptes aux normes IFRS. La préparation de ses comptes aux normes IFRS a pris du retard, ce qui explique cette décision, justifie le groupe dans un communiqué. Le constructeur automobile publiera le 26 avril ses résultats définitifs pour 2006, précise-t-il. Il avait déjà rendu public à la mi-février ses résultats de l'an dernier, mais il s'agissait de chiffres provisoires. DaimlerChrysler est au centre de nombreuses spéculations concernant l'avenir de sa filiale américaine en difficultés Chrysler, dont il envisage de se débarrasser.

AGENCE FRANCE-PRESSE

BOURSE DE TORONTO

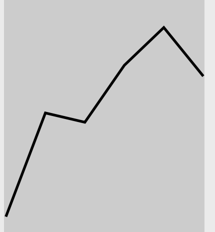
En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur **lapresseaffaires.com**

S&P / TSX › 12 mois



FERMETURE **13 218,76** | VAR. 1 AN **9,44 %**
52 SEMAINES HAUT **13 433,01** BAS **10 860,72**

› 5 derniers jours



VAR. 1 JOUR **-0,63 %**

SOUS-INDICES

	FERMETURE	VAR.
Énergie	3 158,95	-10,65
Matériaux de base	2 487,59	-32,49
Prod. consom. de base	1 676,96	-6,34
Prod. consom. discré.	1 333,75	-9,17
Produits industriels	1 241,69	-12,81
Services de télécom.	882,62	-7,59
Services financiers	2 021,36	-10,33
Services publics	1 743,61	-7,80
Soins de santé	514,08	-3,34
Tech. de l'information	269,74	-0,48

LES 10 PLUS ACTIFS

	VOLUME	CLÔT.($)	VAR.(%)
LIONORE MINING *(LIM)*	20 279 149	19,14	-0,78
GREAT LAKES CARB. *(GLC-U)*	8 008 392	13,90	-2,46
BOMBARDIER/B *(BBD/B)*	6 403 967	4,61	0,66
iSHARES CDN S&P 60 IND *(XIU)*	6 302 634	75,74	-1,01
DYNATEC *(DY)*	5 044 588	3,32	0,91
UTS ENERGY *(UTS)*	4 342 139	4,05	-0,98
TALISMAN ENERGY *(TLM)*	4 197 454	20,16	-1,18
MONTREAL EXCHANGE *(MXX)*	3 945 090	46,15	n.d.
EASTERN PLATI. *(ELR)*	3 311 350	2,04	-0,49
ATS AUTOMATION *(ATA)*	3 138 702	8,50	-10,43

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	CLÔT.($)	VAR.(%)
CORRIENTE RES. *(CTQ)*	1 636 090	3,28	19,27
PACIFIC STRAT. E *(PSE-WA)*	2 500	6,50	16,49
AURELIAN RESOURCE *(ARU)*	1 458 476	29,90	14,56
KATANGA MINING *(KAT-W)*	20 150	6,70	11,67
FAR WEST MINING *(FWM)*	70 275	4,13	11,62

EN $	VOLUME	CLÔT.($)	VAR.($)
AURELIAN RESOURCE *(ARU)*	1 458 476	29,90	3,80
IPSCO *(IPS)*	208 392	137,95	1,66
EASYHOME *(EH)*	5 578	19,25	1,50
LARAMIDE RESOURCE *(LAM)*	763 178	14,80	1,21
GILDAN ACTIVEWEAR *(GIL)*	184 540	67,03	1,21

TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	CLÔT.($)	VAR.(%)
CUNNINGHAM LINDSEY *(LIN)*	4 000	3,05	-17,57
ADALTIS *(ADS)*	160 656	2,38	-14,39
ZI CORP. *(ZIC)*	61 613	2,00	-13,04
ATS AUTOMATION *(ATA)*	3 138 702	8,50	-10,43
FORSYS METALS *(FSY)*	1 318 582	9,03	-9,70

EN $	VOLUME	CLÔT.($)	VAR.($)
POTASH CORP OF SA *(POT)*	254 400	180,95	-3,78
BPO PROPERTIES *(BPP)*	1 201	67,24	-2,46
RESEARCH IN MOTIO *(RIM)*	341 118	159,30	-2,03
MORGUARD *(MRC)*	20 247	47,00	-1,94
FAIRFAX FINANCIAL *(FFH)*	48 079	265,36	-1,81

COMMENT LIRE LES COTES FINANCIÈRES

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Dans certains cas, nous privilégions une approche fidèle aux habitudes des lecteurs. Ainsi, le Groupe Jean Coutu est classé sous Jean Coutu. De même, Alimentation Couche-Tard est classé sous Couche-Tard.

Seules apparaissent les actions ordinaires, celles généralement détenues par les particuliers. Notre liste inclut tous les titres dont le volume moyen des 60 derniers jours, au moment de dresser la liste, était de 100 transactions et plus. La liste est révisée à chaque trimestre.

La valeur des titres est exprimée en dollars. Seules les deux premières décimales sont notées.

Société (symbole) : nom de l'entreprise et symbole boursier entre parenthèses.

Ferm. : cours à l'arrêt des transactions.

Ch. net : indique le changement de valeur par rapport au précédent cours de fermeture.

Caractères gras : indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance.

↑ : indique un haut 52 semaines.

↓ : indique un bas 52 semaines.

Société	Ferm.	Ch. net	52 semaines Haut	52 semaines Bas
20-20 Techno. *(TWT)*	6,50	-0,05	7,75	4,66
A à B				
Aastra Tech. *(AAH)*	32,51	0,76	38,14	26,60
Aber Diamond *(ABZ)*	43,50	-0,01	48,49	32,64
Abitibi-Cons. *(A)*	3,23	-0,03	5,13	2,53
Absolute Soft. *(ABT)*	16,94	-0,09	18,80	2,95
Accord Finl. *(ACD)*	8,40	0,05	8,47	7,00
Accrete Ener. *(GZ)*	5,20	-0,08	9,00	4,80
Ace Aviation *(ACE/B)*	30,98	0,10	32,46	17,80
Adaltis *(ADS)*	2,38	-0,40	3,14	1,80
Addax Petro. *(AXC)*	35,29	-0,12	36,00	23,75
Bow Valley E. *(BVX)*	5,85	0,09	7,18	4,86
Bowater Can *(BWX)*	26,70	-1,25	35,02	21,00
BPO Properties *(BPP)*	67,24	-2,46	75,90	41,00
Bradmer Ph. *(BMR)*	3,51	-0,24	7,00	1,65
Brainhunter *(BH)*	0,68	-0,02	0,79	0,45
Brampton Brick *(BBL/A)*	12,80	0,00	15,25	12,00
Brazilian Dia. *(BDY)*	0,26	0,01	0,40	0,13
Breakwater *(BWR)*	1,87	-0,02	2,13	0,92
Divcom Light. *(DVQ)*	0,39	0,03	0,50	0,25
Divestco *(DVT)*	3,75	-0,10	7,00	2,27
Domtar *(UFS)*	10,65	-0,20	11,55	6,24
↑ Dorel *(DII/B)*	**37,40**	**0,70**	**37,84**	**22,64**
Dover Ind. *(DVI)*	15,75	0,00	16,00	13,00
Draxis Health *(DAX)*	7,29	0,04	7,49	4,32
Dundee Prec. *(DPM)*	11,00	-0,01	14,60	10,22
Dundee W. *(DW)*	15,76	-0,11	16,82	10,41
Imaging Dyn. *(IDL)*	2,00	-0,01	5,24	1,71
Imax *(IMX)*	6,23	-0,07	12,50	3,78
Imperial Met. *(III)*	10,33	-0,02	12,65	6,80
Imperial Oil *(IMO)*	43,07	-0,21	45,20	34,31
Ind. Alliance *(IAG)*	35,42	-0,25	37,44	29,52
Indigo B & M *(IDG)*	15,05	-0,05	16,52	12,65
ING Canada *(IIC)*	51,61	0,10	60,67	50,01
Inmet Mining *(IMN)*	64,00	-1,37	68,99	32,25
Niko Res. *(NKO)*	85,62	-0,63	90,00	55,99
Niocan *(NIO)*	0,65	0,06	0,78	0,23
Norbord *(NBD)*	8,12	-0,10	12,63	7,71
Norsat Int. *(NII)*	0,98	0,09	0,98	0,35
Nortel Networks *(NT)*	28,61	0,57	37,35	21,40
North Amer P. *(PDL)*	8,48	-0,28	14,88	7,27
North Atlantic *(NAC)*	1,60	0,05	4,99	1,28
Northbridge Fin. *(NB)*	31,80	0,20	35,50	28,57
Shell Canada *(SHC)*	44,96	0,02	45,99	28,90
Shermag *(SMG)*	1,84	-0,06	3,00	1,75
Sherritt Int. *(S)*	16,58	-0,17	16,83	9,28
Shoppers Drug *(SC)*	50,46	-0,44	53,49	40,22
Shore Gold *(SGF)*	7,68	0,12	8,75	4,25
Sierra Wireless *(SW)*	17,85	-0,09	23,71	11,73
Silver Stand. *(SSO)*	39,80	-0,95	42,34	17,53
Silver Wheat. *(SLW)*	11,14	-0,33	13,74	7,41
Xantrex Tech. *(XTX)*	9,49	-0,11	11,00	7,50
X-CAL Res. *(XCL)*	0,34	0,00	0,52	0,25
Xceed Mortg. *(XMC)*	7,45	0,06	10,08	4,65
Xplore Tech. *(XPL)*	0,38	-0,03	0,68	0,30
Yamana Gold *(YRI)*	16,65	-0,22	17,86	8,65
YGC Res. *(YGC)*	1,64	0,03	3,00	0,85
YM Biosciences *(YM)*	1,70	-0,02	7,27	1,55
Yorbeau Res. *(YRB/A)*	0,30	0,00	0,53	0,27
IPC US Real *(IUR-U)*	14,13	-0,07	15,00	9,00
Jazz Air *(JAZ-U)*	8,45	-0,25	9,89	7,02
K-Bro Linen *(KBL-U)*	12,10	-0,14	15,91	10,00
KCP *(KCP-U)*	8,00	0,15	10,69	6,90
Keg Royalt. *(KEG-U)*	13,04	0,10	14,80	10,75
Keyera Fac. *(KEY-U)*	17,18	-0,22	23,10	15,51
Keystone Nor. *(KNA-U)*	8,15	-0,02	9,90	6,01

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES DANS LE MONDE

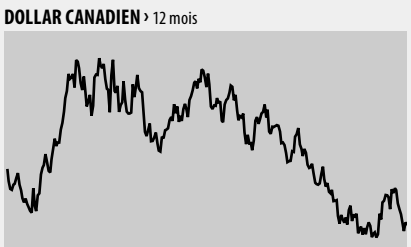
	FERMETURE	VARIATION NET	VARIATION EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2 437,43	-18,20	-0,74
S&P 500 (New York)	1 428,61	-8,89	-0,62
Mexico Bolsa	28 124,33	-34,64	-0,12
Brazil Bovespa Stock	45 206,53	-438,03	-0,96
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3 702,02	0,21	0,01
FTSE 100 (Angleterre)	6 292,60	0,70	0,01
CAC 40 (France)	5 587,06	10,76	0,19
DAX (Allemagne)	6 858,34	29,52	0,43
IBEX 35 (Espagne)	14 536,80	67,20	0,46
Milan MIB30 (Italie)	41 217,00	5,00	0,01
Amsterdam Exchanges	508,21	-0,59	-0,12
Swiss Market (Suisse)	8 966,29	-39,74	-0,44
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	17 365,05	-156,91	-0,90
Hang Seng (Hong Kong)	19 706,79	-59,06	-0,30
S&P/ASX 200 (Australie)	5 964,20	-26,50	-0,44
Shanghai (Chine)	3 138,83	16,02	0,51

LES DEVISES DANS LE MONDE

Australie	dollar	0,9352
Brésil	real	0,5608
Chine	renminbi	0,1496
Grande-Bretagne	livre	2,2740
Hong Kong	dollar	0,1481
Inde	roupie	0,0267
Japon	yen	0,0098
Mexique	peso	0,1046
Norvège	couronne	0,1900
Nouvelle-Zélande	dollar	0,8296
Russie	rouble	4,4518
Suède	couronne	0,1659
Suisse	franc	0,9545

DOLLAR CANADIEN

DOLLAR CANADIEN › 12 mois



86,43 ¢US

VARIATION **+0,35 ¢**

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un dollar US **1,1570 $**

0,6472 €

VARIATION **+0,0014 €**

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un euro **1,5450 $**

PÉTROLE

WTI, contrat terme rapproché

62,94 $US

VARIATION	**+0,02 $US**
Light Sweet Crude	**67,34 $US**
North Sea Brent	**64,09 $US**

OR

New York

662,10 $US

VARIATION	**-1,30 $US**
En dollars canadiens	**766,05 $**

Les cotes boursières en direct sur **lapresseaffaires.com**

Des rendements spectaculaires

RÉJEAN BOURDEAU

FIN DE SÉANCE

Le potentiel est tellement alléchant qu'elles n'ont pas pu y résister.

De plus en plus, les Bourses inscrivent leurs propres titres en Bourse. Et ce n'est pas leurs actionnaires qui vont s'en plaindre.

En 10 ans, le titre de la Bourse d'Australie a pris 796 % !

Mieux encore, celui du Chicago Mercantile Exchange, spécialisé dans les produits dérivés, a bondi de 1132 % en cinq ans.

C'est dans cet environnement très favorable que la Bourse de Montréal a fait ses premiers pas sur le parquet hier.

« Elle se trouve dans un bon créneau car le marché des produits dérivés est en pleine expansion », affirme l'analyste Jean-David Meloche, de Montrusco Bolton.

En effet, au cours des 10 dernières années les volumes des contrats à terme et des options ont augmenté respectivement de 30 % et de 20 % par an, comparativement à 15 % pour ceux des actions.

Parce que les attentes de croissance sont grandes, précise le spécialiste, la valorisation de son titre est plus élevée que celle de la Bourse de Toronto.

L'action de la Bourse de Montréal s'échange à 52 fois les profits de l'an dernier par rapport à 25 fois pour la Bourse d'actions de Toronto.

Selon Bloomberg, deux analystes recommandent d'acheter le titre du parquet montréalais, dont le symbole est MXX. Aucun ne suggère de le vendre.

Le prix cible de la Financière Banque Nationale est de 50 $ d'ici un an. Celui du courtier Dundee est de 60 $.

En 2009, ce sera au tour de la Bourse de Tokyo de faire son introduction sur le parquet.

« Plusieurs facteurs favorisent le développement des Bourses », explique Jean-David Meloche.

L'arrivée de nouveaux pays dans le giron capitaliste a eu pour effet d'augmenter le nombre d'investisseurs, de produits et d'entreprises cotées en Bourse.

En 1980, souligne l'analyste, la taille des actifs financiers globaux équivalait à celle du PIB mondial. Aujourd'hui, elle est trois fois et demi plus grande que le PIB.

« L'industrie boursière se prête aussi aux économies d'échelle, ce qui améliore les profits », signale-t-il.

Les coûts associés à une vente supplémentaire sont minimes parce que les transactions se font à partir d'une plate-forme informatique. Les parquets à la criée sont désormais chose du passé.

« On peut donc augmenter le nombre de transactions à peu de frais, dit M. Meloche. C'est pourquoi les Bourses ont intérêt à se fusionner afin d'intégrer leurs volumes sur une seule plate-forme ».

Dans cette foulée la Bourse de New York achète l'Euronext pour 14 milliards US. Pendant ce temps, d'autres acteurs se livrent une bataille pour mettre la main sur le Chicago Board of Trade.

Par contre, ajoute-t-il, quand le nombre de transactions baisse, les coûts ne suivent pas parce qu'on ne peut pas faire de mise à pied.

Le développement de l'électronique a également stimulé les Bourses, rappelle l'analyste.

« Aujourd'hui, on peut faire des transactions sur son ordinateur à partir de la maison, dit-il. Cet accès simplifié et à meilleurs coûts augmente les volumes échangés et les revenus des Bourses. »

Enfin, l'évolution de la gestion des risques a aussi eu un impact positif pour les parquets.

« De plus en plus d'individus définissent, mesurent et gèrent le risque en utilisant les Bourses de dérivés », souligne-t-il.

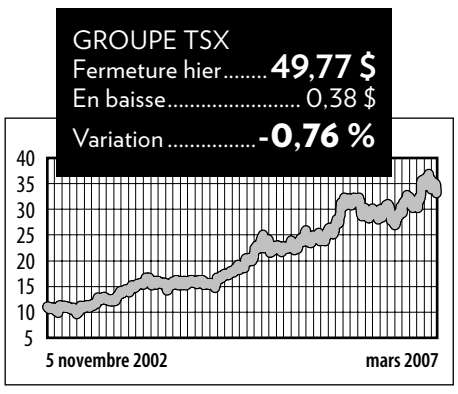
Par exemple, on peut définir un contrat standard pour établir le prix du pétrole à une période déterminée dans le temps. L'objectif est d'éliminer le risque lié au prix de vente d'une pétrolière et au prix d'achat d'une société d'aviation, par exemple.

« Puisqu'il y a une infinité de risque dans les marchés le potentiel des produits dérivés est illimité », estime Jean-David Meloche.

LES BOURSES EN BOURSE

	Valeur boursière (en milliards $CA)	Date d'inscription	Rendements depuis
Bourse de Toronto	3,4	2002	**400 %**
Bourse de New York	16,7	2006	**23 %**
NASDAQ	3,8	2002	**97 %**
Australia Stock Exchange	7,8	1998	**796 %**
Chicago Mercantile Exchange	21,8	2002	**1132 %**
Deutsche Boerse	25,4	2001	**348 %**

Source : Montrusco Bolton



JEAN-DAVID MELOCHE
Analyste, services financiers, pour Montrusco Bolton

PLUS : Une grande proportion des revenus des Bourses sont liés aux volumes de transactions; que les marchés montent ou baissent importe peu

MOINS : Les communications éliminent les frontières et amènent de nouveaux moyens pour échanger les titres. Le niveau de compétition augmente et le revenu par transaction diminue.

PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE

BOURSE DE NEW YORK

Offre sur Euronext réussie

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — L'offre de 10,7 milliards d'euros (16,5 milliards CAN) lancée par la Bourse de New York pour le rachat de la Bourse paneuropénne Euronext a rencontré un très large succès auprès des actionnaires, ouvrant la voie à la constitution du premier groupe boursier intercontinental du monde.

Le New York Stock Exchange (NYSE) a obtenu 91,42 % du capital et 92,22 % des droits de vote d'Euronext à l'issue de son offre, selon les résultats provisoires publiés hier.

Les analystes considéraient l'affaire bouclée depuis l'approbation donnée à la fusion par les actionnaires des deux groupes, fin décembre.

L'offre, qui s'était déroulée du 15 février au 21 mars, sera prolongée pendant une dizaine de séances après l'annonce vendredi des résultats définitifs, afin de permettre au NYSE de récolter au moins 95 % du capital, seuil minimum pour pouvoir retirer Euronext de la cote.

« L'objectif est que 100 % du capital d'Euronext soit apporté à l'offre », a confirmé à l'AFP une porte-parole d'Euronext.

Cette réussite ouvre la voie à la constitution d'un géant du secteur boursier rassemblant les marchés actions de New York, Paris, Amsterdam, Bruxelles et Lisbonne, baptisé « NYSE Euronext Le nouveau groupe pèsera 22 milliards d'euros en Bourse, et la valeur cumulée des sociétés cotées sur l'ensemble de ses marchés atteindra la somme colossale de 19 000 milliards US (en excluant les titres d'entreprises étrangères), lui donnant une taille supérieure à tout autre concurrent.

La cotation des actions du nouveau groupe, qui marquera sa naissance effective, commencera le 4 avril à Paris et New York.

Toronto repart à la baisse

REVUE BOURSIÈRE

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — La Bourse de Toronto a cédé en partie, hier, ses gains substantiels des séances précédentes. Le S&P/TSX a décliné de 84,12 points, à 13 218,76, alors que les marchés étaient déçus par le bilan de la confiance des consommateurs aux États-Unis.

L'institut new-yorkais Conference Board a établi son indice, pour mars, à 107,2 qui est le plus bas niveau depuis novembre alors que plusieurs analystes s'attendaient à un résultat de 109. Cet indice est suivi de près car il reflète l'allure des dépenses de consommation, qui comptent pour les deux tiers de l'activité économique aux États-Unis. Par contre, d'autres analystes soulignent que l'indice reste dans le haut de la fourchette où il avait varié durant l'année 2006.

Le constructeur résidentiel Lennar annonçait un profit trimestriel en chute marquée et un repli du chiffre d'affaires. De son côté, l'agence de cotation Standard & Poor's estimait un prix national moyen des maisons unifamiliales, pour janvier, plus faible en écart annuel.

Le dollar canadien affichait un gain solide de 0,35 cent US, à 86,43 cents US, au lendemain du scrutin au Québec qui voyait l'ADQ éclipser le PQ comme premier parti d'opposition.

À la cote new-yorkaise, le brut de référence grimpait légèrement, de 2 cents US, à 62,93 $US le baril, face aux tensions géopolitiques, comme celles dues à la capture de marins anglais par l'Iran. Les négociants attendaient aussi le bilan d'aujourd'hui des réserves américaines de brut et distillats.

À Bay Street, l'indice sectoriel de l'énergie est remonté pour ne céder que 0,2 %. Canadian Natural Resources a laissé 27 cents, à 62,85 $, Petro-Canada a glissé de 7 cents, à 44,55 $, la Pétrolière Impériale a reculé de 21 cents, à 43,07 $, et UTS Energy a décru de 4 cents, à 4,05 $.

Le secteur des aurifères était faible également, en perte d'indice de 1,6 % pendant que Barrick Gold se dévaluait de 23 cents, à 33,52 $, et que Centerra Gold tombait de 39 cents, à 10,60 $. Parmi les titres de sociétés minières, Teck Cominco s'est déprécié de 78 cents, à 82,45 $, et Cameco a diminué de 87 cents, à 45,91 $.

Du côté des services financiers, Manuvie est descendu de 30 cents, à 30,04 $, la Banque CIBC a abandonné 64 cents, à 101,43 $, et la Banque Nationale a laissé 6 cents, à 63,57 $.

Ailleurs, le fabricant montréalais de textiles Gildan est monté de 1,21 $, à 67,03 $, alors qu'il choisit d'abolir 1800 postes à Montréal, dans l'État de New York et au Mexique.

Dans la technologie, Nortel Networks s'est adjugé 57 cents, à 28,61 $, tandis que Research in Motion s'est abaissé de 2,03 $, à 159,30 $.

À Wall Street, le Dow Jones des 30 valeurs industrielles a largué 71,78 points, à 12 397,29, et l'indice S&P 500 s'est étiolé de 8,89 points, à 1428,61.

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA					
Canada	7,25	01-06-2007	100,53	4,14	0,00
Canada	6,00	01-06-2008	102,20	4,05	0,00
Canada	5,50	01-06-2009	103,17	3,96	0,00
Canada	9,50	01-06-2010	116,34	3,96	+0,02
Canada	9,00	01-03-2011	118,09	3,97	+0,04
Canada	6,00	01-06-2011	107,68	3,98	+0,05
Canada	10,25	15-03-2014	137,49	4,02	+0,14
Canada	9,75	01-06-2021	158,98	4,18	+0,24
Canada	8,00	01-06-2023	144,13	4,20	+0,25
Canada	8,00	01-06-2027	150,79	4,23	+0,28
Canada	5,75	01-06-2029	121,86	4,22	+0,24
LES PROVINCES					
B C Mun Fin	5,50	24-03-2008	101,24	4,19	0,00
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	163,43	4,59	+0,46
Manitoba	7,75	22-12-2025	139,20	4,60	+0,23
New Brunswick	5,70	02-06-2008	101,76	4,13	0,00
New Brunswick	6,00	27-12-2017	113,50	4,40	+0,21
Newfoundland	6,15	17-04-2028	119,88	4,65	+0,22
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	125,90	4,61	+0,23
Ontario	6,13	12-09-2007	100,85	4,17	0,00
Ontario	6,25	25-08-2028	121,88	4,62	+0,23
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	112,74	4,96	+0,02
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	147,43	4,61	+0,23
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	145,86	4,62	+0,24
P E I	6,00	03-10-2007	100,88	4,22	0,00
P E I	8,50	27-10-2015	129,43	4,35	+0,19
Québec	6,50	01-10-2007	101,14	4,18	0,00
Québec	6,00	01-10-2029	117,72	4,71	+0,43
LES CORPORATIONS					
Bank Of N S	5,65	22-07-2008	101,79	4,22	0,00
Bell Canada	7,00	24-09-2027	115,74	5,68	+0,21
Bombardier	7,35	22-12-2026	99,87	7,36	0,00
Cdn Occ Pet	6,30	02-06-2008	102,26	4,30	0,00
Cons Gas	6,10	19-05-2028	112,29	5,13	+0,22
Gtaa	5,95	03-12-2007	101,15	4,20	0,00
Gtaa	6,45	03-12-2027	114,88	5,26	+0,20
Investors Gr	6,65	13-12-2027	117,11	5,28	+0,21
Nav Canada	7,40	01-06-2027	131,48	4,92	+0,24
Royal Bank Of	6,75	04-06-2007	100,43	4,22	0,00
Sears Canada	6,55	05-11-2007	100,92	4,95	0,00
Suncor Inc	6,10	07-08-2007	100,68	4,18	0,00
Thomson Corp	6,50	09-07-2007	100,62	4,24	0,00
Wstcoast Ene	5,70	16-04-2008	101,49	4,22	0,00
Wstcoast Ene	6,75	15-12-2027	116,71	5,39	+0,22

LES RÉSULTATS FINANCIERS

En milliers de dollars

COMPAGNIE	SIÈGE SOCIAL	SECTEUR	DATE, TRIMESTRE	REVENUS CETTE ANNÉE	REVENUS ANNÉE DERN.	REVENUS VAR. %	BÉNÉFICE NET CETTE ANNÉE	BÉNÉFICE NET ANNÉE DERN.	BÉNÉFICE NET VAR. %	BÉNÉFICE ACT. CETTE ANNÉE	BÉNÉFICE ACT. ANNÉE DERN.
Adaltis (*ADS*/TSX)	Qc	Médical/Produits pharm.	**31 déc. - 4e trim.**	**16 827**	**19 496**	**–14**	**–8 958**	**–8 573**	**—**	**–0,18**	**–0,16**
			12 mois	62 803	72 306	–13	–29 091	–26 129	—	–0,57	–0,50
Artis REIT (*AX.UN*/TSX)	Man.	Banques/Services fin.	**31 déc. - 12 mois**	**53 522**	**9 644**	**455**	**–11 153**	**–2 519**	**—**	**–0,94**	**–0,74**
Berens Energy (*BEN*/TSX)	Alb.	Pétrole/Énergie	**31 déc. - 4e trim.**	**11 848**	**9 549**	**24**	**–21 951**	**–475**	**—**	**–0,24**	**–0,01**
			12 mois	40 771	27 882	46	–28 340	504	—	–0,33	0,01
Blue Pearl Mining (*BLE*/TSX)	Ont.	Mines/Métaux	**31 déc. - 12 mois**	**150 843**	**0**		**–20 643**	**–4 113**	**—**	**–0,36**	**–0,13**
Bonterra Energy Income Trust (*BNE.UN*/TSX)	Alb.	Pétrole/Énergie	**31 déc. - 12 mois**	**79 307**	**67 602**	**17**	**37 250**	**33 468**	**11**	**2,23**	**2,04**
Canadian Sub-Surface En. Serv. (*CSE*/TSX)	Alb.	Pétrole/Énergie	**31 déc. - 4e trim.**	**19 611**	**16 269**	**21**	**1 616**	**–889**	**—**	**0,08**	**n.d.**
			12 mois	73 352	49 429	48	6 966	1 279	445	0,45	0,25
Circa Enterprises (*CTO*/TSX)	Alb.	Ordi./Électron./Logiciels	**31 déc. - 12 mois**	**36 789**	**29 388**	**25**	**1 131**	**853**	**33**	**0,12**	**0,09**
Countryside Power Inc. Fund (*COU.UN*/TSX)	Ont.	Banques/Services fin.	**31 déc. - 4e trim.**	**22 672**	**23 842**	**–5**	**1 624**	**4 039**	**–60**	**0,08**	**0,23**
			12 mois	92 457	67 161	38	12 804	11 244	14	0,64	0,72
Fun Technologies (*FUN*/TSX)	Ont.	Internet/Multim.	**31 déc. - 4e trim.**	**16 121**	**n.d.**		**–110 347**	**n.d.**	**—**	**–1,74**	**n.d.**
			12 mois	41 648	n.d.		–128 173	n.d.	—	–2,04	n.d.
Jaguar Mining (*JAG*/TSX)	New-H.	Mines/Métaux	**31 déc. - 12 mois**	**21 179**	**8 510**	**149**	**–12 746**	**–12 838**	**—**	**–0,30**	**–0,41**
Morguard Corp. (*MRC*/TSX)	Ont.	Immobilier	**31 déc. - 12 mois**	**387 124**	**379 247**	**2**	**58 092**	**21 224**	**174**	**4,16**	**1,51**
Peerless Energy (*PRY.B*/TSX)	Alb.	Pétrole/Énergie	**31 déc. - 4e trim.**	**11 620**	**3 885**	**199**	**–5 505**	**32**	**—**	**–0,12**	**0,00**
			12 mois	29 176	4 273	583	–940	–268	—	–0,03	–0,03
Somerset Entert. Income Fund (*SOM.UN*/TSX)	Ont.	Divertissement	**31 déc. - 12 mois**	**99 856**	**63 463**	**57**	**–76 783**	**7 099**	**—**	**–5,30**	**0,69**
Zi Corp. (*ZIC*/TSX)	Alb.	Tech.	**31 déc.- 12 mois**	**12 392**	**11 384**	**9**	**–10 995**	**–5 317**	**—**	**–0,24**	**–0,12**

Source : CNW Telbec

LES MÉTAUX

		HIER (DOLLARS US)	PRÉCÉDENT (DOLLARS US)
ALUMINIUM	Comptant	**2 730,00**	2 762,00
	3 mois	**2 747,00**	2 749,00
	15 mois	**2 618,00**	2 638,00
CUIVRE (A)	Comptant	**6 860,00**	6 852,00
	3 mois	**6 789,00**	6 790,00
	15 mois	**6 320,00**	6 290,00
PLOMB	Comptant	**1 910,00**	1 945,00
	3 mois	**1 894,00**	1 895,00
	15 mois	**1 618,00**	1 628,00
NICKEL	Comptant	**45 500,00**	45 610,00
	3 mois	**43 050,00**	43 100,00
	15 mois	**34 525,00**	35 650,00
ÉTAIN	Comptant	**14 380,00**	14 360,00
	3 mois	**14 350,00**	14 400,00
	15 mois	**13 275,00**	13 075,00
ZINC	Comptant	**3 227,00**	3 211,00
	3 mois	**3 230,50**	3 231,00
	15 mois	**3 040,00**	3 040,00

Dollars US par tonne métrique
Source : London Metal Exchange

5 OU 7 OCCUPANTS. À VOUS LE CHOIX.

LOCATION DE 24 MOIS*

vroum-vroum

Le Mazda CX-7 est le croisement entre un design polyvalent conçu pour cinq occupants et une performance sport vraiment impressionnante. L'extérieur du CX-7 est mis en valeur par un châssis digne d'une voiture sport. Son moteur à injection directe développe pas moins de 244 chevaux – offrant à la fois un gain de couple et une économie de carburant. Et que dire du design remarquable de son habitacle ? Véritable oasis pour ses occupants. Découvrez dès aujourd'hui, les sensations que procure le Mazda CX-7.

UTILITAIRE SPORT DE L'ANNÉE ET MEILLEUR ACHAT
Le Guide de l'auto 2007

INDICE DE SÉCURITÉ LE PLUS ÉLEVÉ LORS D'ESSAIS DE COLLISION ♦
★★★★★ NHTSA

CX-7 GS 2007
AVEC TRACTION INTÉGRALE

LOUEZ À PARTIR DE
365 $
PAR MOIS, POUR 24 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 3 495$
0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Le CX-9 représente le nouveau flambeau de Mazda, le véhicule le plus imposant de sa gamme...
Louis Butcher, Journal de Montréal

Le CX-9 n'est pas un CX-7 allongé pour accueillir une 3e rangée de sièges, et le CX-7 n'est pas un CX-9 avec 2 rangées de sièges. Ce sont deux véhicules complètement différents.
Motor Trend, nov. 2006

LOCATION DE 24 MOIS*

CX-9 GT illustré

CX-9 GS 2007

ACHETEZ	LOUEZ
LE MODÈLE DE BASE	**AVEC TRACTION INTÉGRALE**
À PARTIR DE	À PARTIR DE
39 595 $†	**459 $**
	PAR MOIS, POUR 24 MOIS* TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS COMPTANT INITIAL DE 5 995$
	0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Le CX-9 est le plus récent véhicule multisegment de Mazda et son VUS de luxe le plus imposant à ce jour. Son espace passagers et utilitaire est à ce point spacieux qu'il peut accueillir 7 adultes en tout confort. En fait, le CX-9 offre non seulement plus d'espace intérieur, mais il comporte aussi une troisième rangée de sièges plus facile d'accès que dans bien d'autres véhicules 7 places de sa catégorie. Grâce à ses généreuses caractéristiques de série, jamais autant de luxe n'a été si abordable. Pour le plus grand plaisir des sept occupants.

Vous trouverez beaucoup *plus* chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

Pour un concessionnaire près de chez vous, visitez le www.mazda.ca ou téléphonez au 1-800-263-4680.

3467916A

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA : PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

* Offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda CX-7 GS à traction intégrale (PXS187AA00) et des Mazda CX-9 GS à traction intégrale (QXSA87AA00) 2007 neufs. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés. Aucun dépôt de sécurité requis. Les offres de location des Mazda CX-7 GS et Mazda CX-9 GS 2007 incluent le crédit additionnel de 1 250 $ pour la traction intégrale. Sur approbation du crédit. Limite de 20 000 km par année. Frais de 12¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km par année disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription ou RDPRM en sus. † Offre réservée aux particuliers et portant sur les Mazda CX-9 GS (QXSA87AA00) 2007 neufs. Frais de transport et préparation (1 390 $), immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription ou RDPRM en sus. Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement en ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non-inclus dans les prix mentionnés. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 10 mars 2007. ♦ Accordé au Mazda CX-7 par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) du gouvernement des États-Unis (www.safercar.gov), suite à des tests mesurant les effets de collisions frontales sur les occupants avant et de collision latérales sur les occupants avant et arrière.

3467920